

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES
DE TITRES AU PORTEUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 9 Décembre 1910, à 2 heures,

PAR

JACQUES LEMAÎTRE

Président : M. TRUCHY, Professeur.
Suffragants } MM. SOUCHON, Professeur.
JÈZE, Agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

LA PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES DE TITRES AU PORTEUR

INTRODUCTION

Définition du titre au porteur. — Avantages et inconvénients de cette sorte de titre. — Historique de son emploi.

Problème économique qui se pose : qui, du propriétaire de titres au porteur dépossédé par suite de vol, perte, etc., ou du porteur de bonne foi, doit être protégé.

Exposé sommaire des mesures prises en France, pour la protection des propriétaires de titres au porteur : Absence de législation spéciale avant 1872. — Synthèse de la législation française sur les titres au porteur perdus ou volés.

LE TITRE AU PORTEUR

Définition. — Le titre au porteur est un écrit constatant soit un droit de créance (ex. : obligation), soit, quoique moins fréquemment, un droit de propriété (ex. : action), et par lequel l'émetteur s'engage à payer entre les mains de la personne qui sera porteur de ce titre, sans demander de justification d'aucune sorte.

« Le droit constaté par le titre se confond avec l'écrit qui en est la preuve ; il y est, pour ainsi dire, incorporé » (Planiol, *Dr. civil*).

On peut donc aliéner ce droit par une simple tradition.

Avantages et inconvénients que présente le titre au porteur. — Le titre au porteur, désigné seulement par un numéro d'ordre, circule ainsi beaucoup plus facilement que le titre dit nominatif, contenant le nom du titulaire (reproduit sur des registres spéciaux tenus par l'établissement émetteur) et dont la transmission de propriété donne lieu à la formalité du transfert.

Au point de vue économique, il est à remarquer que la facilité de circulation des titres au porteur permet aux sociétés dont les statuts admettent cette forme de titres de recruter plus aisément des actionnaires, ceux-ci ayant la certitude de pouvoir se débarrasser de leurs actions sans subir la perte de temps que représente le transfert.

Néanmoins, cette facilité de circulation des titres au porteur, passant de main en main sans laisser de trace, peut favoriser les abus de la spéculation.

Aussi l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 1^{er} août 1893, n'admet-il les actions au porteur qu'après entière libération.

D'autre part, en cas de dépossession par perte ou vol, la situation d'un propriétaire de titres au porteur est bien plus fâcheuse que celle d'un propriétaire de titres nominatifs. Tandis qu'en effet le titulaire d'un titre nominatif en est seul considéré comme propriétaire jusqu'à preuve contraire, la présomption de propriété d'un titre au porteur est attachée à la possession de ce titre. Dans le premier cas, le propriétaire dépossédé pourra facilement toucher les intérêts ou dividendes afférents à son titre et même s'en faire délivrer un duplicata; dans le second cas, il devra, comme nous le verrons plus loin, attendre au moins un an avant de pouvoir

toucher les intérêts ou dividendes et au moins onze ans avant de pouvoir exiger la délivrance d'un duplicata.

Historique de son emploi. — Le titre au porteur a une origine très ancienne. Il était déjà usité dans l'antiquité sous diverses formes et en plusieurs pays : Grèce, Judée, Carthage.

L'emploi du titre au porteur sous sa forme moderne remonte au Moyen âge et date, en France, de 1282 (Wahl, *Traité théorique et pratique des titres au porteur*).

Depuis cette époque, l'usage s'en est répandu de plus en plus et aujourd'hui, les valeurs au porteur dans tous les pays civilisés représentent un élément considérable de la richesse publique.

Grâce à leur facilité de transmission, les valeurs au porteur servent d'aliment à de nombreuses et importantes transactions. Celles-ci prirent un grand développement en France sous le second Empire ; les nombreux emprunts que fit ce gouvernement, les grandes émissions provoquées par les entreprises nouvelles, constructions de chemins de fer, exploitations de mines, développement de la navigation, de l'industrie, etc., ainsi que les emprunts du Crédit foncier, des départements et des villes répandirent et vulgarisèrent les titres au porteur.

Ce développement ne s'est pas arrêté, au contraire, et les valeurs au porteur, toujours accueillies favorablement par l'épargne, ont pris une importance sans cesse grandissante dans la fortune mobilière du pays.

Problème économique qui se pose : qui, du propriétaire dépossédé par suite de vol, perte, etc., ou du porteur de bonne foi, doit être protégé. — Il se peut qu'un titre au

porteur perdu ou volé soit acheté, après plusieurs transmissions, par un individu de bonne foi, ignorant absolument le vice de la première de ces transmissions.

Qui, du propriétaire dépossédé ou de ce porteur de bonne foi la loi va-t-elle protéger ?

Permettra-t-elle au premier de revendiquer contre le second, ou déclarera-t-elle le droit du porteur inattaquable ?

Le problème économique qui se pose doit être envisagé avec prudence, puisque se trouvent mises en jeu d'une part, la sécurité de la propriété des valeurs au porteur, d'autre part, l'intensité de leur circulation.

Examinons les résultats de l'adoption de l'une ou de l'autre des deux solutions ci-dessus.

Si la loi permet purement et simplement au propriétaire dépossédé d'exercer une action en revendication contre le tiers porteur de bonne foi, les titres au porteur perdront l'avantage de leur mobilité. En effet, les demandes de titres de cette nature n'auront pour ainsi dire lieu qu'au moment d'une émission, car alors les souscripteurs (particuliers, sociétés, banques) seront bien sûrs, n'ayant d'autre auteur que l'établissement émetteur lui-même, d'être investis du droit de propriété sur ces titres ; mais ces mêmes souscripteurs ne pourront revendre leurs titres que fort difficilement. L'acquéreur, craignant de ne pas avoir affaire au vrai propriétaire et par suite d'être exposé ultérieurement à une revendication, exigera la preuve de la propriété, preuve qui nécessitera la vérification de l'existence du nom du vendeur actuel sur la liste de souscription de l'établissement émetteur. D'où perte de temps, aussi sensible que s'il s'agissait du transfert d'un titre nominatif.

De plus, une deuxième vente devient à peu près impossible.

Si donc, la revendication est toujours permise contre le tiers de bonne foi, les acquéreurs de titres au porteur exigeront des vendeurs une preuve de propriété plus ou moins longue ou difficile à établir et on peut craindre que la mobilité des titres ne devienne nulle.

En conséquence, les nombreux individus qui, ayant économisé quelques centaines de francs, n'achètent de titres au porteur que parce qu'ils veulent, en cas de besoin, pouvoir les revendre sans formalités ni perte de temps et recouvrer la disposition de leur argent, s'abstiendront d'acheter de tels titres. Or, aujourd'hui, les grands travaux, les grandes entreprises de toutes sortes nécessités par la civilisation actuelle ne peuvent se réaliser qu'en faisant appel à l'argent de tous, ce qui a, d'autre part, le résultat de solidariser les intérêts d'un plus grand nombre d'individus et de stabiliser l'état social.

Une protection trop complète du propriétaire dépossédé a donc un mauvais résultat économique.

Si, au contraire, la loi donne au porteur l'assurance que, sa bonne foi étant établie, il n'aura en rien à craindre la revendication du propriétaire dépossédé, la circulation des titres au porteur deviendra plus intense. Il y aura là un résultat économique heureux, une circulation active répartissant les capitaux au mieux des besoins de la production.

Mais il faut remarquer que l'impossibilité de revendiquer contre un tiers de bonne foi équivaut à considérer la perte ou le vol d'un titre au porteur comme irrémédiable, partant, à diminuer l'attrait que ce genre de valeurs peut exercer sur

les capitalistes. C'est en outre faciliter singulièrement aux voleurs l'écoulement du produit de leur vol. Un tel système, comme le fait remarquer M. Thaller, serait peu démocratique, les petits porteurs, qui en France, par exemple, sont légion, « sont plus exposés à la perte du brevet de leurs titres » que les grands capitalistes qui confient la garde de leurs « valeurs mobilières à un établissement de crédit ». A chacun des deux systèmes absolus ci-dessus, on peut apporter des tempéraments, mais il est très difficile de concilier les intérêts contradictoires du propriétaire et du porteur.

Les législations actuelles en la matière se réfèrent pour la plupart au second système, c'est-à-dire à la protection du porteur de bonne foi. C'est ainsi, comme nous le verrons plus loin, que l'Allemagne, l'Angleterre, etc., pays où la circulation des titres est considérable, ont sacrifié presque complètement, jusqu'à ces derniers temps, tout au moins, le propriétaire dépossédé.

Mais, chose remarquable, la France, où la circulation de valeurs est non moins intense, a protégé, surtout de 1872 à 1902, le propriétaire contre le tiers de bonne foi.

Les résultats obtenus paraissent donc moins absolus dans la pratique que dans la théorie.

Quoi qu'il en soit, il semble que la solution du problème économique posé ci-dessus réside dans une conciliation des deux systèmes appliqués.

La circulation des titres au porteur ne semblerait pas devoir être entravée par un droit de revendication nettement réglementé quant à sa base, à la forme dans laquelle il doit être exercé, etc.

Si, en effet, l'acquéreur d'un titre au porteur est à même de s'assurer, soit directement, soit par le concours d'un intermédiaire déterminé, en très peu de temps et à peu de frais, — et la chose est aujourd'hui possible, — que son achat ne l'exposera pas à une revendication, on ne voit vraiment pas pourquoi celle-ci ne serait pas admise. On peut de plus disposer que les revendications sans fondement exposeront leurs auteurs à une sanction (amende, dommage-intérêts, etc.).

Les porteurs de bonne foi ne seront donc que fort rarement troublés dans leur possession et seront d'ailleurs toujours indemnisés pécuniairement soit par le propriétaire revendiquant, soit par l'intermédiaire choisi (Dans la séance tenue par la 11^e Commission de l'Institut de droit intern^{at} le 21 septembre 1906, M. Thaller a fait remarquer que les complications résultant de mesures protectrices des propriétaires dépossédés gênaient presque exclusivement les intermédiaires).

Nous allons voir, en étudiant les mesures adoptées sur la matière tant en France qu'à l'étranger que, seul ou à peu près, notre pays pourrait, moyennant quelques correctifs apportés à sa législation actuelle, appliquer le régime de sauvegarde réciproque des intérêts du propriétaire et du porteur, ci-dessus proposé.

Exposé sommaire des mesures prises en France pour la protection des propriétaires de titres au porteur. — Absence de législation spéciale avant 1872. — En cas de perte ou de vol d'un titre au porteur, le propriétaire n'avait de recours que dans les limites des articles 2279 et 2280 du Code civil, c'est-à-dire qu'il pouvait revendiquer, mais seulement dans le délai de trois ans à compter du jour de

la perte ou du vol (art. 2279) et que, si le détenteur avait acheté le titre à la Bourse, il n'était tenu de le rendre que contre le remboursement de ce qu'il lui avait coûté (art. 2280).

On avait appliqué aux titres au porteur, meubles incorporels, des règles établies pour des meubles corporels parce que, comme nous l'avons dit ci-dessus, le droit de créance et l'écrit étant alors confondus, il suffit, pour que la transmission s'accomplisse qu'il y ait remise matérielle de la chose, absolument comme s'il s'agissait d'un meuble corporel.

Mais un meuble incorporel tel qu'un titre au porteur diffère d'un meuble corporel : tandis que le meuble corporel a une valeur intrinsèque, le titre n'a qu'une valeur représentative ; alors que le possesseur d'un meuble corporel peut en tirer jouissance en le gardant par devers lui, le possesseur d'un titre devra, pour toucher les intérêts ou le capital s'il y a lieu, représenter les coupons ou le talon du titre. Cette présentation s'effectuera au siège de l'établissement émetteur ou d'une de ses succursales, c'est-à-dire en un nombre restreint de lieux : Il y a donc possibilité matérielle de constater, au bout d'un temps plus ou moins long, si le titre a été perdu ou s'il est entre les mains d'un tiers.

Ces considérations avaient abouti, dans la pratique, à faire admettre l'opposition, de la part du propriétaire dépossédé d'un titre au porteur, au paiement, au porteur éventuel du titre disparu, des intérêts et du capital.

Après cette opposition pratiquée entre les mains de l'établissement débiteur le propriétaire dépossédé pouvait faire déposer les intérêts ou dividendes échus, ainsi que le capital

devenu exigible, à la Caisse des dépôts et consignations et les encaisser, les premiers, au bout de cinq, le second au bout de trente ans à compter de l'exigibilité (art. 2277 et 2262, C. civ.).

Quant au duplicata demandé par le propriétaire et dont les établissements débiteurs avaient refusé pendant longtemps la délivrance, il ne lui était remis qu'après trente ans écoulés à partir de la perte ou du vol.

Il en résultait que, dans les conditions les plus favorables, le propriétaire était forcément en retard de cinq années d'arrérages et, pendant trente ans, privé de la disposition de son titre, ce qui réduisait en quelque sorte son droit à un simple usufruit.

Les quelques arrêts rappelés ci-après indiquent le sens dans lequel la jurisprudence s'était formée :

« Décidé, qu'il suffisait que le propriétaire d'actions au
« porteur dans une société commerciale ne représentât point
« le titre de ces actions pour qu'il ne fût plus réputé proprié-
« taire à l'égard de la société, soit pour se faire reconnaître
« propriétaire des actions perdues, soit pour s'en faire payer
« les dividendes, même conditionnellement et malgré
« l'offre de donner caution de les restituer, en cas de récla-
« mation ultérieure d'un tiers détenteur de ces actions » (Pa-
ris, 23 juillet 1836, Dalloz, *Jurispr. gén.*, *Sociétés*, 1576-1°).

« Que seulement l'actionnaire pouvait faire ordonner que
« la société verserait à la Caisse des dépôts et consignations
« les intérêts de dividendes afférents aux actions dont il
« s'agit au fur et à mesure des échéances, pour que, comme
« propriétaire, il pût les toucher successivement après l'ac-

« complotement de la prescription quinquennale contre les
« tiers porteurs éventuels » (Paris, 27 février 1854, D. P.
1855. 2. 244; 29 juillet 1857, D. P. 1857. 1. 171; 13 mai
1865, D. P. 1866. 2. 145).

« Que le propriétaire d'actions au porteur, dans une société
« commerciale, n'était pas fondé davantage, en cas de vol de
« titres commis à son préjudice, à exiger que la société lui en
« délivrât des duplicata, même sous caution » (Arrêts pré-
cités des 27 février 1854, 29 juillet 1857 et 13 mai 1865;
Trib. comm. Seine, 20 novembre 1860, D. P. 1861. 3.
80 et 24 janvier 1861, D. P. 1861. 3. 80), « à moins qu'il
« ne se fût écoulé plus de trente années depuis la perte du
« titre » (Jugement précité du 20 novembre 1860). Et
« malgré même l'expiration de ce laps de trente ans depuis
« le jugement ou arrêt qui constatait la perte : le silence
« gardé pendant ce laps de temps par le tiers détenteur qui
« s'est abstenu de réclamer les dividendes et intérêts ne met
« pas la Compagnie à l'abri de toute poursuite de sa part, la
« prescription demeurant suspendue, pour le capital de l'ac-
« tion, tant que le droit de le réclamer n'est pas ouvert »
(Arrêt précité du 13 mai 1865).

« Jugé même que la demande de remplacement de titres
« d'actions ou d'obligations atteints par un incendie ne pouvait
« être déclarée recevable, bien qu'appuyée de la repré-
« sentation de fragments sur lesquels seraient restés appa-
« rents divers signes indiquant qu'ils provenaient réellement
« des titres qui avaient été en partie détruits, si ces frag-
« ments ne pouvaient permettre de reconstituer l'intégralité
« des titres » (Trib. comm. Seine, 6 septembre 1864,
D. P. 1865. 3. 95).

Quelques arrêts décidaient, il est vrai, que, « en cas de
« perte d'actions au porteur par suite d'un vol constaté en
« justice, le propriétaire avait le droit de se faire délivrer
« par la Compagnie de nouveaux titres, sauf à elle à
« exiger des garanties suffisantes » (Trib. comm. Paris,
14 février 1853, D. P. 1854. 3. 18).

Mais ils jugeaient en même temps « que cette délivrance
« n'obligeait la Compagnie qu'à verser les intérêts des
« actions du réclamant à la Caisse des dépôts et consigna-
« tions, d'où celui-ci ne pouvait les retirer qu'à partir de
« l'époque où la Compagnie était à même de repousser par
« la prescription toute demande de ces mêmes intérêts qui
« aurait pu être faite, appuyée d'une représentation des titres
« primitifs » (Jugement précité du 14 février 1853).

« Que si, notamment, il y avait lieu de décider qu'un
« jugement vaudrait titre au profit du réclamant, on devait
« en conclure uniquement que celui-ci pouvait, sur la pré-
« sentation d'une expédition, retirer les intérêts ou divi-
« dendes afférents aux actions perdues, cinq ans après le
« versement que la Compagnie était tenue d'en faire à la
« Caisse des dépôts et consignations, au fur et à mesure de
« leur échéance, c'est-à-dire après accomplissement de la
« prescription à l'égard des porteurs éventuels » (Jugements
précités des 20 novembre 1860 et 24 janvier 1861).

L'agent de change par l'intermédiaire duquel avait eu lieu
la négociation était soumis envers le propriétaire dépossédé
ou le tiers porteur évincé, à une responsabilité subordonnée à
l'appréciation de *sa faute*, de son imprudence ou de sa
négligence dans cette négociation (art. 76, C. comm.).

L'application aux titres au porteur des dispositions des

articles 2279 et 2280 du Code civil était insuffisante pour faire disparaître les inconvénients attachés à la possession de ces titres. Cette législation était loin de satisfaire non seulement les propriétaires dépossédés, en raison de la difficulté pour eux de rentrer, vis-à-vis des établissements émetteurs, dans les droits que leur conféraient leurs titres, — mais aussi les établissements débiteurs et les agents de change désireux de dégager leur responsabilité.

Depuis longtemps cette situation avait attiré l'attention publique. Dès 1861, une pétition rapportée par M. le président Bonjean le 3 juillet 1862, fut, par un vote unanime du Sénat du 4 février 1863, renvoyée aux ministres de la Justice, du Commerce et des Finances.

Malgré la promesse, plusieurs fois renouvelée, du Gouvernement de mettre la question à l'étude, ce fut seulement en 1868 qu'elle fut déférée à une commission instituée par le ministre de la Justice.

Les propositions formulées par cette commission n'étaient que la consécration légale des solutions de la jurisprudence quant au paiement des coupons, au remboursement du capital aux mains du propriétaire dépossédé et à l'obtention de titres nouveaux. On y ajoutait l'institution d'un système de publicité pour la transmission des titres au porteur, système dont l'idée primitive est due à M. Léveillé, professeur à la Faculté de Droit de Paris, et qui a été introduit dans la loi de 1872.

Cependant, à la suite des événements de la guerre franco-allemande et de la Commune de Paris, la situation était devenue grave, un nombre considérable de titres ayant alors disparu.

Une loi du 12-19 mai 1871 rendit inaliénables et imprescriptibles avant trente ans tous biens meubles et immeubles qui auraient été soustraits, saisis, mis sous séquestre ou détournés d'une manière quelconque pendant la période insurrectionnelle, « au nom et par les ordres d'un prétendu « Comité central, Comité de salut public d'une soi-disant « Commune de Paris ou de tout autre pouvoir insurrectionnel, par toute personne s'autorisant de ces ordres ou « par tout individu ayant agi, même sans ordres, à la faveur « de la sédition ».

Elle proscrivait, en outre, toute application des articles 2279 et 2280 du Code civil; les valeurs mobilières se trouvaient donc comprises dans les dispositions et prohibitions de cette loi, laquelle n'a pas été abrogée par la loi organique du 15 juin 1872; mais cette loi, d'un caractère exceptionnel, devait s'appliquer restrictivement et uniquement au cas de dépossession dérivant directement de l'état insurrectionnel, à l'exclusion des faits de dépossession sans lien direct avec cet état, bien qu'accomplis pendant sa durée.

« Cette même loi de 1871 était plus large que celle de « 1872, en ce qu'elle visait les valeurs au porteur de toute « espèce et ne requérait ni formalités ni versements de la « part du réclamant » (Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1623, note 1).

Le projet qui devait aboutir à la loi de 1872 fut présenté par le Gouvernement dès le 27 juillet 1871; il subit devant la commission chargée de l'examiner une discussion approfondie et reçut d'importantes modifications.

Synthèse de la législation française sur les titres au porteur perdus ou volés. — La loi votée en 1872 comble une lacune manifeste de notre législation.

Elle a eu pour but de protéger résolument le propriétaire dépossédé, mais ne se préoccupe pas sérieusement de la sécurité de la circulation.

Cette tendance très nette s'explique par ce fait que le nombre des petits porteurs français (c'est-à-dire des propriétaires de quelques titres que la circulation n'intéresse guère), est considérable et que, comme nous l'avons dit plus haut, ces petits porteurs sont les plus exposés à être dépouillés et les plus sensiblement touchés par le moindre vol — la presque totalité de leur fortune étant souvent représentée par de pareils titres.

Cette loi de 1872, telle qu'elle a été votée par l'Assemblée nationale sur la proposition de la commission et le rapport de M. Grivart, comprend donc tout d'abord et surtout les mesures destinées à garantir les propriétaires dépossédés soit en empêchant — par une opposition à l'établissement débiteur — le paiement à un tiers des coupons ou du capital devenu exigible, soit en permettant au propriétaire lui-même — moyennant l'accomplissement de certaines conditions — de les toucher et d'obtenir un duplicata du titre disparu.

La loi de 1872 instituait bien, d'autre part, une opposition à négociation (faite au Syndicat des agents de change de Paris, publiée dans un Bulletin spécial et rendant nulle et non avenue vis-à-vis de l'opposant toute négociation postérieure à sa date); mais elle avait le tort de ne pas rendre cette seconde opposition obligatoire pour le propriétaire, lequel pouvait, bien que ce ne fût pas son intérêt, omettre ou s'abstenir de la faire. Celui qui achetait un titre au porteur n'était donc jamais sûr, jusqu'à ce qu'il se présentât à l'établissement débiteur, de ne pas se trouver ultérieurement en

face d'un propriétaire dépossédé. Au cas où le porteur de bonne foi pouvait obtenir mainlevée de l'opposition, un jugement devait intervenir, d'où perte de temps et frais assez considérables. Comme on le voit, la loi de 1872, bien qu'elle ait comblé une lacune manifeste de notre législation, puisqu'elle a créé pour une catégorie importante de valeurs mobilières confondues jusque-là arbitrairement avec les meubles corporels, un régime spécial approprié à leur caractère, et bien qu'elle ait eu, d'autre part, des effets excellents tant pour les propriétaires dépossédés que pour les établissements débiteurs et même pour les agents de change intermédiaires des négociations, pouvait être avantageusement retouchée sur quelques points.

Il y avait lieu, en outre, de mettre fin aux controverses qui s'étaient élevées sur l'interprétation de certaines expressions de la loi (Voir Journ. *l'Économiste français* du 3 août 1901, *Les modifications nécessaires à la loi sur les titres perdus*, par Édouard Payen).

Enfin, la loi de 1872 donnait lieu à des abus à cause de la trop grande facilité qu'elle laissait au premier venu de mettre opposition sur des titres qui ne lui avaient jamais appartenu.

Un individu quelconque pouvait ainsi se livrer à du pur chantage vis-à-vis du propriétaire légitime des titres et l'exploiter en se faisant payer par lui à fin de mainlevée (Voir Journ. *l'Économiste français* du 9 octobre 1897, *Critique de la loi sur les titres perdus*, par Hubert Vallee-roux).

On résolut donc de modifier la loi du 15 juin 1872 et un projet de loi présenté dans ce but par le Gouvernement fut

adopté par le Sénat, sur le rapport de M. Grivart, le 22 juin 1901 et par la Chambre des députés, sur le rapport de M. Cruppi, le 4 février 1902.

La loi nouvelle, promulguée le 8 février 1902, tout en confirmant la protection accordée par la loi précédente au propriétaire dépossédé vient rendre plus sûre la circulation des titres en ce qu'elle rend obligatoire l'opposition à négociation en lui accordant même la priorité (art. 2 et 3 modifiés).

Elle régleme la radiation des oppositions (art. 11 modifié), leur mainlevée, et donne des pouvoirs nouveaux au juge des référés (art. 17 et 18 nouveaux). Au lieu d'un jugement, une ordonnance suffira, moyennant certaines conditions, pour obtenir la mainlevée.

La loi de 1902 fait cesser la controverse de la jurisprudence sur les cas où il faut considérer l'opposition comme *contredite* (art. 3, 4 et 5) et sur l'interprétation à donner aux mots : *négociation du titre* (art. 13).

Elle étend enfin le bénéfice de la loi de 1872 à diverses valeurs (art. 3 et 7 modifiés) et régleme la publicité donnée à l'opposition à négociation (art. 15 modifié).

De la combinaison de la loi de 1872 (complétée par un décret du 10 avril 1873 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 11 et 13) et de celle de 1902 (complétée par deux décrets du 8 mai 1902 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 15, § 5 et de l'article 19) il résulte un ensemble de mesures protégeant très suffisamment le propriétaire dépossédé tout en sauvegardant presque complètement le porteur de bonne foi.

Cet avant-propos terminé, indiquons le plan que nous allons suivre : dans une première partie nous allons étudier la loi française de protection des propriétaires de titres au porteur perdus, volés ou détruits, en la suivant article par article, afin d'en déterminer l'esprit et la portée.

Dans une seconde partie nous donnerons un aperçu des législations étrangères et du droit international relatif aux titres au porteur perdus ou volés.

Nous essayerons enfin de dégager de cette étude des conclusions qui feront l'objet d'une troisième partie.

PREMIÈRE PARTIE

ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA LOI DE PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES DE TITRES AU PORTEUR (LOI DU 15 JUIN 1872 MODIFIÉE PAR LA LOI DU 8 FÉVRIER 1902).

ART. 1^{er}. — Le propriétaire de titres au porteur qui en est dépossédé par quelque événement que ce soit, peut se faire restituer contre cette perte dans la mesure et sous les conditions déterminées dans la présente loi.

A qui appartient le recours organisé par la loi. — Le recours organisé par la loi appartient, dit l'article 1^{er}, au *propriétaire* de titres.

Mais ce mot doit s'interpréter largement : « Si on interroge l'esprit de la loi, on est nécessairement amené à penser que le droit de faire opposition appartient à son détenteur » (Note de M. Wahl sous un arrêt de la Cour de Paris du 10 décembre 1904, Sirey, 1906. 2. 169).

« La loi de 1872 a eu pour but d'étendre plutôt que de restreindre le nombre de ceux qui peuvent agir en revendication en cas de perte ou de vol de leurs titres. Il serait inadmissible d'interpréter sur ce point la loi de 1872 plus restrictivement que l'article 2279 du Code civil dont

« le texte donne l'action en revendication aux possesseurs ou
« détenteurs auxquels le meuble a été enlevé. On peut d'ail-
« leurs remarquer que le législateur de 1872 paraît avoir eu
« en vue de remédier à la dépossession plutôt que de protéger
« la propriété. » (Bézard-Falgas, *Contentieux des opposi-
tions sur titres*).

Le mot *propriétaire* ainsi interprété comprend le copro-
priétaire, l'usufruitier, le nu-propriétaire, les héritiers jus-
qu'au partage et aussi toute personne investie des titres par
leur propriétaire (mandataire légal, conventionnel ou judi-
ciaire, dépositaire, tuteur, curateur, administrateur provi-
soire de succession, notaire), ainsi que le créancier gagiste.

Causes de dépossession. — Bien que le titre de la loi vise
seulement la dépossession à la suite de perte ou de vol,
l'attention est appelée par les termes larges de l'article 1^{er} :
dépossédé *par quelque événement que ce soit*.

« Ces termes sont évidemment employés afin de procurer
« aux porteurs de titres la protection la plus ample, en
« embrassant tous les cas concevables de dépossession et en
« combattant le dol et la fraude, quelque forme qu'ils puis-
« sent revêtir ».

« Ce caractère ainsi imprimé à la loi du 15 juin 1872 par
« ses auteurs permet d'en étendre la portée, même en
« dehors de ses termes exprès, à tous les cas semblables à
« ceux qu'elle a formellement prévus » (Jules Valéry,
professeur à la Faculté de droit de Montpellier — Dissertation
sous arrêt du Tribunal civil de la Seine du 20 mars 1894,
D. P. 1895. 2. 81).

Il n'y a donc pas de distinction à faire entre les causes
de dépossession et la loi est applicable aux oppositions

pratiquées à la suite non seulement de perte ou de vol, mais aussi d'abus de confiance ou d'escroquerie (Paris, 10 décembre 1904, Sirey, 1906. 2. 169).

Du reste, dans son rapport à l'Assemblée nationale, M. Grivart vise également les cas de dépossession provenant de ces deux dernières causes.

ART. 2. — Le propriétaire dépossédé fera notifier, par huissier, au Syndicat des agents de change de Paris, un acte d'opposition indiquant le nombre, la nature, la valeur nominale, le numéro et, s'il y a lieu, la série des titres, avec réquisition, sous la condition de paiement du coût, de publier, dans la forme qui sera ci-après déterminée, les numéros des titres dont il a été dépossédé.

Il devra aussi, autant que possible, énoncer :

1° L'époque et le lieu où il est devenu propriétaire, ainsi que le mode de son acquisition ;

2° L'époque et le lieu où il a reçu les derniers intérêts ou dividendes ;

3° Les circonstances qui ont accompagné sa dépossession.

Cet acte contiendra une élection de domicile à Paris.

Notification sera également faite par huissier, au nom du propriétaire dépossédé, à l'établissement débiteur.

L'acte contiendra les indications ci-dessus requises pour l'exploit notifié au Syndicat des agents de change, et, de plus, à peine de nullité, une copie certifiée par l'huissier instrumentaire, de la quittance, délivrée par le syndicat, du coût de la publication prévue par l'article 11 ci-après. Cette quittance, soumise au seul droit de timbre de dix centimes

(0 fr. 10), s'il y échet, sera dispensée d'enregistrement. Il sera fait, dans l'acte, élection de domicile dans la commune du siège de l'établissement débiteur.

La notification ainsi faite emportera opposition au paiement tant du capital que des intérêts ou dividendes échus ou à échoir, jusqu'à ce que mainlevée en ait été donnée par l'opposant ou ordonnée par justice ou jusqu'à ce que déclaration ait été faite par le Syndicat des agents de change, à l'établissement débiteur, de la radiation de l'opposition.

S'il s'agit de coupons détachés du titre, il n'y aura pas lieu à la notification au Syndicat des agents de change ni à l'insertion au bulletin quotidien.

Le porteur dépossédé ne sera tenu que de l'opposition à l'établissement débiteur.

Oppositions au Syndicat des agents de change et à l'établissement débiteur. — Cumul obligatoire de ces deux oppositions. — Le premier soin du propriétaire dépossédé consiste à faire tout d'abord opposition au Syndicat des agents de change pour mettre obstacle à la négociation du titre. C'est seulement après cette première opposition que le propriétaire dépossédé doit en faire une seconde à l'établissement débiteur pour empêcher le paiement soit des intérêts ou des dividendes, soit du capital devenu exigible. Cette seconde opposition rend, en outre, impossible la conversion des titres au porteur en titres nominatifs. Le détenteur de mauvaise foi, pour couvrir sa possession, pourrait être tenté d'opérer cette conversion, rendue gratuite par la loi de finances du 26 décembre 1908.

La loi du 15 juin 1872 n'avait établi aucun lien entre

l'opposition à l'établissement débiteur et l'opposition faite au Syndicat des agents de change, et il arrivait souvent que la première seule fût formée par le propriétaire dépossédé. Cela présentait de graves inconvénients : la négociation du titre pouvait être valablement faite et l'acheteur de bonne foi avait la désagréable surprise de constater un jour que son titre était frappé d'opposition à l'établissement débiteur et qu'il ne pouvait toucher les intérêts ou le capital qu'après avoir obtenu mainlevée de l'opposition.

Pour faire cesser ces inconvénients, la loi du 8 février 1902, en modifiant l'article 2, a exigé que l'opposition fût faite tout d'abord au syndicat des agents de change. Le propriétaire dépossédé voulant se garantir rapidement par une opposition à paiement ne perd que fort peu de temps du chef de cette innovation et les tiers se trouvent ainsi presque complètement protégés.

En résumé, cumul obligatoire des deux oppositions et priorité nécessaire de l'opposition à négociation.

L'opposition, dit l'article 3, doit être faite par exploit d'huissier. C'est afin qu'elle ait date certaine et que sa notification soit authentiquement constatée.

L'intervention d'un officier ministériel assure la régularité matérielle de l'acte ; d'autre part, les frais qu'entraîne la double opposition ont cet avantage de rendre plus rares les oppositions formées à la légère ou de mauvaise foi.

L'opposition faite sans ministère d'huissier ne serait pas recevable.

D'autre part, la loi prononce la nullité de l'opposition faite à l'établissement débiteur si elle ne contient pas la copie, *certifiée* par l'huissier instrumentaire, de la quittance,

délivrée par le syndicat, du coût de la publication au *Bulletin des oppositions*, prescrite par l'article 11, afin d'empêcher la négociation du titre.

Il ne serait pas tenu compte, non plus, d'une opposition frappant des *obligations amorties et remboursées*.

Énonciations que doit renfermer l'exploit d'opposition. — Parmi ces énonciations, certaines sont essentielles, obligatoires ; ce sont celles relatives :

1° Au nombre, à la nature, à la valeur nominale, aux numéros des titres, et s'il y a lieu, à la série à laquelle ils appartiennent ;

2° A l'élection de domicile.

En ce qui concerne les numéros des titres, l'opposition signifiée au Syndicat des agents de change doit mentionner les numéros en lettres et en chiffres, conformément à l'article 1^{er} du décret du 10 avril 1873, ainsi conçu : « L'exploit « signifié au Syndicat des agents de change de Paris, en « exécution de l'article 11 de la loi du 15 juin 1872, mentionnera en toutes lettres et en chiffres les numéros des « titres dont la publication sera requise ».

L'énonciation sous double forme des numéros des titres garantit de toute erreur leur publication dans le *Bulletin des oppositions*.

Si l'une des énonciations essentielles ci-dessus indiquées est omise dans l'acte, il ne pourra être fait application de l'opposition.

Quant aux autres énonciations que doit contenir l'exploit, elles sont utiles, parce qu'elles permettent de contrôler la sincérité de la déclaration de l'opposant, et, au besoin, pour faciliter les recherches de la justice, mais elles sont de telle nature qu'il était difficile de les exiger.

L'exploit les contiendra donc *autant que possible*. « On
« ne doit pas perdre de vue, en effet, que l'auteur de l'oppo-
« sition sera souvent un héritier qui n'aura jamais possédé
« les titres et ce serait exiger de lui plus de renseignements
« qu'il n'en peut fournir, que de lui demander d'indiquer
« soit l'époque et le lieu où ont été touchés les derniers cou-
« pons, soit même les circonstances précises dans lesquelles
« a été dépouillée la succession qu'il représente » (Rapport
de M. Grivart, *Journal officiel* des 19 et 22 mai 1872).

ART. 3. — Lorsqu'il se sera écoulé une année depuis l'op-
position sans qu'elle ait été formellement contredite par un
tiers se prétendant propriétaire du titre frappé d'opposition,
et que, dans cet intervalle, deux termes, au moins, d'intérêts
ou de dividendes auront été mis en distribution, l'opposant
pourra se pourvoir auprès du président du tribunal civil du
lieu de son domicile, ou, s'il habite hors de France, auprès
du président du tribunal civil du lieu du siège de l'établisse-
ment débiteur, afin d'obtenir l'autorisation de toucher les
intérêts ou dividendes échus, ou même le capital des titres
frappés d'opposition, dans le cas où le dit capital serait ou
deviendrait exigible.

Le même droit appartiendra au porteur dépossédé de titres
ne donnant pas droit à des intérêts ou dividendes, ou à
l'égard desquels il y a eu cessation de distributions périodi-
ques. Mais, en ce cas, il ne pourra être exercé que lorsqu'il
se sera écoulé trois ans depuis l'opposition sans qu'elle ait
été contredite dans les termes indiqués ci-dessus.

Ordonnance du président du tribunal civil — Autorisation accordée à l'opposant — Conditions requises. — L'autorisation du président du tribunal civil joue un rôle considérable dans l'application de la loi. Elle sert de point de départ aux plus importants délais et le législateur en a fait la condition de recevabilité des demandes adressées par l'opposant à l'établissement débiteur. Il a donc pensé qu'il était non seulement utile, mais indispensable de soumettre l'opposition à un contrôle judiciaire. Du reste, en exigeant une ordonnance d'autorisation, le législateur n'a fait qu'emprunter au Code de commerce une disposition déjà établie pour la lettre de change : c'est la règle des articles 151 et 152 du Code précité qui a été transportée dans la matière des titres au porteur, sans autre changement que ce qui tient à la désignation du magistrat compétent.

Le contrôle judiciaire de l'opposition et l'autorisation sont d'autant plus nécessaires que l'article 2 de la loi ne prescrit nullement à l'opposant de justifier de son droit de propriété pour former opposition.

Pour obtenir l'autorisation de toucher les intérêts et même s'il y a lieu le capital du titre, il faut d'abord qu'une année se soit écoulée depuis l'opposition et que deux termes au moins d'intérêts ou de dividendes aient été mis en distribution par l'établissement débiteur.

Dans son rapport à l'Assemblée nationale, M. Grivart exposait les motifs de cette condition : « l'opposition qui n'est », expliquait-il, « que l'affirmation d'une partie intéressée, ne constitue pas une preuve et on ne saurait, sans méconnaître les principes les plus rationnels et les plus constants, en faire la base de l'exercice d'un droit dès l'instant où elle se

« produit. Mais, lorsqu'il s'est écoulé une année depuis la
« déclaration du propriétaire dépossédé et que, durant cette
« sorte de temps d'épreuve imposé à sa sincérité, les titres
« déclarés perdus ou détruits n'ont pas été présentés à l'éta-
« blissement débiteur, bien qu'ils y fussent provoqués par la
« mise en distribution de deux termes au moins d'intérêts ou
« dividendes, on ne peut contester que le bien fondé de l'op-
« position acquiert une sérieuse vraisemblance ».

« Ce n'est qu'une présomption, toutefois, et elle n'a pas
« encore assez de consistance pour permettre à l'opposant
« de réclamer paiement sans autre formalité. Avant de
« s'adresser à l'établissement débiteur, il devra se pourvoir
« auprès du président du tribunal civil et solliciter de lui
« l'autorisation de toucher les intérêts ou dividendes échus
« et ceux à échoir, au fur et à mesure de leur exigi-
« bilité ».

*Extension de la règle. — 1° Aux valeurs qui ne produi-
sent pas d'intérêts ou ne donnent plus de dividendes. —*
Les dispositions des articles 3 et 15 de la loi de 1872 ne
s'appliquaient pas aux valeurs ne donnant pas droit à des
intérêts ou aux titres de sociétés ayant suspendu le paiement
des dividendes. Aussi, quand il s'agissait de cette catégorie
de titres, l'opposant pouvait bien empêcher la négociation
du titre ou le remboursement du capital, mais il était privé
de l'un des avantages — très appréciable — de la loi de
1872, en ce sens qu'il ne pouvait pas être réintégré dans les
droits attachés au titre.

Pour faire cesser cette situation, l'article 3, modifié par la
loi de 1902, a étendu le pouvoir d'autorisation du président
du tribunal civil aux titres non productifs d'intérêts, mais

sous la condition que le délai d'attente pour obtenir ladite autorisation serait de trois ans au lieu d'une année. On conçoit qu'un temps plus long était nécessaire pour donner de la force à la présomption défavorable qui résulte du silence et de l'inaction du porteur, lorsqu'aucune échéance de dividendes ou d'intérêts n'est venue l'engager à se présenter au siège de l'établissement débiteur.

2° *A l'opposant habitant l'étranger.* — La loi de 1872, en déterminant la compétence du juge qui doit signer l'ordonnance d'autorisation n'avait pas prévu le cas où l'opposant habiterait l'étranger. La loi de 1902 a comblé cette lacune en désignant le président du tribunal civil du domicile élu dans l'acte d'opposition, c'est-à-dire celui du siège de l'établissement débiteur.

De la contradiction à l'opposition et de ses conséquences. — Pour obtenir l'autorisation du président du tribunal civil, il est, en outre, nécessaire que l'opposition n'ait pas été formellement contredite par un tiers se prétendant propriétaire du titre frappé d'opposition.

Quand faut-il considérer l'opposition comme contredite ?

La présentation d'un titre frappé d'opposition constitue une contradiction non seulement pour le titre, mais aussi pour les coupons.

En présentant le titre, le tiers agit en effet comme un créancier (Trib. Seine, 26 décembre 1876, *J. Le Droit* du 4 avril 1877; Trib. Corbeil, 21 mars 1888, *J. La Loi* du 20 avril 1888).

La demande, par un tiers, du paiement d'un titre amorti frappé d'opposition, est considérée comme une contradiction.

La nouvelle opposition qu'un tiers ferait notifier à l'éta-

blissement débiteur doit être également considérée comme une contradiction.

Mais doit-il en être de même de la présentation par un tiers, de coupons détachés du titre frappé d'opposition ?

En principe, toute présentation de coupons d'un titre frappé d'opposition constitue une contradiction, car on peut supposer que le titre dont les coupons ont été détachés est la propriété du présentateur.

Sous le régime de la loi de 1872, les tribunaux n'étaient pas d'accord sur ce point. Des arrêts avaient décidé que la présentation du coupon ne constituait pas par elle-même une contradiction en ce qui concerne le titre, puisque la propriété de celui-ci peut être séparée de celle des coupons (Trib. Seine, 27 janvier 1875, *J. Le Droit*, 11 mars 1875 ; 25 mai 1880, *J. Le Droit* 15 septembre 1880 ; Paris, 29 juillet 1890, *J. La Loi*, 28 octobre 1890). C'est du reste, dans ce sens que s'était formée la jurisprudence, confirmée plus tard par la loi de 1902.

D'autres jugements consacraient, au contraire, la doctrine opposée.

Dans ces conditions, les établissements débiteurs se montraient très prudents. Estimant que le titre dont le coupon avait été détaché devait se trouver entre les mains du présentateur, ils en déduisaient que la présentation du coupon constituait une contradiction ; ils retenaient donc le coupon, en délivraient récépissé et suspendaient les effets de l'opposition jusqu'à décision judiciaire entre l'opposant et le tiers porteur.

Ce système était fort préjudiciable à l'opposant, en raison des difficultés qu'il lui créait pour obtenir le certificat de

non-contradiction. D'autre part, il favorisait la fraude et le chantage exercés par des recéleurs de titres volés, établis à l'étranger, qui, ne pouvant encaisser le montant des coupons par suite de l'opposition, n'hésitaient pas à proposer à l'opposant de lui remettre ses titres contre finances. Ils faisaient valoir qu'il serait obligé de plaider contre eux pour faire juger le mal fondé de la contradiction, le menaçaient même, le procès terminé pour le coupon présenté, d'en faire renaître un second, puis un troisième, par la présentation d'autres coupons. Presque toujours, cela se terminait par une transaction au profit des recéleurs.

La loi de 1902 a fait cesser la controverse de la jurisprudence sur les cas qui doivent constituer une contradiction à l'opposition.

Le doute n'est plus possible en présence du nouveau texte de l'article 3 et de l'interprétation que lui donne le rapporteur de la loi.

Dans son rapport, M. le sénateur Grivart s'exprime ainsi :

« Un fait dont l'opposant doit obligatoirement justifier
« quand il se pourvoit pour obtenir l'ordonnance présiden-
« tielle, c'est que l'opposition par lui notifiée n'a pas été
« contredite. De l'absence de contradiction pendant le temps
« voulu, la loi infère, en faveur de l'opposition, une pré-
« somption qui lui paraît suffisante pour, si d'autre part rien
« ne vient l'infirmier, permettre au magistrat d'accorder à
« l'opposant l'exercice au moins provisoire des droits atta-
« chés au titre. Mais sur ce point important de savoir si
« l'opposition a été contredite, des contrariétés de décisions
« se sont manifestées dans la jurisprudence :

« Il a été parfois jugé que, par cela seul que des coupons

« détachés du titre frappé d'opposition avaient été présentés
« à paiement aux guichets de l'établissement débiteur, fût-
« ce par un intermédiaire qui ne réclamait aucun droit
« personnel, l'opposition était contredite d'une manière suf-
« fisante pour enlever à l'opposant le droit de se pourvoir
« auprès du président du tribunal civil aux fins détermi-
« nées par l'article 3 (Cour de Paris du 5 avril 1887, D.
« P. 1887. 2. 213).

« Cette doctrine paraît excessive ; à nos yeux, elle découle
« d'une interprétation peu exacte des termes de la loi de
« 1872. Du seul fait que des coupons détachés d'un titre
« frappé d'opposition ont été présentés à paiement peut-
« être par un intermédiaire dont la bonne foi a été surprise,
« peut-être par le possesseur illégitime du titre, spéculant
« sur l'inattention d'un caissier, on ne peut rien inférer qui
« fasse échec à l'opposition. Il y a plus : si, après une oppo-
« sition, des coupons sont présentés et que l'établissement
« débiteur en refuse le paiement, qu'il en opère même la
« rétention, ainsi que la loi lui en fait un devoir, sans qu'au-
« cune protestation ne se produise de la part du porteur ou
« de l'intermédiaire agissant pour lui, on doit reconnaître
« que, bien loin que les présomptions en faveur de l'oppo-
« sition s'en trouvent infirmées ou affaiblies, elles puissent,
« dans ces faits mêmes, une force qu'elles n'avaient pas
« jusque-là ».

« Il y a donc lieu de décider que l'opposition ne doit être
« réputée contredite qu'autant que se produit, de la part
« d'un tiers, *l'affirmation formelle* qu'il est propriétaire des
« titres sur lesquels elle a porté ».

Aussi, depuis la loi de 1902, lorsqu'un tiers présente à

paiement un coupon détaché d'un titre frappé d'opposition, si l'établissement débiteur, ainsi qu'il y est tenu, refuse le paiement, opère la retenue du coupon, en délivre récépissé et prévient l'opposant de cette présentation, il continue du moins, à la différence de ce qui se passait précédemment, à faire bénéficier l'opposant des effets de son opposition pour les autres coupons, le paiement du capital en cas d'exigibilité et la délivrance du duplicata.

En procédant ainsi, l'établissement débiteur agit comme si la présentation constituait une contradiction *en ce qui concerne le coupon*, c'est-à-dire, ne portant pas sur la propriété du titre même, mais seulement sur celle du coupon (Bézar-Falgas, *op. cit.*).

M. Bézar-Falgas ajoute que « l'établissement débiteur « agirait sagement en inscrivant sur le récépissé délivré pour « le coupon présenté une mention spéciale ainsi formulée : « *Titre frappé d'opposition*. Aux termes de l'article 3 de la « loi du 15 juin 1872, complétée par celle du 8 février 1902 « la présentation de coupons à l'encaissement, *sans revendi-* « *cation formelle de la propriété du titre*, ne constitue une « contradiction à l'opposition existant sur ces titres ».

C'est de cette manière que procèdent maintenant les compagnies de chemins de fer.

Si le présentateur de coupons se trouve être le détenteur légitime du titre, il sera ainsi prévenu qu'il doit faire le nécessaire pour obtenir mainlevée de l'opposition.

D'autre part, l'opposant, informé par l'établissement débiteur de la présentation de coupons par un tiers, doit se mettre en rapport avec ce dernier pour régler le différend, qu'il s'agisse des coupons seuls ou du titre.

Les contradictions résultant de présentation de coupons sont rendues inexistantes soit par le désistement ou une mainlevée amiable du présentateur, soit en vertu d'une décision de justice.

« L'autorisation de toucher les intérêts ou dividendes, et, « s'il y a lieu, le capital du titre, doit être demandée au « président du tribunal civil, seul compétent pour statuer, « en dehors de toute demande de mainlevée de l'opposition, « sur le point de savoir, s'il y a, ou non, contradiction et si, « dès lors, l'ordonnance d'autorisation de paiement doit être « refusée ou accordée. Il ne serait pas légal de demander « cette autorisation au tribunal lui-même » (Conclusions de « M. l'avocat général Sarrut, sous arrêt de la Cour de Paris du 5 avril 1887, D. P. 1887. 2. 213).

A cet effet, l'opposant saisit le président par une requête introduite par ministère d'avoué ; il y joint l'original de l'opposition et le certificat de non-contradiction (rédigé sur timbre et légalisé) qu'il a dû se faire délivrer par l'établissement débiteur ; ce certificat devra indiquer le nombre de termes d'intérêts ou dividendes payés par l'établissement et, selon les circonstances, qu'aucun coupon n'a été présenté ou bien, au contraire, qu'il y a eu présentation de coupons et, dans ce cas, mentionner les déclarations faites par le tiers porteur ainsi que tous faits ou renseignements pouvant exercer une influence sur la décision du magistrat.

Le président a un pouvoir discrétionnaire ; avant de statuer, il vérifie la régularité de l'opposition, se rend compte des circonstances dans lesquelles l'opposant prétend avoir été privé des titres, provoque, s'il est nécessaire, les explications de celui-ci et tient notamment compte de son honorabilité.

En déclarant dans son ordonnance qu'il ne considère pas la présentation de coupons qui a été faite par un ou des tiers, comme constituant une contradiction à l'opposition, il pourra spécialement autoriser l'opposant à encaisser le montant des coupons retenus sans l'obliger à produire à l'établissement débiteur les récépissés délivrés au porteur des coupons.

Présentation de coupons postérieurement à l'ordonnance du président. — L'ordonnance du président autorisant l'opposant à toucher les intérêts étant rendue et l'exécution de la loi de 1872 suivant son cours, il se peut que des coupons déjà payés à l'opposant en vertu de l'ordonnance, ou que des coupons non encore payés, soient présentés par un tiers à l'établissement débiteur.

Dans le premier cas, l'établissement débiteur ayant payé ces coupons conformément à l'autorisation accordée à l'opposant est valablement libéré, il n'a donc qu'à annuler les coupons et à délivrer un récépissé au présentateur, si celui-ci l'exige.

Dans le second cas, l'établissement débiteur considérant toujours que la présentation de coupons ne constitue pas une contradiction en ce qui concerne la propriété du titre même, procède comme avant l'ordonnance : il ne paye pas les coupons, en opère la retenue et délivre un récépissé au présentateur ; puis il informe l'opposant de cette présentation de coupons et continue, en vertu de l'ordonnance d'autorisation, de payer à celui-ci les coupons des échéances ultérieures et le laisse bénéficier des autres effets de son opposition.

Depuis la loi interprétative du 8 février 1902, c'est là la pratique suivie par la plupart des établissements débiteurs,

mais non par tous, car quelques-uns n'admettent pas cette interprétation de la loi de 1872. Parmi ces derniers établissements figure l'administration de la ville de Paris dont la pratique suivie en la circonstance est celle-ci : quand, après l'ordonnance, une nouvelle présentation de coupons vient à se produire, elle est considérée comme une contradiction ; les effets de l'opposition restent alors suspendus et une nouvelle ordonnance d'autorisation de paiement est exigée pour les échéances ultérieures d'intérêts ou de dividendes (Avis du Comité consultatif de la ville de Paris, en date du 25 mai 1903).

Cette interprétation conduisant à l'exigence d'une nouvelle ordonnance — et défavorable à l'opposant, puisque les effets de son opposition restent suspendus jusqu'à décision présidentielle — a amené la Chambre syndicale des agents de change à demander, en 1909, à l'administration de la Ville de Paris, les raisons ayant pu motiver cette décision, qui paraît contraire à la définition que la loi de 1902 a donnée de la contradiction.

La Chambre syndicale faisait remarquer que le but de la loi de 1902 a été d'obliger les tiers à prendre l'offensive vis-à-vis de l'opposant par une revendication et que « la manière
« de voir de l'administration irait directement à l'encontre
« des intentions du législateur, puisque l'opposant devrait
« toujours assigner les tiers alors même que ceux-ci n'au-
« raient pas fait de contradiction légale à l'opposition ».

Le Comité consultatif de la ville de Paris, saisi de la question, a maintenu les conclusions de l'avis du 25 mai 1903, précité, et dans un nouvel avis, en date du 17 mars 1909, il conclut ainsi :

« Considérant que la loi du 8 février 1902 et les passages
« cités des travaux préparatoires ne se sont occupés que des
« conditions dans lesquelles pourra être rendue l'ordonnance
« présidentielle et que, depuis cette loi, il est certain que le
« président, sur les affirmations à lui présentées que la pré-
« sentation de coupons n'a pas été suivie de revendication,
« peut rendre son ordonnance; mais que cette loi, en lais-
« sant subsister sans modification l'article 10, a bien entendu
« ne rien changer à la loi de 1872 pour les faits qui se pro-
« duisent après l'ordonnance et qui peuvent rendre néces-
« saire une nouvelle appréciation portant sur un fait nouveau,
« laquelle pourra, selon la rédaction actuelle de l'article 3,
« conduire à une nouvelle autorisation, nonobstant la pré-
« sentation postérieure; mais que cette appréciation ne peut
« appartenir à l'établissement débiteur et ne peut émaner
« que du président, sur l'affirmation qui lui est produite par
« un officier ministériel que cette présentation n'a pas été
« suivie d'une revendication ».

Sur la pratique d'un certain nombre d'établissements financiers très-importants, qui serait en contradiction avec l'avis du 25 mai 1903 :

« Considérant que les établissements qui consentent à
« procéder ainsi s'exposent à payer une seconde fois, car
« ils auront payé sans s'assurer — et rien d'ailleurs ne leur
« permet de le faire — que le tiers porteur n'aurait pas,
« après la présentation, institué contre l'opposant une pro-
« cédure de revendication du titre ou n'instituera pas dans
« l'avenir une telle procédure pouvant aboutir à la recon-
« naissance de son droit; que si cette éventualité venait à
« se produire, l'établissement débiteur qui aurait enfreint

« les prescriptions de l'article 10 ne pourrait plus se placer
« sous la protection de l'article 9 de la loi de 1872 et n'au-
« rait plus même la garantie des cautions si celles-ci ont été
« déchargées par l'expiration des délais fixés par les arti-
« cles 4 et 5 de la loi; qu'il en serait de même en cas de
« dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, effectué en
« dehors des cas où il peut être exigé d'après la loi;

« Considérant que la pratique invoquée fait apparaître
« une contradiction des plus irrégulières; que ceux qui la
« suivent reconnaissent la nécessité d'appliquer l'article 10
« puisqu'ils retiennent les coupons présentés, qu'ils en don-
« nent récépissé, avertissent l'opposant et refusent de lui
« payer, malgré l'ordonnance antérieurement obtenue, le
« montant desdits coupons, l'opposition restant en suspens
« jusqu'à une décision de justice; qu'après s'être ainsi
« conformés à la loi pour les coupons présentés qu'ils recon-
« naissent ainsi être des titres, ils croient pouvoir soutenir
« que le même article serait sans application pour l'avenir
« et qu'il autoriserait le paiement à l'opposant soit des
« échéances futures d'intérêts ou dividendes, soit de rem-
« boursement du capital; qu'il est impossible de concevoir
« comment l'article 10 serait susceptible d'une distinction
« aussi arbitraire. »

« Que du moment où il est reconnu que l'ordonnance
« présidentielle est, en vertu de cet article, paralysée en ce
« qui concerne les coupons présentés par le fait seul de leur
« présentation postérieure, il est impossible de méconnaître
« que l'autorisation qu'elle conférerait est remise en question
« par cette situation nouvelle et *qu'une nouvelle ordon-*
« *nance*, si l'opposant est à même de l'obtenir, pourra

« seule procurer la libération de l'établissement débiteur ;
« Considérant que, pour tous ces motifs, le comité ne peut
« que persister dans l'avis délibéré le 25 mai 1903, dont il
« n'y a pas lieu de modifier les conclusions..... ».

Les arguments invoqués ont certes leur valeur et la pratique suivie par la ville de Paris est très prudente en ce sens qu'elle repose sur l'idée que le présentateur du coupon doit être le possesseur légitime du titre et qu'il fera valoir ultérieurement ses droits de propriété.

C'est l'ancienne doctrine, considérée comme excessive par le législateur de 1902. En effet, il peut se faire que le présentateur ne soit propriétaire que du coupon, qu'il aura reçu en paiement, ou que le coupon soit présenté par le voleur ou un complice, qui, ne pouvant négocier le titre, cherche à en encaisser les intérêts. Cela est d'autant plus facile que, dans les agences de crédit (Crédit Lyonnais, Société générale, Comptoir d'escompte, etc.), qui payent les coupons pour le compte des établissements débiteurs, on ne consulte jamais le *Bulletin officiel des oppositions* pour s'assurer, avant paiement, que les coupons présentés ne sont pas frappés d'opposition.

On se contente du nom et de l'adresse indiqués par le porteur. Les agences de crédit déclarent, du reste, que cette consultation préalable du *Bulletin des oppositions* leur nécessiterait trop de frais de personnel et qu'elles préfèrent passer par profits et pertes le montant des coupons retenus et non payés par l'établissement débiteur, lorsqu'elles ne peuvent, comme il arrive assez souvent, se faire rembourser le coupon en échange du récépissé qui leur a été délivré, le nom et l'adresse donnés par le porteur étant faux.

Dans ce cas, il est aussi impossible à l'opposant, qu'à l'agence de crédit de retrouver le présentateur des coupons et l'établissement débiteur se borne à mentionner cette présentation qui ne peut faire échec à l'opposant pour les échéances futures.

Enfin, le présentateur des coupons peut être aussi le détenteur légitime du titre qu'il aura acheté antérieurement à la publication de l'opposition. Dans ce cas alors, il doit affirmer formellement sa propriété du titre et l'établissement débiteur, ainsi prévenu, suspendra les effets de l'opposition jusqu'à décision du tribunal.

Mais que penser du silence et de l'inaction du présentateur ? Jusqu'à preuve contraire, il y a présomption que l'opposant est le propriétaire légitime du titre. Cette présomption s'est accrue du fait de l'ordonnance présidentielle. L'opposant devra-t-il donc, lors d'une présentation de coupons, — présentation qui peut se renouveler tous les six mois — et sans qu'il y ait revendication formelle de la part du tiers porteur, retourner chaque fois solliciter une nouvelle ordonnance du président ?

Ce serait abusif et contraire au but que s'est proposé le législateur. La loi de 1872 a été, en effet, conçue en faveur des propriétaires de titres dépossédés pour leur permettre, avec le moins de frais possible, de recouvrer la jouissance de leur propriété.

D'ailleurs, l'intérêt du tiers porteur, si celui-ci est possesseur légitime du titre, n'est-il pas d'assigner immédiatement l'opposant en reconnaissance de son droit de propriété ? Puisqu'il ne peut ni négocier son titre, ni en toucher les revenus, qu'attend-il pour poursuivre et obtenir mainlevée de l'oppo-

sition, au moyen du référé spécial institué par les articles 17 et 18 de la loi de 1872 en vue d'obvier aux oppositions formées sans droit?

D'après la loi de 1902, il ne suffit pas, pour qu'il y ait contradiction à l'opposition, qu'un coupon du titre soit présenté à l'encaissement par un tiers quelconque. Il faut une *affirmation formelle* de la part de ce tiers qu'il est propriétaire du titre sur lequel a porté l'opposition, c'est donc à lui à prendre l'offensive vis-à-vis de l'opposant.

En résumé, la différence entre la pratique de la majorité des établissements débiteurs et celle de la ville de Paris ne porte que sur les effets de l'opposition quant aux échéances ultérieures : pour les premiers, l'opposant continue de bénéficier des effets de l'opposition sans nouvelle ordonnance ; pour la ville, ces effets sont suspendus jusqu'à production d'une autre ordonnance d'autorisation.

La pratique de ces établissements débiteurs a, de plus, un autre avantage, important pour l'opposant : c'est celui de ne pas reculer les délais fixés à partir de l'autorisation, soit pour toucher les intérêts et le capital devenu exigible, soit pour obtenir le duplicata du titre.

Appliquée dès 1902, cette pratique ne paraît pas avoir donné lieu à des inconvénients de nature à faire renoncer à son maintien.

Sans méconnaître le bien fondé des motifs qui font agir l'administration de la ville de Paris d'une façon différente, nous pensons néanmoins que la manière de voir des établissements débiteurs susvisés, favorable à l'opposant, semble bien l'interprétation que le législateur de 1902 a voulu don-

ner à la loi de 1872 par la modification qu'il a apportée au texte de l'article 3 de cette loi.

Quoi qu'il en soit, il est fort regrettable, comme le fait remarquer M. Bézard-Falgas (*op. cit.*), « que le législateur
« de 1902 n'ait pas statué spécialement sur le cas de la pré-
« sentation de coupons détachés d'un titre frappé d'opposi-
« tion ».

« Il y avait pourtant été invité au Congrès international
« des valeurs mobilières, tenu en 1900, en particulier par
« M. Poyet, alors chef du contentieux des titres de la Com-
« pagnie Paris-Lyon-Méditerranée, qui formulait le vœu
« que l'article 10 ou l'article 3, fût complété par un para-
« graphe concernant explicitement la présentation des cou-
« pons et édictant que le présentateur de coupons qui n'au-
« rait pas dénoncé par huissier, dans le délai d'un mois, à
« l'établissement débiteur son assignation à l'opposant en
« reconnaissance de son droit de propriété serait, *ipso facto*,
« considéré comme ne prétendant pas à ce droit (le délai
« d'un mois paraissait nécessaire et suffisant au presenta-
« teur pour prendre un parti quant à l'assignation » (Poyet,
De la perte des titres au porteur et de leur restitution — Mé-
moire déposé au Congrès international des valeurs mobilières
de 1900, p. 8).

Perte de titres amortis mais non remboursés. — L'op-
position pratiquée par le propriétaire dépossédé peut porter
sur un titre amorti, mais non encore remboursé. On sait
qu'un titre amorti *n'est plus négociable et que les intérêts*
cessent de courir du jour où le remboursement est devenu
exigible. Donc, que ce titre soit présenté à la négociation

ou au remboursement, il sera retenu en vertu de l'opposition dont les effets resteront suspendus jusqu'à ce que la justice ait prononcé entre l'opposant et le tiers porteur.

Si le détenteur du titre présente à paiement des coupons non encore payés au moment de l'amortissement ou des coupons postérieurs et, par conséquent, *non payables*, ces coupons seront retenus par l'établissement débiteur, qui en délivrera récépissé et prévendra l'opposant.

Dans le délai imparti, l'opposant devra obtenir l'autorisation du président du tribunal civil pour pouvoir toucher les coupons payables et le montant du capital exigible par suite d'amortissement.

Perte de titres démunis de coupons. — On peut supposer que la perte subie par le propriétaire ne porte que sur le titre seul, la feuille de coupons se trouvant épuisée. Dans ce cas, comme aucun titre ne peut circuler s'il n'est muni d'un coupon au moins (art. 31, règlement particulier des agents de change de Paris, 1899), le propriétaire dépossédé doit se hâter de pratiquer son opposition. Par ce moyen, il empêchera le détenteur du titre d'obtenir une nouvelle feuille de coupons et pouvoir alors négocier le titre.

Mais si la feuille de coupons a été délivrée avant l'opposition, l'opposant n'aura plus qu'à suivre la marche indiquée par l'article 3 pour obtenir l'autorisation de toucher les intérêts et le capital s'il devient exigible.

D'autre part, il peut se faire que le propriétaire ayant, par excès de précaution (comme cela est assez fréquent), séparé le titre de la feuille des coupons, avant épuisement de ceux-ci, pour placer les deux pièces dans des endroits différents, ait perdu le talon du titre tout en conservant les coupons.

Dans ce cas également, le propriétaire dépossédé doit se hâter de former opposition afin d'empêcher la délivrance d'une feuille de coupons qui permettrait la négociation du titre.

Puis il pourra encaisser régulièrement ses coupons, au fur et à mesure des échéances et se faire autoriser par le président du tribunal soit à toucher le capital du titre dans le cas où il deviendrait exigible, soit à obtenir, le moment venu et sous les conditions prescrites, un duplicata dudit titre.

ART. 4. — Si le président accorde l'autorisation, l'opposant devra, pour toucher les intérêts ou dividendes, fournir une caution solvable dont l'engagement s'étendra au montant des annuités exigibles et, de plus, à une valeur double de la dernière annuité échue.

Après deux ans écoulés depuis l'autorisation sans que l'opposition ait été contredite dans les termes de l'article 3, la caution sera de plein droit déchargée.

Si l'opposant ne veut ou ne peut fournir la caution requise, il pourra, sur le vu de l'autorisation, exiger de la compagnie le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, des intérêts ou dividendes échus et de ceux à échoir, au fur et à mesure de leur exigibilité.

Après deux ans écoulés depuis l'autorisation, sans que l'opposition ait été contredite dans les termes de l'article 3, l'opposant pourra retirer de la Caisse des dépôts et consignations les sommes déposées et percevoir librement les intérêts ou dividendes à échoir au fur et à mesure de leur exigibilité.

Caution à fournir par l'opposant ou dépôt des intérêts ou dividendes à la Caisse des consignations. — L'autorisation étant accordée, l'opposant n'aura qu'à signifier l'ordonnance présidentielle à l'établissement débiteur afin de pouvoir toucher les intérêts ou dividendes.

Mais trop peu de temps s'est écoulé depuis l'opposition pour qu'on n'ait point à compter avec l'éventualité de l'apparition des titres, présentés par un porteur de bonne foi. L'opposant ne pourra donc recevoir les termes échus et s'assurer le paiement régulier des termes à échoir qu'en fournissant une caution dont l'engagement s'appliquera au montant des annuités exigibles et, de plus, à une valeur double de la dernière annuité échue.

A défaut de caution, l'opposant pourra fournir un nantissement ou, s'il le préfère, exiger le dépôt des intérêts ou dividendes à la Caisse des dépôts et consignations au fur et à mesure de leur échéance. Dans la pratique, c'est généralement la consignation à la Caisse des dépôts qui est choisie par les opposants.

A ces conditions, les droits du porteur éventuel sont garantis, pourvu qu'il se présente avant l'expiration de trois années à compter de l'opposition.

Si pendant deux années à partir de l'autorisation, l'opposition n'a pas été contredite dans les termes de l'article 3, il n'est guère à supposer qu'un tiers porteur de bonne foi puisse encore se présenter. Aussi, après ce délai, la caution fournie sera libérée, ou le nantissement pourra être restitué, ou l'opposant pourra opérer le retrait des sommes déposées à titre d'intérêts ou de dividendes à la Caisse des dépôts.

Le paiement à l'opposant des intérêts ou dividendes à

échoir se poursuivra ensuite sans formalités et sans garanties. A cet effet, et pour assurer l'exécution de l'ordonnance produite, les établissements débiteurs délivrent au bénéficiaire soit un certificat, soit un bordereau ou tout autre acte pouvant tenir lieu du titre perdu jusqu'à l'époque où un duplicata de ce titre pourra être réclamé.

ART. 5. — Si le capital des titres frappés d'opposition est devenu exigible, l'opposant qui aura obtenu l'autorisation ci-dessus pourra en toucher le montant à charge de fournir caution.

Il pourra, s'il le préfère, exiger de la Compagnie que le montant dudit capital soit déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

Lorsqu'il se sera écoulé dix ans depuis l'époque de l'exigibilité et cinq ans au moins à partir de l'autorisation sans que l'opposition ait été contredite dans les termes de l'article 3, la caution sera déchargée et, s'il y a eu dépôt, l'opposant pourra retirer de la Caisse des dépôts et consignations les sommes en faisant l'objet.

Ordonnance du juge qui autorise l'opposant à toucher le capital — Caution ou nantissement à fournir, ou dépôt du capital à la Caisse des consignations. — Si le capital est devenu exigible et que l'ordonnance en ait autorisé le remboursement, l'opposant devra pour en toucher le montant, fournir une caution dont l'engagement s'étendra au montant même de ce capital, y compris la valeur des primes de remboursement, c'est-à-dire au montant du capital nominal du titre.

Au lieu de la caution, il pourra fournir un nantissement d'une valeur égale à celle du capital de remboursement, ou, s'il le préfère, exiger de l'établissement débiteur que le montant dudit capital soit déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

Lorsque dix ans après l'époque de l'exigibilité et cinq ans au moins depuis la date de l'ordonnance d'autorisation se seront écoulés sans que l'opposition ait été formellement contredite, la caution sera déchargée ou le nantissement sera restitué.

S'il y a eu dépôt, l'opposant pourra, après ces délais, opérer le retrait de la somme déposée à son nom à la Caisse des consignations.

La plupart du temps, les porteurs de titres, ignorant que leurs obligations sont sorties en remboursement, tardent plus ou moins à se présenter pour l'encaissement; il est donc nécessaire, en ce qui concerne le capital, qu'un temps assez long se soit écoulé pour qu'on puisse inférer de l'absence de présentation que personne ne réclamera.

ART. 6. — La solvabilité de la caution à fournir en vertu des dispositions des articles précédents sera appréciée comme en matière commerciale. S'il s'élève des difficultés, il sera statué en référé par le président du tribunal du domicile de l'établissement débiteur.

Il sera loisible à l'opposant de fournir un nantissement aux lieu et place d'une caution. Ce nantissement pourra être constitué en titres de rentes sur l'État. Il sera restitué à l'expiration des délais fixés pour la libération de la caution.

Constitution du nantissement. — Le paragraphe 2 du présent article porte que le nantissement pourra être constitué en rentes sur l'État; mais cette disposition n'a pas de caractère limitatif.

Si on a mentionné spécialement les rentes sur l'État, c'est parce qu'en raison du caractère d'insaisissabilité de celles-ci, la validité d'un nantissement constitué par de tels titres aurait pu être mise en doute; mais on n'a pas entendu exclure d'autres valeurs susceptibles d'être admises en nantissement.

Les établissements débiteurs acceptent donc les cautionnements constitués en rentes sur l'État ou en valeurs mobilières et ordinairement en leurs propres valeurs.

Les coupons des titres fournis en cautionnement sont acquis au déposant.

Dans la pratique, la constitution de caution est peu usitée, à cause de la durée de l'engagement à prendre.

ART. 7. — En cas de refus de l'autorisation dont il est parlé, en l'article 3, l'opposant pourra saisir, par voie de requête, le tribunal civil de son domicile, ou, s'il habite hors de France, le tribunal civil du siège de l'établissement débiteur, lequel statuera après avoir entendu le ministère public. Le jugement obtenu dudit tribunal produira les effets attachés à l'ordonnance d'autorisation.

Recours contre l'ordonnance du juge. — Le président du tribunal peut refuser d'accorder l'autorisation qui lui

est demandée, soit parce que les justifications de propriété produites par l'opposant lui paraissent incomplètes, soit en raison des faits et déclarations relatifs à une présentation de coupons mentionnée sur le certificat délivré par l'établissement débiteur.

Mais ce refus, qui paralyserait d'une manière irrémédiable l'exercice des droits de l'opposant, a été prévu par le législateur qui, dans ce cas, autorise l'opposant à tenter une nouvelle épreuve près du tribunal lui-même. Afin d'éviter des frais, on n'a pas exigé la mise en cause de l'établissement débiteur, mais le ministère public pourra réclamer de celui-ci tous les renseignements susceptibles d'éclairer l'opinion du tribunal.

On reconnaît que l'ordonnance du président ou le jugement qui a pu intervenir laisse en suspens la question de propriété du titre. Cette question sera tranchée par le tribunal qui, n'étant nullement lié par l'ordonnance ou par le jugement, peut donner gain de cause au tiers porteur contre l'opposant (Trib. Seine, 24 mars 1881, *Journal des valeurs mobilières*, 1882, p. 177).

ART. 8. — Quand il s'agira de coupons au porteur détachés du titre, si l'opposition n'a pas été contredite, l'opposant pourra, après trois années à compter de l'échéance et de l'opposition, réclamer le montant desdits coupons à l'établissement débiteur, sans être tenu de se pourvoir d'autorisation.

Coupons détachés du titre. — Paiement à l'opposant sans

autorisation du juge. — Il se peut que le propriétaire d'un titre ait été dépossédé des coupons seuls, qu'il avait détachés et qu'il a perdus.

Avant la loi de 1872, l'opposant pouvait librement toucher les intérêts ou dividendes représentés par les coupons détachés qu'il avait frappés d'opposition, mais seulement après l'expiration du délai de cinq ans accordé au porteur éventuel pour réclamer le paiement desdits coupons à l'établissement débiteur; le propriétaire dépossédé conservait, au contraire, ce dernier droit, par suite de son opposition, suspensive de la prescription de cinq ans.

L'article 8 de la loi de 1872 limite ce délai de cinq ans à trois années, à compter tant de l'échéance des coupons que de la date de l'exploit d'opposition.

Il suffira donc au propriétaire dépossédé de ses coupons de mettre opposition à leur paiement entre les mains de l'établissement débiteur.

La notification au syndicat des agents de change et l'insertion des numéros des titres au *Bulletin officiel des oppositions* ne sont pas nécessaires (art. 2, dernier alinéa). Quand il s'est écoulé trois ans depuis l'échéance et depuis l'opposition sans que les coupons déclarés perdus ou volés aient été présentés à l'établissement débiteur, les présomptions en faveur de l'opposant sont assez fortes pour qu'il soit permis de l'autoriser de plein droit à recevoir paiement.

En raison de la faible importance des sommes engagées, le législateur a cru devoir affranchir l'opposant de tout recours à l'autorité judiciaire, afin de réduire le plus possible les frais.

Pour toucher les coupons, l'opposant est donc dispensé

de produire une ordonnance du président, et, par conséquent, de fournir une caution ou un nantissement.

ART. 9. — Les paiements faits à l'opposant suivant les règles ci-dessus posées libèrent l'établissement débiteur envers tout tiers porteur qui se présenterait ultérieurement. Le tiers porteur au préjudice duquel lesdits paiements auraient été faits, conserve seulement une action personnelle contre l'opposant qui aurait formé son opposition sans cause.

Libération de l'établissement débiteur à l'égard du tiers porteur. — La loi a indiqué les conditions auxquelles le paiement des titres et coupons frappés d'opposition peut être réclamé à l'établissement débiteur. Lorsque ces conditions sont remplies, l'opposant est considéré comme investi de la possession légale de la créance résultant des titres et l'établissement qui le paie se libère définitivement.

Il était nécessaire de donner cette garantie aux compagnies, qui doivent être placées à l'abri de toute réclamation, lorsqu'elles paient entre les mains du créancier que la loi leur désigne.

En se conformant aux prescriptions des lois de 1872 et de 1902, elles sont aussi complètement protégées contre l'éventualité de tout recours que si elles étaient couvertes par la prescription. En conséquence, le tiers porteur qui se présenterait ultérieurement et au détriment de qui les paiements auraient été faits, n'a de recours que contre l'opposant et contre la caution, si celle-ci n'est pas encore libérée, ou sur les valeurs déposées en nantissement, ou sur les sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 10. — Si, avant que la libération de l'établissement débiteur ne soit accomplie, il se présente un tiers porteur des titres frappés d'opposition, ledit établissement doit provisoirement retenir ces titres contre un récépissé remis au tiers porteur; il doit, de plus, avertir l'opposant, par lettre chargée, de la présentation du titre, en lui faisant connaître le nom et l'adresse du tiers porteur. Les effets de l'opposition restent alors suspendus jusqu'à ce que la justice ait prononcé entre l'opposant et le tiers porteur.

Rapports entre le tiers porteur et l'opposant. — Il se peut qu'un titre frappé d'opposition soit présenté par un tiers porteur, soit pour encaisser le capital devenu exigible par suite d'amortissement, soit pour renouvellement de la feuille de coupons, soit enfin pour réfection par suite de détérioration. D'autre part, nous avons vu, au sujet de la contradiction à l'opposition (art. 3), que des coupons de titres frappés d'opposition, coupons considérés eux-mêmes comme des titres, peuvent être présentés à paiement soit avant que l'opposant ait obtenu l'autorisation de toucher, soit après.

L'article 10 prévoit ce cas et impose à l'établissement débiteur le devoir de retenir les titres contre récépissé remis au tiers porteur et d'avertir aussitôt l'opposant de cet incident d'un si haut intérêt pour lui.

L'opposant et le tiers porteur seront ainsi mis en présence et les effets de l'opposition restent alors suspendus jusqu'à ce que la justice ait prononcé entre eux deux.

Obligation pour les agents de change de retenir les titres frappés d'opposition, s'ils arrivent entre leurs mains. — L'obligation de retenir les titres frappés d'opposition n'est

mise par la loi qu'à la charge des établissements débiteurs. Incombe-t-elle également aux agents de change? Cette question a été assez vivement controversée aussi bien en jurisprudence qu'en doctrine.

La Cour de Paris (10 janvier 1882), le tribunal de la Seine (24 novembre 1881 et 30 janvier 1885) et le tribunal de Marseille (14 avril 1893) décidaient que cette obligation n'étant imposée par l'article 10 qu'aux établissements débiteurs, ne saurait être étendue aux agents de change.

Contrairement à ces arrêts, la Cour de Cassation estime que les agents de change sont tenus de se constituer séquestres des titres frappés d'opposition qui viennent à passer par leurs mains.

« Attendu, dit la Cour suprême, que ni la loi du 15 juin
« 1872 ni les règles du droit commun n'obligent l'agent de
« change auquel des titres au porteur frappés d'opposition
« ont été remis, soit pour en opérer la négociation, soit en
« exécution d'une négociation antérieure, à restituer les titres
« au tiers porteur de qui il les a reçus, avant qu'il ait été fait
« droit entre le tiers porteur et l'opposant; que l'article 12
« visé par le pourvoi et qui déclare nulles la négociation et
« la transmission des titres au porteur frappés d'opposition,
« n'interdit pas à l'agent aux mains duquel les titres suspects
« sont parvenus, de les retenir jusqu'à ce qu'il ait été statué
« sur l'opposition; qu'il résulte, au contraire, de l'ensemble
« des dispositions de la loi de 1872 et du but qu'elle a
« voulu atteindre, que l'agent, lorsque, comme dans l'espèce
« il est constitué détenteur des titres, ne saurait s'en dessaisir
« en dehors de l'opposant sans exposer sa responsabilité
« envers ce dernier; attendu que l'inscription de l'opposi-

« tion au *Bulletin officiel* équivaut, pour l'agent qui tient le
« titre, à une signification ; que l'opposition saisit la valeur
« qui en est frappée et l'immobilise entre les mains du tiers
« détenteur, et que celui-ci ne pouvant se faire juge de l'op-
« position, ne se dessaisirait qu'à ses risques et périls... »

M. le conseiller Lepelletier, sur le rapport duquel a été rendu cet arrêt, ajoutait : « Si l'agent de change est obligé de
« remettre le titre frappé d'opposition à celui qui le lui a livré,
« quelle utilité le propriétaire retirera-t-il de son opposition ?
(Cass., 13 février 1884, D. P. 1884. 1. 270).

M. Crépon (*De la négociation des effets publics*, p. 156), après avoir fait remarquer que l'arrêt de la Cour de Cassation a une portée générale, écrit :

« Décider le contraire serait se mettre en flagrante con-
« tradiction avec l'esprit de la loi de 1872, qui a essentiel-
« lement eu pour objet de sauvegarder les droits du proprié-
« taire, de prendre toutes les mesures par l'effet desquelles
« le titre pourrait revenir aux mains du dépossédé et, nous
« ajoutons, qui a voulu faire de l'agent de change le principal
« instrument de la rentrée en possession du légitime pro-
« priétaire.

« Et qu'on n'invoque pas les principes du mandat pour
« prétendre que l'agent de change n'est que le mandataire
« de celui qui lui a remis le titre, que le mandat étant
« retiré, la restitution du titre s'ensuit nécessairement. Au-
« dessus du mandat, il ya l'opposition formée par le proprié-
« taire dépossédé conformément aux sûretés que non seule-
« ment la loi lui a permis de prendre, mais qu'elle a orga-
« nisées spécialement pour lui ».

Enfin, M. J. Valéry, dans sa dissertation sous un arrêt du

Tribunal civil de la Seine du 20 mars 1894 (D. P. 1895, 2. 81) fait remarquer que le droit commun suffit pour résoudre la question dans ce sens. « L'opposition, dit-il, a la valeur
« d'une saisie-arrêt; elle emporte défense à tous ceux à qui elle
« a été signifiée de se dessaisir des titres, s'ils arrivent
« entre leurs mains, sans y avoir été autorisés par une main-
« levée régulière ».

D'après l'article 1938 du Code civil « si le dépositaire
« découvre que la chose déposée a été volée et quel en est le
« véritable propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt
« qui lui a été fait, avec sommation de le réclamer dans un
« délai déterminé et suffisant ». Or, ajoute M. Valery, ce
texte régit tout dépositaire, et l'agent de change, lorsqu'il est
constitué détenteur des titres, ne saurait s'en dessaisir en
dehors de l'opposant sans exposer sa responsabilité envers ce
dernier.

Contrairement à la doctrine exposée ci-dessus, MM. Lebel
et Simon, dans leur mémoire au Congrès international des
valeurs mobilières de 1900 (*De la perte des titres au
porteur et de leur restitution*), soutiennent que l'article 10
de la loi de 1872 n'impose qu'aux établissements débiteurs
l'obligation de retenir les titres frappés d'opposition et que
cette obligation ne saurait être étendue à d'autres personnes,
« que si les agents de change doivent refuser de négocier les
« titres insérés au *Bulletin*, ils ne sont point obligés pour
« cela de retenir eux-mêmes les dits titres. Le but de la loi
« n'est-il pas, en effet, rempli lorsque l'accès du marché
« français est interdit aux titres frappés d'opposition ? ».

Telle est également l'opinion de M. Wahl (*op. cit.*), et
d'autres auteurs.

Ce serait méconnaître absolument le sens et l'esprit de la loi de 1872 que d'adopter la thèse soutenue par MM. Lebel et Simon ; cette loi n'a pas été faite seulement pour interdire l'accès du marché français aux titres frappés d'opposition, son principal but est, avant tout, de procurer au propriétaire dépossédé le moyen de recouvrer son titre.

Sous la législation antérieure des articles 2279 et 2280 du Code civil, qui régissait les titres au porteur perdus ou volés, l'agent de change et l'établissement débiteur, saisis d'une opposition, n'étaient-ils pas obligés, sous leur responsabilité, de retenir les titres frappés d'opposition lorsqu'ils arrivaient entre leurs mains ?

Comment, alors, peut-on soutenir que sous l'empire de la loi de 1872, faite spécialement pour protéger les propriétaires dépossédés de leurs titres, l'opposition n'a pas les mêmes effets que sous l'ancienne législation et soit aussi restreinte ?

Si, en présence de cette controverse, le législateur de 1902 n'a pas cru devoir trancher la question, c'est qu'il a jugé, évidemment, que l'ensemble des dispositions de la loi de 1872, et notamment les articles 12, 13 et 14, étaient suffisants pour la résoudre.

L'obligation de retenir les titres contre un récépissé remis au tiers porteur est également imposée à l'agent de change auquel des titres frappés d'opposition sont présentés par un tiers pour être négociés, par cela seul que la publication de l'opposition a eu lieu conformément à l'article 11 et même, *a fortiori*, si l'opposition, non encore publiée, a été personnellement notifiée audit agent de change, conformément à l'article 12.

Au surplus, dans sa modification de l'article 2, en prescrivant la priorité nécessaire de l'opposition au syndicat des agents de change, le législateur a indiqué qu'il importait, avant tout, d'empêcher la négociation et la transmission du titre frappé d'opposition ou, pour mieux dire, d'immobiliser le titre entre les mains de l'agent de change.

En résumé, l'article 10 était-il bien utile? On peut se le demander, car, en son absence, la retenue des titres frappés d'opposition restait quand même obligatoire pour l'établissement débiteur, l'agent de change et tous ceux à qui l'opposition aurait été signifiée; les articles 1938 et 1944 du Code civil suffisaient.

Quoi qu'il en soit, cette question paraît définitivement résolue, et c'est dans le sens précisé par la Cour de Cassation que le tribunal de la Seine, dans un jugement rendu le 8 février 1902 (*Gazette des Tribunaux*, 13 mai 1902) « a
« décidé formellement que l'opposition immobilise le titre
« perdu non seulement entre les mains de l'agent de change,
« mais encore entre les mains de tous tiers pouvant avoir à
« opérer la transmission du titre; par suite, la banque ou
« l'établissement de crédit qui, avisé de l'existence d'une
« opposition sur un titre au porteur, ne garde pas ce titre
« dans sa caisse en attendant qu'on statue sur le mérite de
« l'opposition, mais le retourne à son client qui l'avait
« chargé d'en percevoir les coupons, commet envers le pro-
« priétaire dépossédé une faute ».

ART. 11. — Sur le vu de l'exploit mentionné en l'article 2 et de la réquisition y contenue, le Syndicat des agents de

change de Paris sera tenu de publier les numéros des titres dont la dépossession lui est notifiée.

Cette publication qui aura pour effet de prévenir la négociation ou la transmission desdits titres, sera faite le surlendemain au plus tard par les soins et sous la responsabilité du Syndicat des agents de change de Paris, dans un bulletin quotidien, établi et publié dans les formes et sous les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le même règlement fixera le coût de la rétribution annuelle due par l'opposant pour frais de publicité. Cette rétribution annuelle sera payée d'avance à la caisse du syndicat, faute de quoi la dénonciation de l'opposition ne sera pas reçue, ou la publication ne sera pas continuée à l'expiration de l'année pour laquelle la rétribution aura été payée.

Un mois après l'échéance de la publication non renouvelée, le syndicat fera parvenir à l'établissement débiteur la liste des titres qui n'auront pas été maintenus au *Bulletin des oppositions*; avis lui sera donné, en même temps, que cette notification lui tient lieu de mainlevée pour tous paiement de coupons, remboursements de capital, conversions, transferts, etc., et lui donne pleine et entière décharge, à condition que les numéros signalés comme rayés au *Bulletin* concordent bien avec ceux inscrits sur les registres de la compagnie comme frappés d'opposition.

Opposition à négociation. — Forme. — Publicité. —

Avant la loi de 1872, la jurisprudence assimilant les titres au porteur aux meubles corporels, les soumettait à l'application de la maxime : En fait de meubles, possession vaut titre

(art. 2279, C. civ.), en sorte que la tradition qui en était faite même *a non domino*, en transférait la propriété à l'acquéreur de bonne foi. En cas de perte ou de vol, le propriétaire dépossédé n'avait que trois ans pour revendiquer son titre et s'il se trouvait en présence d'un possesseur de bonne foi ayant acheté ce titre dans un marché public ou d'un marchand vendant des choses semblables, il ne pouvait, aux termes de l'article 2280, se le faire rendre qu'en remboursant le prix d'achat. Ces restrictions apportées au droit de revendication en rendaient les effets presque illusoires. Aussi, un titre qui avait changé de mains, qui, par suite d'une négociation, se trouvait en la possession d'un tiers, était, en fait, un titre perdu pour son propriétaire, car il n'existait dans la législation aucun moyen efficace de mettre obstacle à la circulation des titres.

Les propriétaires dépossédés avaient le plus souvent recours à une opposition signifiée soit individuellement à tous les agents de change de Paris, soit collectivement à leur syndicat; mais ce n'étaient là qu'un expédient et un moyen coûteux si l'opposition était personnellement notifiée. Les titres égarés ou détournés pouvaient se vendre ailleurs qu'à la Bourse de Paris et celui qui les avait achetés chez le premier changeur venu, avait le droit d'affirmer qu'il les tenait d'un marchand vendant ordinairement des choses pareilles.

L'opposition, ne recevant aucune publicité, ne pouvait produire d'effet qu'à l'égard de ceux qu'elle avait personnellement touchés.

Les propriétaires dépossédés n'avaient donc guère d'autre ressource qu'une action en responsabilité contre les agents de négociation, action souvent intentée, parfois accueillie,

qui se fondait sur le reproche d'imprudence ou de négligence et qui tendait à obtenir des dommages-intérêts par application du texte si large de l'article 1382 du Code civil. Les tribunaux, usant de leur pouvoir d'appréciation, avaient quelquefois prononcé des condamnations sévères contre les agents de change; mais leur jurisprudence était incertaine, mobile, et la responsabilité qui en découlait inquiétait d'autant plus ceux qui y étaient exposés, qu'elle n'avait pas de caractère défini et ne se rattachait à aucun principe fixe et nettement déterminé.

En somme, on pouvait dire que les propriétaires de valeurs au porteur n'étaient que fort incomplètement protégés contre les dangers de perte et de soustraction, que l'industrie des voleurs de titres était encouragée par la facilité qu'ils trouvaient à profiter de leurs larcins et que les agents de négociation étaient placés sous le coup d'une responsabilité qui rendait leur ministère fort périlleux (Extrait du rapport de M. Grivart à l'Assemblée nationale).

C'est pour porter remède à cette situation que la loi de 1872 a organisé le système de la publicité de l'opposition.

Avec la loi de 1872, l'opposition cesse d'être individuelle; elle devient collective et la publicité qu'elle reçoit est si étendue qu'on peut, sans exagérer, supposer qu'elle parviendra à la connaissance de tous ceux qu'elle intéresse.

Toutes les oppositions sont centralisées à Paris; elles sont notifiées par huissier au Syndicat des agents de change, qui les publie immédiatement dans un bulletin quotidien établi dans les formes et sous les conditions déterminées par le décret du 10 avril 1873 (Voir ci-après le texte de ce décret).

La publication ainsi faite a un caractère permanent et elle

doit se continuer jusqu'à la mainlevée de l'opposition, à la condition cependant que l'opposant verse exactement d'avance, à la caisse du Syndicat, le montant de la rétribution annuelle due pour frais de publicité.

De cette manière, le public a chaque jour sous les yeux la liste entière des titres frappés d'opposition.

Chaque intéressé, acheteur ou intermédiaire, peut donc, en parcourant le bulletin du jour, s'assurer en temps utile si les titres qui lui sont présentés sont placés en interdit.

Ce système de publicité, fort ingénieux et préférable à ceux adoptés par les législations étrangères, avait cependant soulevé des objections dans le sein de la Commission.

On s'était préoccupé des frais importants qu'entraînerait nécessairement pour l'opposant une opposition permanente destinée à se continuer pendant plusieurs années. On s'était demandé si ces frais n'absorberaient pas souvent la valeur des titres perdus. — D'un autre côté, l'obligation de consulter le *Bulletin*, préalablement à toute transaction sur des valeurs au porteur, paraissait de nature à créer une gêne au commerce des titres et à restreindre leur facilité de transmission.

Mais ces objections n'ont pas paru décisives et la majorité de la commission s'est ralliée à l'idée du bulletin quotidien.

Le tarif de la rétribution annuelle pour chaque titre est peu élevé (0 fr. 50), et, par suite, la publication de l'opposition, quelle qu'en soit la durée, ne grève pas trop lourdement l'exposant.

Les agents de change et les personnes qui se livrent au commerce des titres ont toujours le *Bulletin* sous la main et peuvent le consulter sans perdre de temps.

Avec ce système de publicité, le titre au porteur n'a donc rien perdu de ses avantages essentiels de mobilité et de rapide transmission.

D'autre part, en rendant difficile le placement des titres perdus ou volés, que le *Bulletin* met à l'index, la loi de 1872 a exercé, au grand profit de la morale publique, une action préventive excellente; elle a découragé l'industrie, autrefois trop florissante, du vol des titres, en fermant ses débouchés.

Enfin, les agents de change, mis à même, maintenant, de se renseigner facilement et sûrement sur l'origine des titres qui leur sont offerts en négociation, n'ont plus à craindre les responsabilités assez mal définies que la jurisprudence tendait à faire peser sur eux.

Radiation des oppositions. — Dans la loi de 1872, les deux oppositions prescrites (art. 2 et 11), distinctes à leur origine, restaient indépendantes et suivaient un sort également différent. Tandis que l'effet de l'opposition au Syndicat cessait si le coût de la publication n'était pas payé d'avance chaque année, celui de l'opposition à l'établissement débiteur restait entier tant qu'il n'y avait pas eu de mainlevée. D'où les inconvénients qui résultaient de la mise en circulation sur le marché de valeurs frappées d'opposition aux établissements débiteurs seulement.

Il importait donc de faire cesser ces inconvénients en rendant simultanées les radiations des oppositions au Syndicat des agents de change et aux Compagnies (Rapport de M. Cruppi à la Chambre des députés). Aussi le législateur de 1902 a-t-il introduit dans l'article 11, le paragraphe 4 qui règle, en cas de radiation, les rapports du Syndicat des agents de change avec l'établissement débiteur et définit les

responsabilités. De cette façon, il ne peut plus exister d'opposition à l'établissement débiteur sans que les numéros des titres soient publiés dans le *Bulletin officiel des oppositions*.

Donc, toute opposition qui n'est pas maintenue au *Bulletin officiel* est rayée d'office un mois après l'échéance de la publication non renouvelée, et l'établissement débiteur est tenu d'inscrire la mainlevée.

Dans ces conditions, l'opposant a le plus grand intérêt à renouveler la publication de son opposition chaque année, *sans aucune interruption*, au Syndicat des agents de change, sous peine d'être obligé de recommencer toutes les formalités judiciaires ou autres déjà faites et de perdre le bénéfice du temps couru, s'exposant en outre à voir ses droits gravement compromis (Voir ci-après le décret du 8 mai 1902, art. 1^{er}, déterminant les formes et conditions de l'avis à donner en vertu du dernier paragraphe de l'art. 11).

ART. 12. — Toute négociation ou transmission postérieure au jour où le *Bulletin* est parvenu ou aurait pu parvenir, par la voie de la poste, dans le lieu où elle a été faite, sera sans effet vis-à-vis de l'opposant, sauf le recours du tiers porteur contre son vendeur et contre l'agent de change par l'intermédiaire duquel la négociation aura eu lieu. Le tiers porteur pourra également, au cas prévu par le présent article, contester l'opposition faite irrégulièrement ou sans droit. — Sauf le cas où la mauvaise foi serait démontrée, les agents de change ne seront responsables des négociations faites par leur entremise qu'autant que les oppositions leur auront été

signifiées personnellement ou qu'elles auront été publiées dans le *Bulletin* par les soins du syndicat.

Effets de l'opposition à négociation. — Négociation ou transmission postérieure à la publication de l'opposition. —

La disposition principale de l'article 12 repose sur cette donnée rationnelle que les tiers qui ont traité depuis la publication ont connu ou dû connaître l'opposition et que, par suite, ils sont coupables de négligence ou de mauvaise foi. Cette présomption n'a rien d'excessif, puisqu'il est toujours facile à l'acheteur de ne conclure qu'après avoir consulté le numéro du dernier *Bulletin* paru au lieu où s'opère la transaction. La conséquence qu'elle entraîne et que l'article énonce, c'est que toute négociation ou transmission postérieure au moment où l'opposition publiée est réputée connue n'a aucun effet vis-à-vis de l'opposant.

Il a été jugé que la publication résultant de la mention faite au *Bulletin officiel* de l'opposition qui frappe les titres au porteur peut être réputée connue au lieu de la négociation, quoique cette négociation et cette mention soient du même jour.

On objecterait vainement que l'article 11, en ne faisant dater la publication que du jour où le *Bulletin* est réputé parvenu au lieu de la négociation, a nécessairement exclu celui où l'opposition a été inscrite dans le *Bulletin* destiné à la rendre publique (Cass., 3 juin 1878, D. P. 1879.1.25).

C'est nécessairement à l'opposant qu'il appartiendra d'établir que la négociation est postérieure à son opposition (Trib. Seine, 25 mai 1895, J. *Le Droit* du 3 décembre 1895; Trib. Seine, 28 juillet 1897, J. *Le Droit* du 4 janvier 1898).

L'opposant peut ainsi revendiquer son titre, il n'est même pas limité par le délai de trois ans établi pour le cas de perte ou de vol par l'article 2279 du Code civil, la loi élevant une présomption de mauvaise foi contre tout acquéreur du titre frappé d'opposition. Cette revendication est soumise à la prescription trentenaire, conformément au droit commun. Par suite, l'article 2280 du Code civil, n'étant plus applicable, l'opposant n'a pas à restituer au tiers acquéreur évincé le prix d'achat du titre négocié (Paris, 21 août 1882, Sirey 1883. 2.117; 14 décembre 1883, D. P. 1884. 2. 131; Trib. Seine, 14 mai 1901, *Gazette du Palais*, 1901).

C'est un véritable droit de suite établi en faveur de l'opposant contre le tiers acquéreur du titre après la publication de l'opposition.

La négociation ou la transmission du titre postérieure à la publication de l'opposition étant sans effet vis-à-vis de l'opposant, il faut aussi en conclure que les primes et lots attribués au tiers après l'opposition, appartiendront à l'opposant et non au détenteur du titre (En ce sens, Bézard-Falgas, *op. cit.*).

Il y a lieu aussi de remarquer que « les dispositions relatives à la nullité des négociations ne s'appliquent pas seulement aux ventes de titres postérieures à la publication des numéros au *Bulletin des oppositions*, mais également aux constitutions de gage qui en seraient faites » (Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*. — Trib. Seine, 10 janvier 1893, *Gazette des Tribunaux* du 18 avril 1893).

Ainsi que le fait observer M. Lyon-Caen dans sa note sous l'arrêt de la Cour de Douai du 20 juin 1892 (Sirey, 1892.

2.161), « la loi a voulu donner aux propriétaires de titres au
« porteur un moyen aussi simple que pratique de se mettre
« à l'abri des conséquences dommageables de leur dépos-
« session. Le but ne serait assurément pas atteint si, malgré
« l'opposition du propriétaire dépossédé, une constitution
« de gage était encore possible à son préjudice. La constitu-
« tion de gage, sinon directement au moins indirectement,
« priverait d'une façon définitive le propriétaire dépossédé
« de ses titres au porteur.

« D'ailleurs, il serait bien singulier qu'un créancier
« gagiste fût à l'abri de la revendication des titres au porteur
« dans des circonstances où un acheteur serait exposé à une
« éviction de la part du propriétaire ».

L'opposant n'a à sa disposition qu'une action en revendi-
cation contre le tiers porteur ; il n'a aucun recours en
dommages-intérêts contre les porteurs successifs du titre
(Trib. Seine, 25 avril 1882, *Gazette du Palais*, 1882. 2.
42 ; 2 novembre 1904, J. *La Loi* du 15 décembre 1904).

Mais il conserve contre le tiers son droit de revendiquer,
même s'il a obtenu une condamnation à des dommages-
intérêts contre l'auteur du vol, pour réparation du délit,
alors du moins que l'exécution de cette condamnation est
impossible par suite de l'insolvabilité du délinquant (Trib.
Aix, 5 mars 1889, Sirey, 1890. 2. 225 et note).

Nous avons dit que le propriétaire dépossédé avait le droit
de revendiquer son titre contre l'acquéreur postérieur à
l'opposition ; mais si une première négociation de ce titre
avait précédé l'opposition, le tiers acquéreur ne pourrait pas
être actionné par l'opposant. Les auteurs s'accordent à
reconnaître, en effet, que la loi de 1872 ne peut être appli-

quée si au moment de l'opposition, un tiers était déjà devenu propriétaire en vertu de l'article 2279 du Code civil.

« Pour déterminer s'il y a lieu ou non à revendication
« à raison de la date de la négociation rapprochée de celle de
« l'opposition, c'est la date de la première négociation depuis
« la dépossession du titre qu'il faut considérer. Si cette
« négociation a précédé la publication de l'opposition, le por-
« teur dépossédé a perdu la propriété de son titre en vertu
« de l'article 2279 et il ne peut plus revendiquer même
« contre un sous-acquéreur dont l'acquisition est postérieure
« à la publication de l'opposition (Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*), solution conforme au principe d'après lequel l'acheteur succède à tous les droits de son vendeur.

Du reste, les travaux préparatoires de la loi de 1872 ne laissent aucun doute à ce sujet. On lit dans le rapport de M. Grivart à l'Assemblée nationale : « Le tiers porteur qui
« n'aura pas tenu compte d'une opposition qu'il a connue ou
« qu'il a pu connaître ne pourra pas invoquer contre le pro-
« priétaire dépossédé une exception tirée de sa qualité per-
« sonnelle ; mais il sera, bien entendu, fondé à exercer tous
« les droits de son cédant et si ce dernier, tiers acquéreur
« lui-même, avait acheté les titres avant la publication de
« l'opposition, son cessionnaire, bien que n'ayant traité
« qu'à une époque où l'opposition pouvait être connue, n'en
« sera pas moins recevable à combattre l'action du reven-
« diquant au même titre que son vendeur l'aurait été lui-
« même ».

Droit, pour le tiers porteur, de contester l'opposition. — L'article 12 énonce formellement que le tiers porteur contre lequel on invoque une opposition qu'il a dû connaître, a tou-

jours le droit d'en contester soit la régularité dans la forme, soit le mérite au fond.

Ainsi le revendiquant peut avoir fait l'opposition sans droit parce qu'il n'était pas propriétaire du titre. Ce cas peut se présenter même en l'absence de toute fraude de la part de l'opposant qui revendique. Exemple : des héritiers d'une personne, trouvant dans les papiers du défunt mention de numéros de titres au porteur, sans retrouver les titres eux-mêmes, forment opposition parce qu'ils se figurent que ces titres ont été perdus ou volés, alors que le défunt les avait simplement vendus.

Il est évident que la revendication des opposants sera sans effet, bien que des négociations de ces titres aient eu lieu après l'opposition, puisque celle-ci aura été formée sans droit.

Ou bien l'opposition a été irrégulière à raison de l'indication inexacte des numéros des titres et doit être considérée comme nulle.

Par contre l'opposant devra établir le bien fondé de son opposition. Pour revendiquer les titres, il sera tenu d'abord de prouver sa dépossession ; il devra de plus justifier de son droit de propriété sur les titres soit par le bordereau d'achat, délivré par l'agent de change et contenant les numéros des titres, soit par toutes autres pièces (acte de donation, inventaire, contrat, etc.) (Wahl, *op. cit.*).

Il appartiendra au tribunal d'examiner et d'apprécier si les justifications produites par l'opposant sont ou non suffisantes.

La loi de 1872 vise tous les cas de dépossession illégitime, c'est-à-dire opérée à l'insu ou contre le gré du propriétaire.

Ainsi une opposition serait sans effet si le propriétaire avait remis volontairement les titres au tiers porteur (Trib. Seine, 23 février 1884, *Gazette des Tribunaux*, 1884. 2. *Suppl.* 14).

Il a été aussi jugé que le propriétaire qui remet en gage des titres au porteur n'en est pas dépossédé, au sens juridique du mot. Si donc ces titres ont été remis en nantissement par le créancier gagiste à un tiers, celui-ci a le droit, si le nantissement est commercial, de les retenir ainsi que de les faire vendre, faute de paiement à l'échéance, et d'obtenir la mainlevée de l'opposition que le propriétaire aurait pratiquée sur ces titres (Trib. Seine, 27 juin 1887, *J. La Loi* du 10 août 1887).

Recours du tiers porteur contre son vendeur et contre l'agent de change intermédiaire de la négociation. — Le tiers porteur qui a dû rendre ses titres au propriétaire dépossédé est armé d'un double recours :

1° *Recours contre son vendeur, en vertu du principe ordinaire de la garantie.* — Remarquons que la négociation des valeurs mobilières est un contrat de vente engendrant des obligations réciproques. Le vendeur, spécialement, est tenu de l'obligation de garantie (art. 1625, C. civ.).

L'acheteur, obligé de restituer les titres au propriétaire dépossédé, peut donc exercer un recours en garantie contre son vendeur.

La Cour de Cassation a toujours admis que l'action en garantie était, en ce cas, basée sur l'éviction et décidé que l'opposition qui frappe le titre donne à l'acquéreur le droit d'agir immédiatement en garantie, le droit de l'opposant sur le titre étant prouvé (Cass., 8 décembre 1873, S. 1874. 1.

104; 3 juin 1878, S. 1880. 1. 49; 5 avril 1881, S. 1883. 1. 367).

2° *Recours contre l'agent de change intermédiaire de la négociation.* — L'agent de change est responsable de la négociation de titres au porteur faite sans consultation préalable du *Bulletin officiel des oppositions* où les titres figuraient.

Il doit désintéresser l'acheteur en lui fournissant d'autres titres, comme le prescrit l'article 48 du décret du 7 octobre 1890 ainsi conçu : « L'agent de change qui aurait livré
« un titre irrégulier, amorti, frappé d'opposition entre ses
« mains, ou figurant au *Bulletin officiel des oppositions* est
« tenu, indépendamment de tous dommages-intérêts, s'il y
« a lieu, de livrer un autre titre dans les trois jours au plus
« tard à partir de la réclamation ». Mais l'agent de change a lui-même une action récursoire contre son client vendeur qui le premier a eu le tort de ne pas vérifier le *Bulletin* (Nancy, 3 juin 1882, D. P. 1883. 2. 104).

Toutefois, le législateur de 1872 a voulu limiter la responsabilité des agents de change en les affranchissant de tout recours lorsque les titres qu'ils ont négociés n'étaient pas portés au *Bulletin des oppositions*.

On lit dans le rapport de M. Grivart à l'Assemblée nationale « que les agents de négociation consultent le *Bulletin*
« au moment où des titres leur sont apportés par leurs
« clients pour en opérer la vente, voilà ce que la loi exige
« d'eux. — Mais on ne saurait aller plus loin et imposer à
« ces officiers publics d'autres recherches, d'autres investi-
« gations, sans créer pour eux des obligations incompatibles
« avec la rapidité du mouvement des affaires et la multipli-
« cité des transactions ».

En résumé, « l'agent de change n'est responsable que dans
« trois cas :

« 1° Quand il a acheté le titre pour le compte de son
« client après la publication de l'opposition dans le *Bulle-*
« *tin officiel*;

« 2° Quand l'opposition lui a été signifiée personnellement,
« (ce qui est assez rare);

« 3° Quand il est prouvé qu'il a été de mauvaise foi, c'est-
« à-dire qu'il a acheté sciemment un titre dont le propriétaire
« a été dépossédé.

« Mais, en dehors de ces trois cas, un agent de change ne
« peut être rendu responsable à raison d'une simple impru-
« dence ».

La limitation de responsabilité ne s'applique pas aux autres intermédiaires (banquiers, changeurs, etc.), parce qu'on s'est aperçu que, trop souvent, c'est à eux qu'on recourt de préférence pour la négociation des titres dont le propriétaire a été dépossédé sans sa volonté (Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*).

Aussi, une simple négligence de leur part peut, conformément au droit commun (art. 1382, C. civ.), les faire déclarer responsables.

La jurisprudence a fait de nombreuses applications de ce principe.

Il résulte de là que la responsabilité des intermédiaires autres que les agents de change, et, notamment celle des changeurs, des banquiers ou de tout établissement de crédit, ne comporte aucune distinction entre les négociations antérieures à la publication de l'opposition et celles qui lui sont postérieures.

ART. 13. — Les agents de change doivent inscrire sur leurs livres les numéros des titres qu'ils achètent ou qu'ils vendent.

Ils mentionnent sur les bordereaux d'achat les numéros livrés. Un règlement d'administration publique déterminera le taux de la rémunération qui sera allouée à l'agent de change pour cette inscription de numéros.

La négociation qui rend sans effet toute publication postérieure de l'opposition sera réputée accomplie dès le moment où aura été opérée sur les livres des agents de change l'inscription des numéros des titres vendus pour le compte du donneur d'ordre et livrés par lui.

Si la publication, bien que postérieure à cette inscription, survient avant la livraison ou l'attribution au donneur d'ordre, ou à l'agent de change acheteur, l'opposant pourra, sur la demande de mainlevée formée par l'agent de change ou par tout autre ayant droit, réclamer les titres contre remboursement du prix, par application de l'article 2280 du Code civil.

Obligation pour les agents de change : 1° d'inscrire sur leurs livres les numéros des titres négociés ; 2° de mentionner sur les bordereaux d'achat les numéros livrés : — Par cela même que des négociations auxquelles procèdent les agents de change, il peut résulter le principe d'un recours contre eux, il était nécessaire d'assurer l'exercice éventuel de ce recours en exigeant que les numéros des titres achetés ou vendus fussent inscrits sur les livres des agents intéressés. La disposition du paragraphe 1^{er} de l'article 13 n'a fait que sanctionner, en lui donnant le caractère d'une obligation générale, la pratique déjà suivie par les agents de change de Paris (Voir ci-après le décret du 8 mai 1902, art. 2,

déterminant les formes et conditions dans lesquelles seront tenus les livres visés par l'art. 13).

Mais, pour compléter cette prescription qui, à elle seule, aurait été insuffisante, le législateur de 1872 a exigé que sur les bordereaux que reçoivent les clients au moment de la livraison des titres, les numéros fussent également mentionnés. Cette indication des numéros est très utile, non seulement au point de vue de l'exercice de l'action en recours, mais aussi en cas de revendication des titres, pour établir leur provenance et la date de leur acquisition.

Il est alloué aux agents de change, pour cette mention sur les bordereaux d'achat des numéros livrés, une rémunération de cinq centimes par titre (Voir ci-après le décret du 10 avril 1873, art. 11).

Cas où sera réputée accomplie la négociation qui rend sans effet toute publication postérieure de l'opposition. — Sous l'empire de la loi de 1872, avant la loi du 8 février 1902, de grandes difficultés s'étaient produites au sujet de ce qu'il faut entendre par la « négociation » du titre, ou mieux, à quel moment on devait considérer cette négociation comme *effectuée*. Des décisions judiciaires avaient été rendues en sens divers. D'après les unes, il n'y avait négociation que lorsqu'il y avait eu livraison matérielle du titre à un acheteur (agent de change ou client); d'après d'autres arrêts, la livraison n'était pas nécessaire, l'attribution à l'acheteur sur les livres suffisait. Enfin, suivant une troisième opinion, que l'on trouve exprimée dans de nombreuses décisions de jurisprudence, la négociation existait dès que la valeur vendue *in genere* et livrée par le donneur d'ordre était inscrite par l'agent de change sur ses livres.

C'est cette dernière solution que la loi du 8 février 1902 a consacrée, en décidant que la négociation est accomplie par le fait de l'inscription des numéros des titres vendus sur les livres des agents de change. Il faut, dit le rapporteur, M. Cruppi, qu'il suffise à l'agent de change vendeur de consulter le *Bulletin des oppositions* au moment où des titres lui sont apportés par ses clients pour en opérer la vente.

Toutefois, une certaine atténuation est apportée par la loi à la règle ci-dessus : Si la publication de l'opposition, bien que postérieure à l'inscription des numéros des titres vendus pour le compte du donneur d'ordre et livrés par lui, survient avant la livraison ou l'attribution au donneur d'ordre ou à l'agent de change acheteur, l'opposant peut, sur la demande de mainlevée formée par l'agent de change ou par tout autre ayant droit, réclamer les titres au détenteur contre remboursement du prix, conformément aux dispositions de l'article 2280 du Code civil.

ART. 14. — A l'égard des négociations ou transmissions de titres antérieures à la publication de l'opposition, il n'est pas dérogé aux dispositions des articles 2279 et 2280 du Code civil.

Négociations ou transmissions antérieures à l'opposition. — L'article 12 ne détermine les effets de l'opposition que relativement aux négociations qui sont postérieures à sa publication. Mais il arrive souvent que des titres perdus ou volés aurent changé de mains avant que l'opposition n'ait été publiée. Afin de prévenir toute difficulté d'interprétation, le

législateur a précisé dans l'article 14, que les négociations ou transmissions antérieures au moment où l'opposition a reçu la publicité légale seront régies par les dispositions des articles 2279 et 2280 du Code civil. C'est le droit commun maintenu sans changement. Le droit de suite établi par l'article 12 de la loi contre les tiers auxquels les titres au porteur ont été négociés *a non domino*, après la publication au *Bulletin* de l'opposition à négociation, ne s'étend pas aux tiers porteurs en vertu de négociations antérieures à cette publication.

Ces tiers porteurs conservent le droit d'invoquer contre le propriétaire dépossédé les dispositions des articles 2279 et 2280 du Code civil (Trib. Seine, 30 juillet 1890, *Le droit financier*, 1892, p. 289). Le même droit appartient à ceux à qui ils ont revendu les titres ainsi protégés dans leurs mains par les articles 2279 et 2280, encore que la revente ait eu lieu depuis que l'opposition à négociation a été publiée : les nouveaux cessionnaires, quelle que soit la date de la cession, sont en effet fondés à exercer tous les droits de leurs cédants et, par suite, le propriétaire dépossédé ne peut les évincer que s'il eût pu évincer les cédants eux-mêmes et dans les mêmes conditions.

Le propriétaire dépossédé, s'il se trouve en présence d'un tiers porteur de bonne foi ayant acquis le titre antérieurement à la publication de l'opposition, ou en présence de ses ayants droit, est donc privé de son droit de suite ou doit l'exercer dans les trois ans, au cas de perte ou de vol, et cela, à la charge du remboursement prescrit par l'article 2280 (Trib. Seine, 2 novembre 1904, J. *La Loi* du 15 décembre 1904). Encore le propriétaire ne peut-il exercer ce droit de suite que dans les deux cas ci-dessus et non s'il a

été dépossédé par abus de confiance, escroquerie, etc., la revendication de l'article 2279-2° n'étant ouverte qu'aux cas de *perte* ou de *vol* (Cass., 14 juillet 1874, S. 75. 1. 23; 25 mars 1891, D. P. 1892. 1. 301; 2 mars 1892, S. 1895. 1. 116; Trib. Seine, 15 novembre 1897, J. *Le Droit* du 26 janvier 1898).

Le droit commun s'applique encore lorsque le propriétaire dépossédé n'a pas fait opposition conformément aux prescriptions de la loi de 1872, ou l'a faite trop tardivement. Le possesseur des titres peut invoquer la maxime : « En fait de meubles, possession vaut titre » ; mais le propriétaire conserve son droit de revendication pendant trois ans s'il s'agit de perte ou de vol (Trib. Seine, 24 mars 1891, *Gazette des Tribunaux*, 28 avril 1891).

Inapplicabilité des articles 2279 et 2280 du Code civil aux tiers porteur de mauvaise foi. — L'achat par un tiers (un changeur, par exemple) de titres au porteur volés, avant que l'opposition du propriétaire de ces titres ait été insérée au *Bulletin officiel* conformément à l'article 11 de la loi du 15 juin 1872, ne peut mettre obstacle à la revendication du propriétaire dépossédé, lorsqu'il est établi que ce tiers n'était pas de bonne foi et que, par exemple, pour régulariser son achat, dont l'objet lui était suspect, il s'est fait faire une nouvelle vente en Bourse, par le ministère d'un agent de change (Paris, 14 avril 1890, D. P. 1891. 2. 22).

De même, le changeur qui avance une somme sur des titres au porteur volés sans s'être assuré de la personnalité et du domicile de l'emprunteur ne peut exciper de sa bonne foi pour faire repousser en vertu de l'article 2279-1° la demande en revendication du propriétaire dépossédé,

quoique l'opposition n'ait été publiée au *Bulletin officiel* que le surlendemain du prêt (Paris, 23 janvier 1890, D. P. 1891. 2. 60).

Il a été jugé également que le droit au remboursement prévu par l'article 2280, ne saurait être étendu au créancier gagiste, nanti des titres au porteur volés et que celui-ci n'est pas fondé à retenir les titres revendiqués jusqu'au remboursement des avances qu'il a faites sur ces titres (Cass., 11 mai 1898, J. *Le Droit financier*, 1899, p. 88).

Remarque : action récursoire du tiers possesseur contre son vendeur (art. 12 et 14). — Cette action récursoire est régie, quant à ses conditions d'exercice, par les dispositions du Code civil (art. 1625 et suivants).

Elle ne comporte, en principe, aucune distinction entre le cas où l'éviction a frappé l'acheteur en vertu de l'article 12, § 1^{er} de la loi de 1872, c'est-à-dire un acheteur postérieur à la publication de l'opposition du propriétaire dépossédé et celui où l'éviction a eu lieu en vertu de l'article 14 de ladite loi et par application des articles 2279 et 2280 du Code civil concernant la revendication de titres au porteur (perdus ou volés), vendus à un tiers de bonne foi avant cette publication.

•

ART. 15. — Lorsqu'il se sera écoulé dix ans depuis l'autorisation obtenue par l'opposant, conformément à l'article 3, et que, pendant ce laps de temps, l'opposition aura été publiée sans être contredite dans les termes dudit article, l'opposant pourra exiger de l'établissement débiteur qu'il lui soit remis un titre semblable et subrogé au premier. Ce titre

devra porter le même numéro que le titre originaire, avec la mention qu'il est délivré par duplicata.

Le titre délivré en duplicata conférera les mêmes droits que le titre primitif et sera négociable dans les mêmes conditions.

Dans le cas du présent article, le titre primitif sera frappé de déchéance, et le tiers qui le représentera après la remise du nouveau titre à l'opposant n'aura qu'une action personnelle contre celui-ci, au cas où l'opposition aurait été faite sans droit.

L'opposant qui réclamera de l'établissement un duplicata paiera les frais qu'il occasionnera.

Il devra, de plus, payer à l'avance la publication faite au *Bulletin*, à la rubrique des titres frappés de déchéance, pour le nombre d'années représenté par la feuille de coupons attachée au titre, sans que cette publication puisse, en aucun cas, être limitée à une durée inférieure à dix ans.

Un règlement d'administration publique fixera le coût de la somme à payer au syndicat pour la publication supplémentaire au delà de dix ans.

Pour les titres qui ne portent aucun coupon, l'opposant devra verser au syndicat, à l'avance, le prix de la publication pendant dix ans, à la rubrique des titres frappés de déchéance.

Délivrance d'un duplicata du titre à l'opposant. — Les valeurs au porteur sont ordinairement des créances à long terme. Pour la plupart d'entre elles, le remboursement se fait par voie de tirage au sort et s'échelonne sur une période de temps fort étendue. Mais, pour le porteur, l'éloignement et l'incertitude de l'échéance sont tempérés par cette

extrême facilité de négociation qui, au premier besoin d'argent ou devant la possibilité d'un placement plus avantageux, lui permet de réaliser le titre sans formalités et sans grands frais.

Avant la loi de 1872, cette ressource faisait défaut au propriétaire dépossédé. Privé du titre dont la présence entre ses mains est la condition *sine qua non* de négociabilité de sa créance, le propriétaire n'en pouvait réclamer un autre de l'établissement débiteur, forcé de compter avec les droits d'un porteur éventuel. Sa créance se trouvait souvent pour bien longtemps frappée d'indisponibilité entre ses mains.

Sur ce point encore, la loi de 1872 a amélioré la condition du propriétaire dépossédé de son titre. Elle lui a donné le moyen d'obtenir de l'établissement débiteur, durant la période d'inexigibilité, un titre nouveau qui remplace exactement le titre perdu.

Conditions requises pour obtenir un duplicata. — Mais la délivrance du nouveau titre est, bien entendu, entourée de précautions et de garanties.

On peut ramener à cinq les conditions exigées par le législateur pour permettre à l'opposant d'obtenir la délivrance d'un duplicata du titre perdu :

1° Il faut d'abord que dix ans se soient écoulés depuis l'ordonnance du président du tribunal civil qui a autorisé l'opposant à toucher les revenus et le capital du titre (art. 3), c'est-à-dire onze ans, au moins, depuis l'opposition.

Si, pendant ce laps de temps, personne ne s'est présenté pour toucher les intérêts ou dividendes correspondants au titre disparu, l'hypothèse de l'acquisition du titre par un tiers avant l'opposition devient inadmissible — On ne peut

supposer, en effet, que la négligence puisse être poussée au point de laisser passer vingt échéances semestrielles sans réclamer un seul paiement. Il est donc plus que probable que le titre perdu ne sera jamais représenté.

2° Que pendant le délai ci-dessus indiqué, l'opposition n'ait pas été contredite dans les termes de l'article 3, c'est-à-dire *formellement contredite* par un tiers se prétendant propriétaire du titre.

3° Que, pendant ces dix ans, l'opposition ait été publiée sans interruption dans le *Bulletin officiel des oppositions*, jusqu'au jour où le duplicata est réclamé.

L'opposant justifiera de cette publication par un certificat délivré, à cet effet, par le syndicat des agents de change.

4° Que l'opposant paye les frais qu'occasionne l'établissement du duplicata — Ces frais sont peu élevés, ils ne comprennent que les frais d'impression (1 franc ou 2 francs par titre).

5° Qu'enfin l'opposant paye à l'avance la publication faite dans le *Bulletin des oppositions* à la rubrique des titres frappés de déchéance, pour le nombre d'années représenté par la feuille de coupons attachée au titre, sans que cette publication puisse être inférieure à dix ans.

C'est également par un certificat délivré par le Syndicat des agents de change que l'opposant justifiera à l'établissement débiteur de l'accomplissement de cette condition.

La publicité postérieure à la délivrance du duplicata a pour but d'empêcher un tiers de bonne foi d'acquérir le titre primitif qui, frappé de déchéance par la loi, n'a plus aucune valeur.

La publication au *Bulletin des oppositions* du titre primitif

frappé de déchéance doit être faite pour une durée égale au nombre d'années représenté par la feuille de coupons attachée au titre, mais elle ne peut être inférieure à dix ans.

Le législateur de 1872 n'avait exigé cette publication de déchéance du titre primitif que pour une période de dix ans seulement; mais même après cette période, le titre muni de coupons non encore échus pouvait reparaître sur le marché et être négocié sans difficulté, puisqu'il avait cessé de figurer au *Bulletin*.

Le législateur de 1902 a paré à cette éventualité. En effet, avec la modification apportée à l'article 15, il est impossible de mettre en circulation un titre dont il aura été délivré un duplicata : « On sait qu'un titre cesse d'être négociable en « Bourse dès qu'il n'a plus de coupons attachés. Quand la « feuille de coupons est épuisée, les tiers porteurs déposent « leurs titres à l'établissement débiteur qui rattache de nou- « velles feuilles. Tous les titres passent donc sous les yeux de « l'établissement et il est facile d'arrêter au passage ceux « qui sont frappés de déchéance. Il suffit donc de publier le « numéro du titre annulé au *Bulletin* jusqu'à l'échéance de « son dernier coupon, cette publication devant d'ailleurs « durer au moins dix ans » (Rapport de M. Cruppi).

Le coût de la publication supplémentaire après l'expiration de la deuxième période de dix ans, prévue au présent article, est de 0 fr. 25 par numéro de valeur et par an (Voir ci-après le décret du 8 mai 1902 pour l'application de l'art. 15, § 5).

Quant aux titres qui ne portent aucun coupon, l'opposant qui voudra obtenir un duplicata devra verser au Syndicat des agents de change, à l'avance, le prix de la publication

des numéros au *Bulletin*, pendant dix ans, à la rubrique des titres frappés de déchéance.

Nature du duplicata. — Aux conditions énumérées ci-dessus, et sans qu'il soit besoin d'une nouvelle autorisation du président du tribunal civil, les établissements débiteurs doivent fournir un nouveau titre à l'opposant.

Ce duplicata doit porter le même numéro que le titre original auquel il est subrogé.

La Commission des travaux préparatoires de la loi de 1872 avait proposé de donner au duplicata un numéro à la suite des émissions de l'établissement débiteur, mais les exigences de la comptabilité des établissements et leurs obligations vis-à-vis de l'Administration du timbre ne l'ont pas permis. Du reste, c'eût été difficile pour les obligations à lots émises par la Ville de Paris, le Crédit foncier de France, etc., leur nombre étant fixé d'après le prix d'émission et le montant de l'emprunt et comme chaque emprunt comporte l'emploi d'une roue de tirage dans laquelle sont placés les numéros des obligations, il aurait fallu non seulement tenir une comptabilité exacte des numéros frappés de déchéance et qui ne pouvaient participer aux tirages, mais encore procéder à la mise en roue des numéros des duplicatas délivrés.

En donnant au duplicata le numéro du titre original, on évite toutes ces difficultés.

Pour éviter toute confusion avec le titre primitif, le nouveau titre doit être revêtu de la mention « *Titre délivré par duplicata, en exécution de la loi du 15 juin 1872* », et chacun de ses coupons doit porter également la mention « *Duplicata — Loi du 15 juin 1872* ».

Dans la crainte qu'une telle mention ne pût être la source

d'une certaine défaveur pour ces sortes de titres, la loi énonce formellement que les titres délivrés en duplicata conféreront les mêmes droits que les titres primitifs et seront négociables dans les mêmes conditions.

Mais il était nécessaire de donner une sécurité complète aux établissements débiteurs, qui ne peuvent être tenus de délivrer un titre en duplicata qu'à la condition qu'il n'en résulte pour eux aucun risque.

L'article 15 dispose qu'à partir de la délivrance du titre nouveau, le titre primitif sera *frappé de déchéance* et, par suite, ne donnera aucun droit contre l'établissement débiteur, quel que soit le tiers porteur qui se présente.

Ce dernier n'aurait plus le droit d'agir que contre l'opposant au cas où l'opposition aurait été faite sans droit. C'est d'ailleurs là le seul recours que la loi lui donne. Il ne pourrait donc agir contre le tiers de bonne foi qui aurait acquis le duplicata.

Titre dont la destruction est prouvée. — Délivrance d'un duplicata. — En cas de destruction d'un titre au porteur, le propriétaire dépossédé n'est pas nécessairement obligé, pour se faire délivrer un duplicata, de recourir à la loi de 1872, c'est-à-dire à l'opposition et aux diverses formalités qui la suivent.

S'il parvient à prouver d'une manière incontestable le fait de la destruction, il pourra réclamer un nouveau titre à l'établissement débiteur. Les travaux préparatoires de la loi de 1872 ne laissent aucun doute sur ce point.

A la disposition de l'article 15 de la loi, relatif au duplicata, se rattache un amendement qui avait été présenté par M. de Marcère dans les termes suivants : « Dans le cas où le

« propriétaire de valeurs mobilières fournirait la preuve que
« ses titres ont péri dans un sinistre, il peut toujours récla-
« mer de la Compagnie ou de l'établissement débiteur un
« titre nouveau en duplicata. S'il y a contestation, les tri-
« bunaux peuvent ordonner la délivrance du nouveau
« titre ».

Après examen, cet amendement fut repoussé par la Com-
mission pour les motifs suivants : « Le droit commun résul-
« tant du paragraphe 4 de l'article 1348 du Code civil suffit
« pour le cas qu'il prévoit. Si un propriétaire de valeurs
« mobilières prouvait d'une manière irréfutable que ses
« titres ont péri dans un sinistre, les tribunaux pourraient
« enjoindre à l'établissement débiteur, contradicteur intéressé
« de la demande, la délivrance de nouveaux titres en dupli-
« cata. Il est vrai que de telles décisions seront bien rares
« parce qu'elles seront subordonnées à des conditions de
« preuve très difficiles à remplir. Mais il faut bien admettre
« que, pour peu qu'il existe un doute raisonnable, soit sur le
« fait de destruction de titres allégué, soit sur l'identité des
« titres détruits, la prudence ne permet pas d'autoriser la
« délivrance des duplicata réclamés à d'autres conditions que
« celles que détermine le projet de loi ».

Lors de la discussion, M. de Marcère avait demandé une
explication en ces termes : « Dans le cas où, un sinistre
« ayant éclaté, des titres au porteur auraient été détruits, le
« sinistré peut, en faisant la preuve nécessaire, obtenir des
« tribunaux un jugement qui ordonne qu'on lui délivre un
« duplicata de ses titres détruits. Voilà l'article 1348. Je
« demande à M. le Rapporteur si, dans ce cas-là le sinistré
« jouira, par son titre en duplicata, de tous les avantages

« qui sont accordés au titre primitif, s'il aura besoin de faire
« des notifications, de prendre toutes les précautions, toutes
« les mesures qui sont indiquées dans le projet de loi, pour
« que son titre puisse avoir toute sa valeur pour sa négocia-
« tion et pour que le paiement du titre puisse se faire à son
« échéance ».

« Cette observation a de la portée, et voici pourquoi :
« l'article 1348 règle le cas d'un procès qui peut s'élever
« entre un créancier dont le titre a été détruit et son débi-
« teur ; le jugement statue à l'égard de ce cas particulier
« entre les deux parties, mais il n'a aucune valeur à l'égard
« des tiers. Lorsqu'il s'agit d'un titre au porteur détruit dans
« un sinistre, le titre obtenu en duplicata par un jugement
« aura-t-il toute sa valeur vis-à-vis des tiers et vis-à-vis de
« la Compagnie? Voilà ce que je demande à la Commis-
« sion ».

A cette nouvelle objection, le rapporteur répondait : « La
« Commission n'a pas cru devoir adopter l'amendement
« proposé par M. de Marcère, parce qu'elle a été convaincue
« que cet amendement faisait double emploi avec une dispo-
« sition déjà existante dans la loi, l'article 1348 du Code
« civil, § 4 », et il ajoutait que : « Dans le cas où il serait
« démontré d'une manière irréfragable, sans qu'il pût y avoir
« sujet à erreur possible, que le titre a péri dans un sinistre,
« la Compagnie serait tenue de remettre un duplicata de ce
« titre au réclamant, duplicata qui aurait tous les avantages
« que possédait le titre vis-à-vis de la Compagnie, soit au
« point de vue du paiement, soit au point de vue de la négo-
« ciabilité ».

Il appartiendra à l'établissement débiteur d'apprécier si

les preuves de la destruction du titre sont suffisantes, et, en cas de difficultés, les tribunaux seront appelés à trancher la question.

Toutefois, le nouveau titre que l'établissement débiteur pourra être tenu de délivrer ne devra pas porter la mention « duplicata », cette mention ne pouvant être apposée qu'en exécution de la loi du 15 juin 1872.

Mais une solution favorable au propriétaire dépossédé de ses titres par un sinistre est d'une application bien peu pratique, parce que la preuve de la destruction est fort difficile à faire. En raison de la difficulté, sinon de l'impossibilité de faire une justification aussi complète, la procédure plus longue, mais évidemment plus sûre de la loi de 1872 est préférable, malgré les délais qu'elle entraîne (Wahl, *op. cit.*).

Aussi, la plupart du temps, le propriétaire renonce-t-il de lui-même à la procédure de l'article 1348, § 4 du Code civil, pour suivre celle de la loi de 1872; un titre détruit, mais dont il n'est pas possible de prouver la destruction, étant assimilé par le législateur de 1872 à un titre perdu ou volé.

Remplacement des titres détériorés. — La circulation d'un titre endommagé n'est plus possible lorsqu'une des parties essentielles (sceau de la compagnie émettante, signature des représentants, numéro du titre, date de l'émission), a disparu à la suite de déchirure involontaire ou d'usure, la délivrance d'un titre nouveau peut être accordée au porteur contre paiement des frais de réfection (1 fr. ou 2 fr.).

Lorsqu'il y a eu destruction partielle, mais que l'identité du titre n'est pas compromise (par exemple, le titre a été rongé par les rats ou atteint par le feu, etc.), et qu'il est pos-

sible d'en réunir les fragments, le remplacement est admis dans les mêmes conditions.

Enfin, si les fragments ne peuvent tous être réunis, une partie ayant disparu, et si la lacune enlève au titre la marque de son individualité, il faut alors considérer le titre comme *perdu* ou *détruit*, et c'est la procédure applicable en matière de perte ou de destruction qui doit être suivie.

Dès leur remplacement par des titres nouveaux, les titres détériorés, après avoir été frappés d'annulation, par l'établissement débiteur, sont mis au pilon ou incinérés.

Les titres nouveaux délivrés en remplacement des titres détériorés ne doivent pas porter la mention « *duplicata* » qui ne peut être apposée que lorsque les formalités de la loi de 1872 ont été accomplies.

ART. 16. — Les dispositions de la présente loi sont applicables aux titres au porteur émis par les départements, les communes et les établissements publics; mais elles ne sont pas applicables aux billets de la Banque de France, ni aux billets de même nature émis par les établissements légalement autorisés, ni aux rentes et autres titres au porteur émis par l'État, lesquels continueront à être régis par les lois, décrets et règlements en vigueur.

Toutefois, les cautionnements exigés par l'Administration des finances pour la délivrance des *duplicata* de titres perdus, volés ou détruits, seront restitués si, dans les vingt ans qui auront suivi, il n'a été formé aucune demande de la part des tiers porteurs, soit pour les arrérages, soit pour le capital. Le Trésor sera définitivement libéré envers le

porteur des titres primitifs, sauf l'action personnelle de celui-ci contre la personne qui aura obtenu le duplicata.

Titres auxquels s'applique la loi du 15 juin 1872. —

La loi de 1872 s'applique, dit le présent article, à tous les titres au porteur émis par les départements, les communes et les établissements publics ; mais il est incontestable que cette loi régit également tous les titres au porteur rentrant dans la catégorie des effets publics (titres créés par les Compagnies de chemins de fer, de mines, de navigation, les sociétés industrielles, etc.), sans distinguer entre eux selon qu'ils constituent des actions, des parts de fondateur ou des obligations, ni selon que ces valeurs sont civiles ou commerciales.

Peu importe que les titres soient ou non officiellement cotés à la Bourse, pourvu que, par leur nature, ils soient susceptibles de l'être. C'est ainsi que les oppositions pratiquées sur des bons de l'Exposition de 1889, de la Presse, du Crédit foncier sont admises sans difficulté.

Ces bons, qui sont remboursables par voie de tirage au sort, soit avec lot, soit avec prime, mais qui ne rapportent pas d'intérêts, rentrent dans la catégorie des titres visés par l'article 3, § 2.

Mais la loi de 1872 n'est pas applicable aux billets de loterie perdus, volés ou détruits.

Ces titres n'ont nullement le caractère d'effets publics tel que l'a entendu le législateur. De même, la non-application de la loi de 1872 aux chèques, billets au porteur, connaissances, etc., ne soulève pas de difficulté. Ces titres n'ont été visés ni dans la loi, ni dans les travaux prépara-

toires, ils ne se prêtent nullement à la procédure de l'opposition à négociation et à son mode de publicité. Ce ne sont pas des valeurs de Bourse; ils sont à très courte échéance et ne sont, par conséquent, pas appelés à une longue circulation.

Inapplicabilité des dispositions de la loi de 1872 : 1° aux billets émis par la Banque de France ou par des établissements légalement autorisés ; 2° aux rentes et titres au porteur émis par l'État. — 1° L'inapplicabilité de la loi de 1872 aux billets émis par la Banque de France ou par des établissements légalement autorisés, comme la Banque de l'Algérie et les Banques coloniales, est facile à comprendre : les billets de banque ne sont pas des valeurs de placement, ce sont des valeurs de circulation; ils remplissent l'office de monnaie et, pour qu'ils soient propres à une telle fonction, il faut qu'ils puissent se transmettre de main en main sans formalité, sans perte de temps et sans autre vérification que celle de leur valeur matérielle.

Les billets de banque ne sauraient donc être susceptibles d'opposition à paiement, car ce serait supprimer en grande partie leur utilité et diminuer la confiance publique. Ils doivent pouvoir circuler aussi facilement que la monnaie.

2° La seconde exception aux dispositions de la loi de 1872 est fort critiquée; elle avait soulevé, du reste, des objections sérieuses au sein de la Commission des travaux préparatoires.

« Il est peu rationnel, a-t-on dit, de ne pas soumettre les
« rentes sur l'État au même régime que les autres valeurs
« au porteur. De deux choses l'une : ou le système de la loi
« est bon, et il convient alors de l'étendre à tous les titres,
« à ceux même qui ont l'État pour débiteur; ou on craint

« que, dans l'application, la loi nouvelle ne soit gênante, « incommode, et, dans ce cas, il ne faut pas plus l'imposer « aux valeurs des Compagnies qu'à celles de l'État ».

« Malgré cet argument, la grande majorité de la Commission a pensé qu'il ne convenait pas de s'écarter sur ce « point du projet du Gouvernement ».

« Les rentes sur l'État sont soumises à une législation « spéciale, d'après laquelle elles ne sont passibles d'aucune « opposition (Loi du 8 nivôse an VI, art. 4 et loi du 22 « floréal an VII, art. 7).

« A la faveur de cette législation, l'État a pu décentraliser « ses paiements et autoriser les porteurs de rentes à se présenter à celles des caisses publiques où il leur est le plus « commode de se faire payer. Le nombre des agents payeurs « est ainsi devenu très considérable et si l'on imposait aux « valeurs émises par le Trésor les dispositions de la loi de « 1872, l'État aurait à se préoccuper de la responsabilité qui « pourrait résulter pour lui de leur inattention ou de leur « négligence. Peut-être serait-il amené à retirer au porteur « de rente cette facilité fort précieuse qu'il leur accorde « actuellement d'être payés au lieu qu'il leur convient de « choisir. On n'a donc rien changé au régime de la rente « et des autres valeurs au porteur de l'Etat » (Rapport de M. Grivart).

Au fond, c'est pour ne pas compliquer sa comptabilité ni gêner ses agents que l'État s'est réservé cette irresponsabilité et cette liberté d'action :

Mais si les rentes ne sont pas susceptibles d'opposition, dans la pratique le Trésor n'en consent pas moins, en cas de perte de titre, à prendre note, d'une manière officieuse et

sans responsabilité des déclarations qui lui sont faites par les propriétaires dépossédés.

Il consent même à délivrer des duplicata.

Rappelons que, longtemps, le Trésor refusa absolument, d'accord avec le Conseil d'État, de remplacer les titres de rente au porteur perdus ou volés. Mais à la suite d'un vol considérable commis au préjudice d'une succession, une décision ministérielle du 4 décembre 1850, rendue en conformité d'un avis du Comité des finances du 15 février précédent, introduisit une jurisprudence nouvelle.

A compter de cette époque, le ministre des Finances autorisa le remplacement des rentes au porteur, moyennant le dépôt d'un cautionnement réalisé en une inscription nominative; distincte de celle dont on demandait le remplacement et représentant à la fois le capital de la rente et les cinq années d'arrérages que le Trésor était exposé à payer au détenteur du titre perdu. Et comme la jurisprudence du Conseil d'État admet l'imprescriptibilité de la rente, le cautionnement remis au moment de la délivrance du nouveau titre était retenu indéfiniment.

Cette dernière condition, fort dure pour les propriétaires dépossédés, a été améliorée par la loi de 1872. Le législateur a estimé que l'absence de réclamation contre l'État pendant vingt ans, alors qu'il s'agit de valeurs dont les intérêts se paient quatre fois par an, crée une telle présomption en faveur du porteur dépossédé, qu'on peut sans inconvénient ordonner la restitution du cautionnement.

Le paragraphe 2 du présent article dispose, à cet effet, que le cautionnement sera restitué si, dans les vingt ans qui auront suivi le dépôt, les tiers porteurs n'ont formé aucune

demande, soit pour les arrérages, soit pour le capital.

A l'expiration de ce délai, le Trésor se trouve définitivement libéré envers le porteur éventuel du titre primitif et si, par impossible, le titre venait à apparaître, il ne conférerait au porteur qu'une action personnelle contre celui qui a obtenu le duplicata.

Ajoutons que la procédure relative au remplacement des titres de rente perdus a été simplifiée par une décision ministérielle du 8 juillet 1890. Actuellement, le propriétaire d'une rente au porteur dont le titre a été perdu ou détruit, n'est plus astreint à verser au préalable un cautionnement représentant le capital de la rente. Il lui suffit de demander que l'inscription perdue soit convertie en une rente nominative sous l'obligation de laisser celle-ci en dépôt au Trésor, à titre de cautionnement pendant vingt années (Loi du 15 janvier 1872, art. 16), et, pour garantir le Trésor contre le paiement éventuel des coupons, de fournir, en outre, une inscription nominative représentant la valeur de cinq années d'arrérages en sus du montant de tous les coupons dont le titre perdu était encore muni. Il peut rentrer en possession de ce deuxième cautionnement cinq ans après l'échéance du dernier coupon.

Bons du Trésor au porteur perdus ou volés. — Les bons du Trésor sont des obligations à court terme productives d'intérêts et souscrites par le ministre des Finances.

Ainsi que la rente, ils ne sont passibles d'aucune opposition.

En cas de perte ou de vol de son titre, le propriétaire dépossédé doit en faire la déclaration au Trésor. Il n'est pas délivré de duplicata, mais, à l'échéance, le bon peut être

remboursé sans présentation du titre, moyennant un cautionnement en rentes nominatives égal à la valeur du bon perdu ou volé.

La durée du cautionnement est de vingt années à compter du lendemain de l'échéance du bon.

Observations. — Les rentes et titres au porteur émis par l'État étant exclus de l'application de la loi de 1872, le Syndicat des agents de change s'est toujours refusé, conformément à la loi, à publier au *Bulletin des oppositions* les numéros des titres au porteur de rente sur l'État français.

La jurisprudence est unanime à décider que l'opposition faite dans les termes de la loi de 1872 et concernant des titres de rente sur l'État français volés, est impuissante à empêcher qu'ils ne soient ensuite valablement transmis (Trib. Seine, 14 mai 1895, *J. Le Droit*, 19 juillet 1895).

Il a été décidé, de même, que le propriétaire dépossédé de ses titres de rente ne peut, par voie d'opposition, en empêcher la négociation; que seuls les articles 2279 et 2280 du Code civil règlent dans cette hypothèse le droit de revendication (Trib. Seine, 11 mai 1894, *Le Droit financier*, 1894, p. 327).

« Les rentes au porteur sont, entre les mains du détenteur,
« comme des billets de banque, transmissibles de la main à
« la main et dont le Trésor ne connaît jamais les propriétaires.
« La vente peut en être opérée de fait par la seule livraison
« du titre, en dehors de la Bourse et sans l'intermédiaire des
« agents de change.

« Toutefois il est prudent pour les particuliers de recourir
« dans tous les cas au ministère d'un agent de change. En
« effet, d'une part, la négociation en Bourse fournit à l'ache-

« teur d'un titre *perdu ou volé* la preuve exigée par
« l'article 2280 du Code civil pour se faire rembourser, le
« cas échéant, par le propriétaire, son prix d'achat; d'autre
« part, la responsabilité de l'agent de change pour les titres
« qu'il livre offre au client une garantie qu'il ne saurait
« trouver ailleurs » (Dalloz, *Jurispr. gén., Trésor public*).

Jugé, également, que les banquiers et les changeurs qui achètent des titres de rente au porteur sans prendre de renseignements sur l'identité du vendeur commettent une faute lourde, d'autant plus grave que, s'agissant de rentes sur l'État, titres non susceptibles d'opposition (loi du 15 juin 1872), celui qui les négocie manque à leur égard d'un précieux élément d'information et doit, par suite, redoubler de vigilance avant de les acheter au détenteur (Trib. Seine, 30 mars 1893, D. *Jurispr. gén., Trésor public*, n° 804).

Les propriétaires de rentes au porteur dépossédés de leurs titres ont été évidemment sacrifiés par le législateur de 1872. Malgré l'amélioration apportée aux conditions de durée du cautionnement, leur situation reste quand même inférieure à celle que la loi leur aurait fait obtenir. Non seulement ils ne peuvent entrer en possession du nouveau titre qu'au bout de vingt années, mais, en outre, ils restent responsables des paiements d'arrérages qui pourraient être faits au détenteur du titre perdu, et sont de plus exposés, par suite de la non-publication de l'opposition, à se trouver en présence d'un tiers porteur de bonne foi ayant acquis valablement le titre à la Bourse et auquel ils devront rembourser son prix d'achat (art. 2280) pour rentrer en possession de leur titre.

Concluons que l'inapplicabilité de la loi de 1872 aux

rentes au porteur est d'autant plus regrettable qu'elle a pour conséquence inévitable de permettre aux voleurs ou à leurs complices l'écoulement facile des titres de cette nature.

ART. 17. — Le porteur d'un titre frappé d'opposition peut poursuivre la mainlevée de cette opposition de la manière suivante : Il fera sommation à l'opposant d'avoir à introduire, dans le mois, une demande en revendication qui sera portée devant le tribunal civil du domicile du porteur actuel du titre.

Cette sommation sera signifiée au domicile de l'opposant et, si celui-ci n'a pas de domicile connu en France, au domicile élu dans l'opposition notifiée au Syndicat des agents de change de Paris.

Elle indiquera, autant que possible, l'origine et la cause de la détention du titre, ainsi que la date à partir de laquelle le porteur est à même d'en justifier ; en cas d'acquisition par achat, elle indiquera le montant du prix d'achat et contiendra aussi copie d'un certificat délivré par le Syndicat des agents de change mentionnant la date à laquelle les titres ont paru pour la première fois au *Bulletin*, ledit certificat non soumis au droit d'enregistrement.

Si la sommation est faite à la requête d'un agent de change dans les conditions prévues au paragraphe 4 de l'article 13, elle devra contenir un extrait certifié conforme des livres de l'agent de change constatant l'inscription des numéros des titres sur les livres avant leur publication au *Bulletin*.

Cette sommation contiendra, en outre, assignation à

l'opposant à comparaître, dans un délai qui ne pourra être moindre d'un mois, à l'audience des référés, devant le président du tribunal du domicile du porteur, pour y entendre, dans les cas qui vont être ci-après spécifiés, prononcer la mainlevée de l'opposition.

Mainlevée de l'opposition. — La mainlevée est le mode normal d'extinction de l'opposition. Elle est volontaire ou judiciaire.

Mainlevée volontaire. — Dans ce premier cas, l'article 6 du décret du 10 avril 1873, qui règle l'exécution des articles 11 et 13 de la loi de 1872, est applicable. Cet article dispose qu'en dehors de la signification d'une décision judiciaire, « les parties intéressées ne pourront
« faire cesser la publication des numéros frappés d'oppo-
« sition qu'en justifiant de la mainlevée de l'opposition dans
« l'une des deux formes suivantes : 1° par acte notarié;
« 2° par la remise de l'original de l'opposition ou de sa noti-
« fication au Syndicat des agents de change, avec mention
« de la mainlevée, ladite mention légalisée soit par un agent
« de change près la Bourse de Paris, soit par le président
« du tribunal civil, par le préfet ou le juge de paix du domi-
« cile de l'opposant. Néanmoins, lorsqu'il s'agira d'une
« mainlevée partielle, l'opposant pourra arrêter la publica-
« tion partielle de son opposition par un simple acte extra-
« judiciaire, mais à la condition de représenter au syndicat
« l'original de l'opposition à restreindre ou de sa notification
« et d'inscrire sur ledit original, qui continuera de rester
« en ses mains, mention de la mainlevée partielle par lui
« consentie ».

Quant à la mainlevée volontaire à dénoncer aux établissements débiteurs, elle devra être notifiée sous l'une des trois formes suivantes :

1° Par un acte sous seings privés, avec remise de l'original de l'opposition ;

2° Par un exploit de l'huissier qui a dénoncé l'opposition ;

3° Par un acte notarié ; et pour la mainlevée partielle, comme il est indiqué ci-dessus.

Mainlevée judiciaire. — Procédure spéciale organisée par la loi du 8 février 1902. — Si la mainlevée est judiciaire, le Syndicat des agents de change, ainsi que les établissements débiteurs, doivent en tenir compte, par cela même que la décision qui leur est signifiée est devenue définitive (Voir art. 6 du décret du 10 avril 1873).

Les auteurs de la loi de 1872 ne s'étaient pas préoccupés de la situation du détenteur d'un titre objet d'une opposition ; ils n'avaient songé qu'à protéger les intérêts du propriétaire dépossédé. Mais l'expérience montra les graves inconvénients qu'un usage abusif des droits donnés par la loi de 1872 entraînait assez souvent pour le légitime propriétaire du titre. Beaucoup d'oppositions étaient, en effet, formées sans motif sérieux, sans aucune bonne foi et n'étaient que des actes de pur chantage.

« Maintenant, en France » écrivaient MM. Lebel et Simon (Mémoire au Congrès international des valeurs mobilières de 1900), « il advient que des oppositions soient
« formées sans aucun motif sérieux ni légitime et cela,
« moyennant un abonnement annuel de cinquante centimes
« par numéro inséré au *Bulletin* ; le premier venu peut
« ainsi empêcher la circulation des titres sans être obligé

« d'en justifier la raison. N'a-t-on pas vu des spéculateurs
« raréfier tout à coup sur le marché certaines valeurs et
« réaliser ensuite des profits scandaleux en employant ce
« moyen facile comme base de leur opération? N'a-t-on pas
« vu des particuliers, voire même des sociétés qui, ne vou-
« lant ou ne pouvant point payer, à l'échéance, une dette
« gagée par un emprunt sur titres, usaient de ce subter-
« fuge afin d'empêcher la réalisation du gage sur lequel
« devait se rembourser le prêteur? Et, surtout, n'a-t-on
« point vu des héritiers soupçonneux frapper d'opposition,
« au hasard, des titres dont ils avaient rencontré les
« numéros dans les papiers de leur auteur, sans avoir mis
« la main sur les valeurs elles-mêmes? ».

Dans ce cas, pour obtenir la mainlevée, le propriétaire légitime des titres devait engager un procès long et coûteux; aussi préférait-il souvent transiger, même lorsque son droit était incontestable.

Pour mettre fin à cette situation, qui donnait lieu à des spéculations scandaleuses et remédier au danger d'oppositions purement vexatoires, les articles 17 et 18 ajoutés par la loi du 8 février 1902 à celle du 15 juin 1872, ont organisé une procédure spéciale de référé permettant aux tiers porteurs d'obtenir très rapidement et à peu de frais la mainlevée de l'opposition.

Maintenant le déboursé et les frais occasionnés par l'instance ne risquent pas de détourner des personnes peu fortunées de demander la mainlevée d'une opposition.

Pour résumer l'article 17, disons que la sommation que le détenteur du titre doit faire à l'opposant a pour but :

1° D'obliger celui-ci à introduire, dans le délai d'un mois, une action en revendication du titre;

2° De l'assigner en mainlevée de l'opposition. Cependant, d'après une ordonnance de référé du président du tribunal civil de la Seine du 9 décembre 1902 (D. P. 1905. 2.469, notes 1 et 2), l'article 17 ne pourrait être invoqué par tous les porteurs de titres.

Celui, dit la décision, qui ne possède des titres au porteur qu'en qualité de créancier gagiste (dans l'espèce, le Mont-de-piété) n'en est pas porteur dans le sens de l'article 17 de la loi du 15 juin 1872 complétée par la loi du 8 février 1902. Par suite, il n'est pas recevable à demander au juge des référés mainlevée de l'opposition dont un prétendu propriétaire dépossédé a frappé le titre au porteur donné en nantissement. Seul, l'emprunteur qui s'est présenté comme propriétaire du titre et l'a engagé en nantissement pourrait invoquer l'article 17 susvisé.

Un avis contraire à cette décision est donné par MM. Lyon-Caen et Renault.

« Cette interprétation rigoureuse ne paraît conforme ni à la jurisprudence, ni à la doctrine antérieure à la loi du 8 février 1902, ni à l'esprit dans lequel cette loi a été conçue.

« On a toujours admis que le créancier gagiste de bonne foi pouvait invoquer la maxime de l'article 2279 pour repousser la revendication dirigée contre lui par le propriétaire de l'objet donné en gage.

« Il y a un lien certain entre les articles du Code civil sur la possession des meubles et les lois de 1872 et de 1902 sur la possession des titres au porteur (art. 14 qui

« renvoie aux art. 2279 et 2280). C'est donc avec le sens « des mots *porteur* ou *possesseur* que les lois précitées doivent être interprétées » (Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, t. II, n° 639).

Il est conforme à l'esprit de la loi du 8 février 1902 de reconnaître au créancier gagiste le droit de se prévaloir de l'article 17 (Rapport de M. Grivart au Sénat, annexe 140, p. 243, 1^{re} colonne).

Jugé que le détenteur comme créancier gagiste des titres au porteur litigieux et la personne qui a donné les titres en nantissement sont tous deux défendeurs nécessaires à la demande du revendiquant (Paris, 7 décembre 1904, D. P. 1905. 2. 470).

ART. 18. — Si, au jour de l'audience fixée pour la comparution en référé, l'opposant ne justifie pas avoir introduit une demande en revendication, le juge des référés devra prononcer la mainlevée immédiate.

Il en sera de même quoique l'opposant ait introduit sa demande en revendication, si le porteur justifie, par un bordereau d'agent de change ou par d'autres actes probants et non suspects, antérieurs à l'opposition, qu'il est propriétaire des valeurs revendiquées depuis une date antérieure à celle de la publication de l'opposition, et si l'opposant n'offre pas le remboursement du prix d'achat dans les conditions prévues par l'article 2280 du Code civil.

Le juge des référés pourra prononcer la mainlevée, même en dehors de toute justification de propriété de la part du

porteur, si l'opposant n'allègue à l'appui de sa demande en revendication aucun fait, ou ne produit aucune pièce de nature à rendre vraisemblable le bien fondé de sa prétention.

Dans tous les cas où la mainlevée sera prononcée, le juge des référés aura le droit de statuer sur les dépens.

Sur la signification de l'ordonnance à l'établissement débiteur et au syndicat, accompagnée d'un certificat de non appel, délivré conformément aux dispositions de l'article 548 du Code de procédure civile, l'établissement débiteur et le syndicat devront considérer l'opposition comme nulle et non avenue.

Ils seront quittes et déchargés, sans pouvoir exiger d'autres pièces ou justifications.

Décision du juge des référés. — Droit de statuer sur les dépens. — Par les deux premiers paragraphes de l'article 18, la loi détermine dans quels cas le juge des référés devra prononcer la mainlevée immédiate :

1° Si l'opposant ne justifie pas avoir introduit une demande en revendication ;

2° Si le porteur justifie, par un bordereau d'agent de change ou par d'autres actes probants et non suspects, antérieurs à l'opposition, qu'il est *propriétaire des valeurs revendiquées* depuis une date antérieure à celle de la publication de l'opposition, et si l'opposant n'offre pas le remboursement du prix d'achat dans les conditions prévues par l'article 2280 du Code civil.

La loi est allée plus loin : elle a conféré au juge de ce référé spécial, au delà des attributions habituelles, le pouvoir de prononcer la mainlevée lorsqu'il le croit juste et nécessaire, même en dehors de toute justification de propriété de la

part du porteur, s'il estime insuffisantes les preuves apportées par l'opposant.

« Dans un tel cas, en effet, rien ne venant ébranler la
« présomption de légitime propriété que le porteur puise
« dans sa possession même, en vertu du principe de l'arti-
« cle 2279 du Code civil, il est rationnel d'admettre que le
« juge puisse, par provision, le réintégrer dans le plein
« exercice des droits attachés au titre » (Rapport de M. Gri-
vart au Sénat).

Enfin, l'article 18 a, de plus, conféré au juge des référés, le droit de statuer sur les dépens toutes les fois qu'il prononcera la mainlevée de l'opposition.

Au sujet de cette disposition particulière concernant les dépens, et pour en justifier l'utilité, le rapporteur, M. Grivart, s'exprimait ainsi :

« On a souvent contesté au juge des référés, par des rai-
« sons puisées dans le caractère spécial de sa juridiction, le
« droit de statuer sur les dépens. Sans nous immiscer dans
« la controverse, nous avons jugé utile de lui conférer ce
« pouvoir par une disposition expresse toutes les fois que,
« saisi en vertu de notre loi, il prononcera la mainlevée
« d'une opposition. Il arrivera, en effet, bien souvent,
« qu'après la mainlevée, l'opposant se gardera de donner
« suite à des prétentions condamnées peut-être sur l'évidence
« du fait, et, dans une semblable occurrence, il serait con-
« traire aux règles d'une bonne justice d'obliger le porteur,
« injustement troublé dans sa possession, à se constituer
« demandeur dans un nouveau procès, pour obtenir le rem-
« boursement des frais exposés dans l'instance en référé.

« Au moyen des décisions rendues dans les conditions

« que nous venons d'exposer, le trouble causé par l'oppo-
« sition non justifiée, la suspension qu'elle entraîne de
« l'exercice des droits au porteur, prendraient aussitôt fin.
« Mais, d'autre part, il n'est pas besoin de dire que par ces
« décisions émanant d'une juridiction qui, à ses divers
« degrés, ne statue qu'à fins provisoires, le litige ne sera pas
« tranché au fond d'une manière définitive. C'est devant les
« juridictions ordinaires, et en suivant la procédure de droit
« commun, qu'il recevra sa solution définitive si l'opposant,
« comme il arrivera assez rarement sans doute, persiste,
« après la mainlevée de l'opposition, à en déférer les causes
« à la justice.

« On ne trouve dans l'article 18 aucune disposition parti-
« culière concernant l'appel des décisions qu'il prévoit, ce
« qui amène à conclure que, pour cet objet, il se réfère
« implicitement aux règles tracées par l'article 809 du Code
« de procédure civile, formant le droit commun pour les
« ordonnances de référé ».

Remarquons que le juge des référés n'est appelé à trancher que la question de l'opposition; sa décision laisse entière la solution du litige au fond.

La décision du juge des référés relative à la mainlevée est susceptible d'appel suivant les règles ordinaires.

Signification et portée de l'ordonnance de mainlevée. —
Les deux derniers paragraphes de l'article 18 contiennent une disposition d'un sérieux intérêt: c'est celle qui établit que, sur le vu de l'ordonnance de mainlevée dûment signifiée à la fois au Syndicat des agents de change et à l'établissement débiteur, et accompagnée d'un certificat de non

appel, l'établissement débiteur et le syndicat devront considérer l'opposition comme nulle et non avenue, se trouvant quittes et déchargés, sans qu'il soit besoin d'autres pièces justificatives.

ART. 19. — Un décret en forme de règlement d'administration publique déterminera :

1° Les formes et les conditions de l'avis à donner en vertu du dernier paragraphe de l'article 11 ;

2° Les formes et les conditions dans lesquelles seront tenus les livres visés par l'article 13 et destinés à l'inscription des titres vendus et livrés par les donneurs d'ordre, ainsi que le contrôle auquel ils seront soumis.

En exécution de cet article , un décret portant règlement d'administration publique a été rendu le 8 mai 1902 (Voir ci-après le texte de ce décret).

DEUXIÈME PARTIE

APERÇU SUR LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Ainsi que nous l'avons signalé dans l'introduction, la protection accordée par la législation des divers États s'applique tantôt au porteur de bonne foi, tantôt au propriétaire dépossédé. La préférence pour l'un ou l'autre est plus ou moins manifeste sans être presque jamais exclusive.

En ce qui concerne tout d'abord les titres au porteur autres que les rentes sur l'État et les billets de banque, il y a lieu de grouper les législations suivant qu'elles favorisent ou non le propriétaire dépossédé.

Dans la première catégorie, la France figure à peu près seule. Elle n'est guère suivie que par (Voir Bézard-Falgas, *op. cit.*) :

La Roumanie, où le propriétaire peut revendiquer même contre un tiers de bonne foi ayant acquis antérieurement à l'opposition ;

Le Luxembourg, où l'opposition, publiée dans le Mémorial n'a même pas besoin d'être continue — ces deux premiers pays admettant, en outre, la fusion des oppositions à paiement et à négociation ;

L'Espagne, où l'opposition doit être confirmée par un jugement dans le délai d'un mois.

Les trois États ci-dessus appliquent, par ailleurs, presque complètement le système de la loi française de 1872.

Le deuxième groupe, comprenant les États où l'intérêt du porteur de bonne foi est jugé plus ou moins exclusivement préférable à celui du propriétaire dépossédé, est de beaucoup le plus considérable.

Nous y trouvons (Voir Bézard-Falgas, *op. cit.*) :

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, qui, tout en refusant en principe au propriétaire dépossédé le droit de revendiquer contre l'acquéreur de bonne foi, admettent néanmoins la responsabilité des banquiers et changeurs ayant négocié un titre au sujet duquel un avis d'opposition a paru depuis moins d'un an dans un indicateur officiel.

Le propriétaire dépossédé peut également obtenir un duplicata de suite s'il peut prouver la destruction du titre ou après avoir provoqué l'annulation par jugement du primata, dans le cas contraire.

Mais l'établissement débiteur peut toujours librement payer les intérêts et même le capital du titre au tiers porteur, aucun texte ne l'obligeant à retenir les titres ou les coupons ;

L'Angleterre et les États-Unis, où le propriétaire dépossédé peut former une opposition efficace entre les mains de l'établissement débiteur, mais où il ne peut revendiquer contre le tiers de bonne foi ayant acquis à titre onéreux ;

La Belgique et la Grèce, qui appliquent en la matière la règle énoncée dans nos articles 2279 et 2280 du Code civil. Pourtant la jurisprudence paraît y admettre, tout au

moins dans le premier de ces deux pays, la possibilité de faire opposition à paiement ;

La Russie, où le propriétaire dépossédé a la faculté de faire annuler le primata de son titre, comme en Allemagne.

Cette procédure d'annulation existe également en Suisse où, d'autre part, la revendication est admise contre le porteur de bonne foi, pendant cinq ans en cas de perte, de vol et d'escroquerie.

La législation ottomane occupe une place à part. D'une part, elle adopte le point de vue juridique français, à savoir que l'aliénation du droit constaté par le titre au porteur peut avoir lieu par simple tradition, mais que toute tradition n'émanant pas du véritable propriétaire ne saurait évidemment avoir pour effet de transmettre la propriété du titre au cessionnaire. Mais, d'autre part, se rapproche de la législation allemande en refusant plus ou moins complètement d'admettre l'opposition du propriétaire dépossédé entre les mains de l'établissement débiteur.

Rentes sur l'État. — Les titres de rentes sur l'État sont, en Espagne et en Luxembourg, assimilés aux titres au porteur quelconques quant à la protection accordée aux propriétaires dépossédés.

En Égypte, le propriétaire dépossédé peut, en justifiant de son droit de propriété devant la Commission de la Dette, faire surseoir au paiement des revenus et rendre les acquisitions postérieures nulles et non avenues à son égard.

En Hollande, le roi peut autoriser le propriétaire dépossédé par perte, vol ou destruction, à réclamer un duplicata si personne ne lui conteste la propriété du titre. Si, au contraire, un propriétaire dépossédé et un porteur de bonne

foi se trouvent en présence, leurs rapports sont régis par des dispositions analogues à celles de nos articles 2279 et 2280 du Code civil.

En Russie, l'opposition est admise mais n'est pas toujours efficace :

Le propriétaire dépossédé peut, sous certaines conditions (déclaration à la Commission impériale d'amortissement, à Saint-Pétersbourg ; autorisation du ministre des Finances, etc.), toucher les intérêts afférents à son titre.

Le capital peut lui être versé soit de suite contre dépôt d'un cautionnement, soit au bout de trente ans. Mais, pendant ce délai, le propriétaire est exposé à se voir dépouillé par un tiers présentateur, du montant du capital ou du cautionnement.

En Danemark et en Norvège, les rentes sur l'État bénéficient d'une sorte de prescription instantanée.

Enfin certains États (Belgique, Italie, Turquie), refusent d'admettre l'opposition.

Droit international. — Titres français négociés à l'étranger. — Titres étrangers négociés en France. — Titres étrangers négociés à l'étranger. — La loi du 15 juin 1872 s'applique-t-elle aux titres au porteur français négociés à l'étranger et aux titres étrangers négociés soit en France, soit à l'étranger?

De l'aperçu que nous venons de donner sur les législations étrangères pour la revendication des titres perdus ou volés, il résulte que la plupart des pays étrangers n'admettent pas la protection donnée par la loi française aux propriétaires dépossédés involontairement de leurs titres ; leur législation subordonne l'intérêt du propriétaire dépossédé à

l'intérêt supérieur qu'il y a à ne pas entraver la libre circulation des valeurs mobilières qui doivent, d'après eux, pouvoir passer de main en main avec la même liberté que des billets de banque ou des espèces métalliques qu'on ne peut revendiquer quand on a été volé.

Il y a lieu toutefois d'examiner les questions posées ci-dessus.

1° TITRES FRANÇAIS NÉGOCIÉS A L'ÉTRANGER.

La loi de 1872 leur est-elle applicable?

Une jurisprudence presque unanime, se fondant principalement sur ce que la loi de 1872 ne fait pas de distinction et a voulu protéger le plus possible les propriétaires déposés, en affirme l'applicabilité (Seine, 6 août 1885, J. *La Loi* du 21 décembre 1885; 4 mars 1907, *Journal du Notariat*, 1907) :

« Attendu », dit le tribunal de la Seine, « que la loi de
« 1872 déclare sans effet vis-à-vis de l'opposant toute négociation postérieure à l'opposition au *Bulletin officiel* ; que
« cette disposition est absolue et ne saurait être limitée aux
« négociations en France sans devenir la plus illusoire des
« protections ».

Mais, contrairement à cette doctrine, la plupart des auteurs estiment qu'en pareil cas la législation du pays où s'opère la négociation doit être suivie et ce, en vertu du principe généralement admis en droit international, d'après lequel les conditions de la transmission des meubles se règlent d'après la loi du pays où cette transmission a lieu.

D'autre part, on fait remarquer que le *Bulletin des*

oppositions ne circulant pas sur tous les marchés étrangers, ou du moins n'y parvenant que très irrégulièrement, il serait excessif de frapper de nullité des négociations faites dans ces pays.

Bien que, dans ce cas, la question d'application de la loi de 1872 soit controversée, nous estimons qu'il est toujours prudent pour le propriétaire dépossédé de former immédiatement opposition. Le litige ne pouvant être tranché que par le tribunal et la jurisprudence aidant, l'opposant peut espérer rentrer en possession de ses titres.

2° TITRES ÉTRANGERS NÉGOCIÉS EN FRANCE.

La jurisprudence et les auteurs sont d'accord pour décider que les dispositions de la loi de 1872 qui régissent l'opposition à négociation sont applicables aux titres étrangers négociés en France.

« Il est bien évident » (font justement remarquer MM. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*) « que des sociétés
« étrangères ne peuvent être contraintes de payer des inté-
« rêts ou des dividendes, de rembourser le capital, de dé-
« livrer un duplicata, sous les conditions fixées par la loi du
« 15 juin 1872, aux obligataires ou aux actionnaires qui pré-
« tendent avoir été dépossédés de leurs titres. Cette loi n'a
« pu obliger à tout cela les sociétés françaises que parce
« qu'elle leur assure leur libération envers les tiers porteurs
« qui se présenteraient par la suite; assurément la loi fran-
« çaise ne peut avoir cette action à l'égard des sociétés étran-
« gères; mais si une opposition à la négociation de titres au
« porteur étrangers est formée au Syndicat des agents de

« change de Paris, les négociations postérieures à l'insertion
« au *Bulletin* des numéros des titres sont-elles non venues
« à l'égard de l'opposant, comme s'il s'agissait de titres fran-
« çais? Avec la jurisprudence (Cass. 13 février 1884, D.
« P. 1884. 1. 265) nous admettons l'affirmative. Il n'y a pas
« de lien nécessaire entre les deux ordres de dispositions de
« la loi de 1872, si bien qu'on comprend qu'une opposition
« à négociation soit faite sans opposition à paiement. La loi
« de 1872, en tant qu'elle prévient les négociations faites au
« préjudice du porteur dépossédé, est une loi de police et de
« sûreté qui doit s'appliquer aux négociations de tous titres
« au porteur faites sur le territoire national, qu'ils soient
« nationaux ou étrangers ».

L'opinion quasi unanime des tribunaux français est que la loi de 1872 doit s'appliquer aussi souvent que l'on ne sera pas arrêté par l'extraterritorialité. La loi française doit être appliquée par les juges français aux titres étrangers « dans tous les cas où cette application peut être utile et efficace ».

En conséquence, le propriétaire dépossédé de valeurs étrangères et qui a formé opposition au Syndicat des agents de change, conformément à la loi de 1872, a le droit de revendiquer ses titres en vertu de l'article 12, § 1, lorsque leur négociation est postérieure à la publication de l'opposition, sans que l'acheteur puisse se prévaloir contre lui de la règle « En fait de meubles, possession vaut titre » (art. 2279, § 1, C. civ.).

Il a été jugé que l'étranger qui négocie en France des valeurs au porteur malgré l'opposition qui les frappe, ne peut obtenir mainlevée de cette opposition, même s'il a

acheté ces valeurs dans un pays étranger (Paris, 14 décembre 1883, D. P. 1884. 2. 131 ; Seine, 10 janvier 1893, *Gazette des Tribunaux*, 18 avril 1893), et que l'opposition à négociation régulièrement publiée au *Bulletin officiel* atteint même les valeurs étrangères dont la négociation aurait été faite en pays étranger si elles ont été livrées et reçues en France, le lieu d'une transmission *a non domino*, de valeurs au porteur étant, vis-à-vis du véritable propriétaire, celui non de la négociation mais de la tradition (Paris, 21 août 1882, D. P. 1884. 1. 265).

Toutefois, les tribunaux, comme les auteurs, reconnaissent que certaines dispositions de la loi de 1872 ne peuvent être appliquées aux valeurs étrangères négociées en France : ce sont celles qui réglementent l'opposition à paiement, attendu qu'il n'y a aucun moyen d'assurer l'exécution de la loi française dans un pays étranger.

Il a été jugé, en effet, qu'il est impossible d'obliger, conformément à l'article 10 de la loi de 1872, une société étrangère à retenir les titres frappés d'une opposition si celle-ci n'est pas admise par le pays auquel appartient l'établissement débiteur (Trib. Seine, 3 juin 1890, *Gazette du Palais*, 1890.2.20).

Notons cependant qu'il existe des valeurs étrangères auxquelles les établissements débiteurs étrangers appliquent la loi de 1872 et pour lesquelles ils délivrent même des duplicata. Telles sont les obligations des chemins de fer de Madrid à Saragosse et de Cordoue à Séville et les actions de la Vieille-Montagne (Voir rapport de MM. Lebel et Simon au Congrès international des valeurs mobilières sur la perte des titres au porteur et leur restitution, p. 11).

Cependant le tribunal de la Seine a cru devoir appliquer les dispositions de l'article 10 lorsque la société étrangère a un représentant en France :

« Décidé que l'obligation imposée par l'article 10 à l'établissement débiteur, aux mains duquel des titres au porteur ont été frappés de l'opposition à paiement, d'avertir l'opposant de la présentation de ces titres par un tiers porteur, s'applique aux valeurs étrangères dont le service est assuré en France par un représentant de l'établissement situé en pays étranger, lorsque c'est ce représentant qui a reçu l'opposition, encore que la loi étrangère n'admette pas la même faculté d'opposition » (Trib. Seine, 20 mars 1894, D. P. 1895. 2. 81).

« En conséquence, si ce défaut d'avertissement a mis obstacle à la revendication par l'opposant et ne lui a pas permis de bénéficier d'une opération de conversion à l'étranger, en l'absence de laquelle ces titres ont été frappés de déchéance, l'établissement qui les a émis doit être considéré comme responsable de la faute imputable au représentant qu'il a accrédité en France et du préjudice qui en est résulté pour l'opposant » (Même jugement).

La décision précitée implique que le représentant en France de l'établissement étranger eût pu se borner à donner avis à l'opposant de la présentation des titres, afin d'en rendre possible une revendication immédiate et que, dans le silence de la loi étrangère, il n'aurait pas eu le droit de les retenir.

Mais il n'y a pas de raison, écrit l'annotateur de l'arrêt (M. J. Valéry, professeur à la Faculté de droit de Montpellier), pour limiter l'application de la loi de 1872 aux valeurs

françaises, alors surtout que la législation antérieure qui résultait principalement des articles 2279 et 2280 régissait sans conteste tous les titres au porteur qui se trouvaient en France.

Les titres au porteur qui se trouvent en France sont donc indistinctement régis par la loi française, c'est-à-dire par la loi de 1872.

L'opposition formée en vertu de la loi de 1872 n'est pas autre chose qu'une saisie conservatoire ; or les lois de procédure et en particulier celles qui ont trait aux voies d'exécution, sont essentiellement territoriales, elles régissent d'une manière absolue, toutes les personnes et toutes les choses qui se trouvent sur le territoire (D. P. 1895. 2. 81, note 1-4).

La loi de 1872 est également applicable aux fonds d'État étrangers. L'article 16, qui déclare cette loi inapplicable aux rentes et titres au porteur émis par l'État ne concerne que le cas où l'émission émane de l'État français : les rentes et titres au porteur émis par un État étranger sont donc assujettis à la loi de 1872 comme toutes les autres valeurs étrangères.

Comme l'a décidé la Chambre des requêtes : « En exceptant des dispositions de la loi les rentes sur l'État, le législateur n'a entendu parler que des rentes sur l'État français et les motifs qui ont déterminé cette exception ne peuvent s'appliquer aux rentes étrangères, lesquelles restent, dès lors, sous l'empire et l'application de ladite loi ». (Chambre des requêtes de la Cour de Cassation, 13 février 1884, D. P. 1884. 1. 265).

En résumé, toutes les valeurs étrangères sont soumises en France à la loi de 1872, sans distinguer si elles ont été ou

non déclarées insaisissables par la loi du pays où elles ont été émises (Wahl, *op. cit.*; Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*).

De même, il importe peu que ces valeurs soient ou non admises en France à la cote officielle de la Bourse. C'est une opinion unanimement admise en ce qui concerne les valeurs françaises, pour lesquelles la loi de 1872 ne fait aucune distinction.

En conséquence, l'opposition à négociation de titres étrangers notifiée au Syndicat des agents de change, produit les mêmes effets que s'il s'agissait de titres français (Trib. Seine, 15 juillet 1885, J. *La Loi* du 19 septembre 1885; Trib. Lyon, 19 novembre 1902, *Gazette du Palais*, 1902. 2. 685).

Il va sans dire que l'agent de change est tenu également de retenir les titres étrangers frappés d'opposition. Il en est de même pour le représentant en France d'un établissement étranger si l'opposition lui a été signifiée (Voir l'art. 10 [développements] et la dissertation de M. J. Valéry sous arrêt du 20 mars 1894, D. P. 1895. 2. 81, note 1-4).

3° TITRES ÉTRANGERS NÉGOCIÉS A L'ÉTRANGER.

Pour des motifs identiques à ceux invoqués en faveur de l'application de la loi de 1872 aux valeurs étrangères négociées en France les tribunaux, sauf le cas d'impossibilité évidente, appliquent aussi notre loi quand la négociation de ces valeurs a été opérée à l'étranger.

Mais la doctrine opposée, qui repousse l'application de la loi de 1872 aux titres français négociés à l'étranger, critique

encore davantage son application aux titres étrangers négociés à l'étranger.

Il y a donc en pareil cas incertitude, pour ne pas dire impossibilité pour le propriétaire de valeurs étrangères de pouvoir se faire restituer les titres dont il aura été dépossédé involontairement et il est très regrettable, comme le dit M. Bézard-Falgas (*op. cit.*), qu'on n'ait pu, en cette matière, aboutir à une législation uniforme et internationale.

Des efforts ont pourtant été tentés dans ce but à plusieurs reprises, notamment au Congrès international des valeurs mobilières tenu à Paris en 1900. Le Congrès émettait le vœu qu'une entente internationale intervînt pour assurer d'après des règles uniformes, la protection des propriétaires déposés de leurs titres et chargeait son bureau de poursuivre la réalisation de ce vœu.

On demandait aussi la création d'un bureau international à organiser, d'accord entre toutes les puissances, pour juger les difficultés soulevées par les oppositions faites dans le pays d'origine d'une valeur, sur des titres négociés hors de ce pays.

M. Lyon-Caen, puis MM. Lebel et Simon, préconisaient la création d'un *Bulletin international des oppositions*, destiné à fournir des indications utiles aux acquéreurs ou intermédiaires et également aux juges chargés d'apprécier la bonne ou la mauvaise foi des porteurs.

Un autre membre du Congrès, M. Jaham-Desrivaux, proposait qu'on fit du recel des titres non un cas de complicité du vol, « mais un délit principal, afin que les recéleurs « ne puissent échapper à l'impunité quand le délit principal, « (vol, escroquerie, etc.), ne serait pas réprimé par la juri-

« diction du pays où sont constatés les faits de recel ».
« Ainsi », ajoutait-il, « on ne verrait plus, des deux côtés de
« la frontière, une double armée de recéleurs étrangers offrant
« leurs services, ceux du dehors à tous les voleurs de l'in-
« térieur, ceux de l'intérieur à tous les voleurs du dehors ».

Pour compléter ces mesures, M. Ruinat de Gournier demandait que les principaux États se missent d'accord pour adopter un système de formalités permettant le remplacement des titres perdus ou volés et pour décréter l'extradition des voleurs de titres (Bézard-Falgas, *op. cit.*).

L'Institut de droit international réuni à Gand s'est occupé, dans sa séance du 20 septembre 1906 des conflits de lois relatifs à la dépossession de titres au porteur.

Le rapporteur, M. Lyon-Caen, résuma les solutions proposées pour la résolution des conflits :

« Quatre systèmes sont en présence :

« a) Le système de la Commission ou système de la loi
« du pays de la négociation ;

« b) Le système de M. Asser ou de la loi du pays du lieu
« de la situation ;

« c) Le système de M. A. Rolin ou de la loi du domicile
« du défendeur ;

« d) Le système de MM. Darras, Dupuis et Thaller, ou
« de la loi du pays d'origine du titre » (*Annuaire de l'Insti-
tut de droit international*, 21^e volume, p. 415).

Après discussion, l'article 1^{er} ci-après reproduit, concernant les rapports du propriétaire dépossédé avec l'établissement débiteur, a été adopté à l'unanimité :

« L'Institut de droit international recommande aux États
« l'adoption des règles suivantes pour la solution des conflits

« de lois en matière de dépossession involontaire (perte, vol, etc.), des titres au porteur :

« 1° La loi du pays débiteur (État, province, société, etc.), doit être appliquée pour déterminer à quelles conditions le propriétaire dépossédé d'un titre au porteur peut se faire payer les intérêts, arrérages et dividendes, toucher le capital devenu exigible, obtenir un duplicata du titre dont le propriétaire est privé. Il n'y a pas lieu de tenir compte de la loi du pays où se produit la disparition ».

« Dans sa séance du 21 septembre, a été examinée la question de la revendication par le propriétaire dépossédé.

« A ce propos, M. Lâiné déclara que, selon lui, il n'y a pas une profonde différence entre le système français et le système allemand. Le système français n'est qu'un amendement au système allemand. Tous deux admettent libre circulation; mais, en Allemagne, ce principe est absolu; en France, il est tempéré par des considérations de justice et de moralité. Des circonstances nombreuses peuvent faire que la loi de 1872 ne soit pas observée. Alors le titre au porteur est d'une circulation aussi absolue qu'en Allemagne » (*Annuaire de l'Institut de droit international*, 21^e volume, page 438).

L'Institut adopta sur la question de la revendication le texte suivant :

« 2° Les titres au porteur, à quelque pays que se rattache le débiteur qui les a émis, ne peuvent pas être revendiqués par le propriétaire dépossédé dès l'instant qu'ils ont été l'objet d'une négociation dans un pays où la revendication des titres au porteur est exclue, alors même que, soit

« au moment de la disparition, soit au moment de l'exercice
« de l'action en revendication, ils se trouveraient dans un
« pays où la revendication des titres au porteur est admise ».

« Les titres au porteur peuvent, au contraire, être revendi-
« qués par le propriétaire dépossédé quand ils ont été l'objet
« d'une négociation dans un pays où la revendication est
« admise, alors même qu'ils se trouveraient, au moment de
« cette revendication, dans un pays où elle est exclue, tant
« qu'ils n'ont pas été l'objet d'une acquisition régulière »
(*Op. cit.*, p. 40 et 41).

Comme on le voit, les règles proposées par l'Institut de droit international sont d'accord avec la doctrine soutenue par la majorité des auteurs; elles n'admettent donc pas la jurisprudence suivie en ce qui concerne les titres français ou étrangers négociés à l'étranger.

L'Institut de droit international émit enfin le vœu :

« 1° Que l'admission à la cote des titres étrangers ne soit
« prononcée dans les divers pays qu'après que les inté-
« ressés ont fait connaître à l'autorité compétente, pour pro-
« noncer cette admission, les mesures légales admises pour
« protéger les propriétaires de titres au porteur contre la
« dépossession involontaire de ces titres ;

« Qu'après que l'admission prononcée, les dispositions
« légales relatives à cette matière soient publiées ;

« 2° Que des règles uniformes, tendant à concilier les in-
« térêts des propriétaires dépossédés et ceux des porteurs
« de bonne foi, soient établies par des conventions interna-
« tionales ou par des lois des divers pays ».

Plus récemment, dans une séance tenue le 5 janvier 1909 par la Société d'Économie politique de Paris, M. Vidal a

émis le vœu qu'une conférence internationale ayant pour objet l'unification des législations sur les titres au porteur se réunisse.

Cette conférence pourrait aboutir à l'organisation d'un office international qui recevrait les oppositions des porteurs dépossédés et les publierait dans un *Bulletin international des oppositions*.

M. Lyon-Gaen a insisté sur les difficultés auxquelles se heurterait le projet — que M. Neymarck croit réalisable et qui, pense-t-il, s'impose aujourd'hui.

En tout cas, on doit penser, avec M. Vidal que la question des effets du vol ou de la perte des titres au porteur ne ressortit pas uniquement à l'objet des études des juristes. Liée comme elle l'est à la question du crédit public, elle doit surtout attendre sa solution des travaux des économistes.

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSIONS

Il faut reconnaître que la loi de 1872 rend de grands services aux propriétaires dépossédés de leurs titres au porteur. Ses effets, qui ont été très clairement résumés par MM. Lyon-Caen et Renault (t. II, n° 652), sont les suivants :

- « 1° A partir de l'opposition, tout paiement fait au porteur des titres est inefficace à l'égard de l'opposant ;
- « 2° L'opposition permet à l'opposant d'exercer, moyennant certaines conditions, les droits attachés aux titres ;
- « 3° Elle le met à même d'obtenir un duplicata ;
- « 4° Elle rend impossible toute négociation régulière des titres qu'elle vise ;
- « 5° Elle procure, enfin, à l'opposant le moyen de recouvrer ses titres ».

Cette loi peut soutenir avantageusement la comparaison avec les législations étrangères. Tandis que la plupart de celles-ci font passer, en principe, l'intérêt du porteur du titre avant celui du propriétaire dépossédé, on peut dire que la loi de 1872, surtout après les modifications apportées à son texte par la loi de 1902, concilie justement les intérêts

opposés en protégeant aussi bien le tiers porteur que le propriétaire dépossédé.

Cependant, cela dit, nous pouvons nous permettre d'appeler l'attention sur quelques modifications qui paraissent nécessaires à une meilleure application de la loi :

L'article 2, en donnant le droit de former opposition sur un titre, sans obliger l'opposant à faire la preuve de son droit de propriété, entraîne de graves inconvénients. En effet, cette facilité peut occasionner des abus et donner naissance à des oppositions faites à tort et même de mauvaise foi.

Il est vrai que l'article 17 donne le moyen au propriétaire légitime du titre d'obtenir rapidement mainlevée de l'opposition, mais il nous semble qu'il serait préférable d'empêcher tout d'abord que les oppositions de cette nature ne pussent être formées, et elles seraient certainement évitées si l'article 2 prescrivait *formellement que le propriétaire dépossédé doit, avant tout, dans son acte d'opposition, justifier de son droit de propriété*.

D'autre part, et malgré la modification apportée par la loi de 1902 au texte de l'article 3, certains établissements débiteurs persistent à considérer la présentation de coupons d'un titre frappé d'opposition comme une contradiction à l'opposition, alors même que le porteur n'élève aucune protestation contre la retenue du coupon et ne manifeste aucune prétention à la propriété du titre.

Pour faire cesser cette controverse dans l'interprétation des mots *formellement contredite*, nous estimons qu'il serait nécessaire de compléter l'article 3, conformément au vœu que formulait M. Poyet, au Congrès international des valeurs

mobilières de 1900, et qui consistait dans l'addition d'un paragraphe édictant que « le présentateur de coupons qui « n'aurait pas dénoncé par huissier, dans le délai d'un mois, « à l'établissement débiteur, son assignation à l'opposant en « reconnaissance de son droit de propriété serait, par le fait « même, considéré comme ne prétendant pas à ce droit » (Voir les développements de l'art. 3, De la contradiction).

Le but de la loi de 1902, qui a été d'obliger le tiers porteur à prendre l'offensive vis-à-vis de l'opposant par une revendication, serait ainsi réalisé.

Pour la délivrance du duplicata, nous avons vu que la loi (art. 15, § 5) fixe un minimum de dix ans à la durée de la publication dans le *Bulletin*, du numéro du titre primitif frappé de déchéance et lui assigne comme limite l'année d'échéance du dernier coupon attaché au titre.

La seconde disposition nous paraît un peu excessive. En effet, si certains établissements débiteurs, comme la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon, du Midi, celle du canal de Suez, etc., ne délivrent des feuilles de renouvellement de coupons que pour 25 à 30 ans, il existe toutefois des titres, comme ceux de la Compagnie d'Orléans, dont le dernier coupon est à une échéance fort éloignée, et notamment des obligations du Crédit foncier qui sont munies de coupons pour jusqu'en 1967.

Nous pensons qu'un maximum de trente ans de publication de la déchéance du titre primitif serait bien suffisant, d'autant que, dans cet intervalle, le titre peut se trouver, de droit, frappé de déchéance par suite d'amortissement.

En ce qui concerne les valeurs étrangères qui circulent en France, il est bien évident que la protection des proprié-

taires qui en sont dépossédés, n'est pas complètement assurée.

Les vœux et propositions des Congrès, tendant à une entente internationale pour régler, par une législation uniforme, le droit de revendication des titres perdus ou volés, n'ont pas encore abouti. On peut d'autant plus le regretter que l'épargne française, au lieu de rechercher moins les placements fructueux que les placements sûrs, manifeste de plus en plus ses préférences pour les valeurs étrangères dont le seul et unique attrait est de rapporter des intérêts plus élevés que ceux des valeurs françaises.

D'après une statistique établie en 1907, les placements de l'épargne française en valeurs étrangères étaient évalués à environ 35 milliards de francs (1), soit le tiers de la fortune mobilière de la France, qu'on évalue à près de 110 milliards.

La France est cependant bien placée et le mieux en situation pour provoquer l'entente internationale préconisée. On sait que sa puissance d'épargne incomparable et l'abondance de ses capitaux ont fait d'elle le banquier de l'univers; c'est toujours à son épargne que les États étrangers et les sociétés industrielles viennent faire appel pour l'émission de leurs emprunts.

(1) Dans un article publié en 1907, M. Neymarek estimait à 90 ou 95 milliards la fortune mobilière de la France, dont 60 à 65 milliards de titres français et 30 de valeurs étrangères, ce qui porterait à environ 30 0/0 la proportion de valeurs étrangères dans la composition du portefeuille français. Le 8 février 1907, M. Caillaux, ministre des Finances, donnait les chiffres respectifs de 100 à 110 milliards pour la totalité du portefeuille, de 60 à 70 milliards pour les valeurs françaises et de 30 à 35 milliards pour les valeurs étrangères, chiffres qu'il estimait au-dessous de la vérité.

Dans des conditions aussi favorables, pourquoi le Gouvernement français, avant d'accorder l'autorisation d'émission, n'exigerait-il pas des emprunteurs l'engagement que les nouveaux titres à mettre en circulation pourront, en cas de perte ou de vol, être revendiqués par leurs propriétaires suivant les dispositions de la loi française sur les titres au porteur?

D'un autre côté, les agents de change étant maîtres de leur cote, pourraient également, avant d'y admettre des valeurs étrangères, exiger le même engagement de la part des établissements débiteurs étrangers.

Et les grandes banques françaises qui, de leur propre autorité, concluent les emprunts étrangers et en écoulent les titres à leurs guichets, devraient également imposer cet engagement à leurs commettants.

Ce serait un acheminement vers l'entente internationale de laquelle sortirait enfin, il faut l'espérer, une législation uniforme pour la revendication des titres volés ou perdus si facilement négociables dans certains pays étrangers.

Avec une législation internationale, on obtiendrait, en outre, un autre résultat : celui de mettre fin à l'industrie du vol et du recel des titres au porteur.

Rappelons que certains établissements débiteurs étrangers appliquent déjà la loi de 1872; il n'y a donc pas de raison pour que d'autres refusent de les imiter.

Si la condition imposée n'était pas acceptée par les États et établissements étrangers sollicitateurs, l'autorisation de venir puiser dans le « bas de laine » français devrait leur être purement et simplement refusée.

Ce serait, du reste, l'occasion de mettre un frein à l'exode des capitaux français vers l'étranger et de conserver les res-

sources nécessaires à la vitalité et au développement de l'industrie et du commerce français.

Vu : *Le Président de la Thèse,*

Le 4 novembre 1910.

TRUCHY.

Vu : *Le Doyen,*
CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD.

APPENDICE

I

Formalités à remplir, pour la sauvegarde de leurs droits, par les propriétaires de titres au porteur qui ont été dépossédés accidentellement (Loi du 15 juin 1872 modifiée et complétée par celle du 8 février 1902).

A

FORMATION DES OPPOSITIONS.

(Art. 2 et 11 de la loi).

Le propriétaire dépossédé devra, dans le plus court délai possible, faire signifier, par exploit d'huissier, une opposition :

1° Au Syndicat des agents de change de Paris, avec réquisition de publication au *Bulletin officiel des oppositions*, des numéros en lettres et en chiffres (art. 1^{er} du décret du 10 avril 1873) des titres perdus, et à charge de paiement des frais de cette publicité;

2° A l'établissement débiteur.

En cas de simple dépossession de coupons détachés du titre, il suffira de faire signifier une opposition à l'établissement débiteur.

B

AUTORISATION JUDICIAIRE DE PAIEMENT.

(Art. 3 et 7 de la loi).

Lorsqu'il se sera écoulé une année depuis la date de l'opposition, l'intéressé réclamera à l'établissement débiteur, en joignant à la lettre soit une feuille de papier timbré à 0 fr. 60, soit le montant du

coût de cette feuille, un certificat de non-contradiction à l'opposition par un tiers porteur du titre disparu ou de coupons détachés de ce titre.

Il fera présenter, par ministère d'avoué, au président du tribunal civil du lieu de son domicile (ou, s'il habite hors de France, au président du tribunal civil du siège de l'établissement débiteur), une requête accompagnée du certificat susmentionné à l'effet d'être autorisé à toucher les intérêts échus et à échoir des titres disparus, et même le capital en cas d'exigibilité.

En cas de présentation, soit de coupons du titre frappé d'opposition, soit du titre lui-même, l'établissement débiteur délivrera à l'intéressé un certificat spécial constatant ces présentations, lesquelles devront être expressément visées tant dans la requête présentée au président, que dans l'ordonnance, si ce magistrat, estimant qu'elles ne constituent pas une contradiction formelle, accorde l'autorisation de paiement.

Si le président refuse de délivrer l'autorisation demandée, l'intéressé a le droit de saisir, par voie de requête, le tribunal civil du lieu de son domicile, ou, s'il habite hors de France, le tribunal civil du siège de l'établissement débiteur.

C

PAIEMENT DES INTÉRÊTS.

(Art. 4, 8 et 10 de la loi).

§ 1^{er}. — *Perte du titre muni de ses coupons.*

(Art. 4 de la loi).

Notifier à l'établissement débiteur l'ordonnance ou l'expédition du jugement du tribunal et y joindre une demande en paiement des sommes échues ou à échoir.

Le paiement des intérêts devant être subordonné, sauf expiration des délais de garantie impartis par la loi, à la constitution d'un cautionnement soit en numéraire, soit en titres au porteur intégralement libérés (rentes sur l'État ou obligations de chemins de fer, Ville de Paris, etc.), d'une importance égale au montant net des coupons échus au jour de l'ordonnance, augmenté du montant brut de ceux

à échoir pendant deux années, faire connaître, dans la demande en paiement, si l'on est en mesure de constituer ce cautionnement.

Les coupons des titres fournis en cautionnement sont acquis au déposant. Si l'on n'est pas disposé à fournir un cautionnement, demander le versement à la Caisse des dépôts et consignations des intérêts échus et à échoir pour y demeurer pendant le laps de temps précédemment indiqué.

Si rien ne s'y oppose, un certificat ou bordereau établi sur timbre et destiné à assurer l'exécution de l'ordonnance produite, sera délivré au bénéficiaire de l'ordonnance ou du jugement pour lui tenir lieu du titre perdu jusqu'au jour où il sera en mesure d'en réclamer un duplicata.

L'intéressé devra adresser à l'établissement débiteur la somme nécessaire à l'acquittement du prix des feuilles de timbre à employer.

Le retrait du cautionnement ou des sommes consignées pourra être réclaté par le bénéficiaire de l'ordonnance après un délai de deux années, à compter de la date de l'ordonnance ou du jugement si, dans l'intervalle, l'opposition n'a pas été contredite (Voir, en cas de contradiction, § 3, art. 10 de la loi).

Quant aux intérêts échus postérieurement aux délais de garantie, ils seront touchés par le titulaire du certificat sur présentation de cet acte qui lui tient lieu de titre.

§ 2. — *Perte des coupons seuls détachés du titre.*

(Art. 8 de la loi).

Le porteur dépossédé de coupons qui auraient été détachés d'un titre non adiré, devra former opposition à l'établissement débiteur.

Après un délai de trois années, à compter tant de la date de l'exploit d'opposition que de l'échéance des coupons, il pourra réclamer à l'établissement débiteur le paiement de ceux-ci, sans qu'il soit nécessaire de produire une ordonnance du président ni de fournir caution ou nantissement, mais à la condition que, dans cet intervalle, l'opposition n'aura pas été contredite.

§ 3. — *Contradiction à l'opposition du bénéficiaire d'une ordonnance ou d'un jugement.*

(Art. 10 de la loi).

Si, avant que l'établissement débiteur fût entièrement libéré au regard de titres frappés d'opposition, il se produisait une tierce présentation, les effets de l'opposition et des actes subséquents, resteraient suspendus jusqu'à ce que la justice eût prononcé entre l'opposant et le tiers porteur.

D

PAIEMENT DU CAPITAL.

(Art. 5 de la loi).

Si le capital d'un titre adiré est ou devient exigible et que l'ordonnance en ait autorisé le remboursement, le paiement en sera demandé à l'établissement débiteur et sera effectué par lui, s'il y a lieu, en la même forme et sous les mêmes conditions que le paiement des intérêts, avec cette différence que le cautionnement fourni à l'établissement débiteur pour une valeur égale à celle du capital de remboursement ou le dépôt de celui-ci à la Caisse des dépôts et consignations, ne seront déchargés qu'à l'expiration d'un délai de dix ans depuis la date de l'exigibilité et de cinq ans au moins depuis celle de l'ordonnance, sans que, pendant ce délai, l'opposition ait été formellement contredite.

S'il y a eu dépôt, l'intéressé aura à se pourvoir auprès de l'établissement débiteur, d'un certificat de non contradiction à son opposition pour pouvoir procéder au retrait des sommes déposées à son nom à la Caisse des dépôts et consignations.

E

DÉLIVRANCE D'UN DUPLICATA DU TITRE PERDU.

(Art. 15 de la loi).

Un duplicata du titre perdu pourra être délivré à l'opposant, à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date de l'ordon-

nance ou du jugement autorisant le paiement des intérêts et le remboursement du capital en cas d'exigibilité, et sous la condition que, pendant cet intervalle, l'opposition n'aura pas été formellement contredite; que le numéro du titre perdu aura été inséré sans interruption pendant le même laps de temps au *Bulletin officiel des oppositions* publié par la Chambre syndicale des agents de change de Paris et, enfin, que l'intéressé aura acquitté les frais nécessaires pour assurer la seconde publication légale, consécutive, dite de déchéance, pour le nombre d'années représenté par la feuille de coupons attachée au titre, sans que cette seconde publication puisse, en aucun cas, être limitée à une durée inférieure à dix ans.

II

Texte des articles 2279 et 2280 du Code civil.

ART. 2279. — En fait de meubles, la possession vaut titre. Néanmoins, celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve, sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient.

ART. 2280. — Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

(Ainsi modifié, loi du 11 juillet 1892) : le bailleur qui revendique, en vertu de l'article 2102, les meubles déplacés sans son consentement et qui ont été achetés dans les mêmes conditions, doit également rembourser à l'acheteur le prix qu'ils lui ont coûté.

DÉCRET DU 10 AVRIL 1873

portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 11 et 13 de la loi du 15 juin 1872, relative aux titres au porteur.

ART. 1^{er}. — L'exploit signifié au Syndicat des agents de change de Paris, en exécution de l'article 11 de la loi du 15 juin 1872, mentionnera en toutes lettres et en chiffres les numéros des titres dont la publication sera requise.

ART. 2. — Le recueil quotidien que publiera la Compagnie des agents de change de Paris, conformément au même article de loi, portera pour titre : *Bulletin officiel des oppositions sur les titres au porteur, publié par le Syndicat des agents de change de Paris.*

ART. 3. — Le prix de l'insertion sera de 50 centimes par numéro de valeur et par an. En cas de mainlevée de l'opposition avant l'échéance de l'année le prix payé restera acquis au syndicat.

ART. 4. — Le *Bulletin* publiera les oppositions par catégories de valeurs. — Tous les numéros d'une même valeur seront inscrits à la suite les uns des autres par ordre augmentatif et en chiffres.

ART. 5. — Il ne pourra être inséré dans le *Bulletin* ni annonce, ni réclame, ni article quelconque.

ART. 6. — Les parties intéressées ne pourront faire cesser la publication des numéros frappés d'opposition qu'en justifiant de la mainlevée de l'opposition dans l'une des trois formes suivantes : 1^o par acte notarié ; 2^o par la remise de l'original de l'opposition ou de sa notification au syndicat, avec mention de la mainlevée, ladite mention légalisée soit par un agent de change près de la Bourse de Paris, soit par le président du tribunal civil, par le préfet ou le juge de paix du domicile de l'opposant ; 3^o par la signification d'une décision judiciaire devenue définitive. — Néanmoins, lorsqu'il s'agira d'une mainlevée partielle, l'opposant pourra arrêter la publication partielle de son opposition par un simple acte extrajudiciaire, mais à la condition de représenter au syndicat l'original de l'opposition à restreindre ou de sa notification et d'inscrire sur ledit original, qui continuera de rester en ses mains, mention de la mainlevée partielle par lui consentie.

ART. 7. — Le prix de l'abonnement au *Bulletin* ne pourra pas dépasser 70 francs par an ; le prix du numéro ne pourra pas dépasser

50 centimes. — Ces deux maxima sont fixés pour toute la France continentale, les droits de poste compris. Pour les colonies et l'étranger, les droits de poste seront perçus en sus.

ART. 8. — Le syndicat sera tenu de donner à tout requérant, communication gratuite, sans déplacement, des numéros du *Bulletin* dont le tirage sera épuisé.

ART. 9. — L'opposant et les tiers porteurs successifs du titre frappé d'opposition ou leurs ayants cause pourront obtenir du syndicat une copie certifiée ou un extrait des actes d'opposition ou de mainlevée les intéressant, moyennant un droit de 1 franc en sus du timbre.

ART. 10. — Toute personne pourra obtenir, moyennant un droit de 50 centimes, l'indication du nom et du domicile de l'opposant, ainsi que la date de l'opposition.

ART. 11. — Le taux de la rémunération allouée aux agents de change pour mentionner sur les bordereaux d'achat les numéros livrés est fixé à cinq centimes par titre.

ART. 12. — Les prix et tarifs fixés par le présent règlement seront révisés, s'il y a lieu, après la première année de leur mise à exécution.

DÉCRET DU 8 MAI 1902

portant règlement d'administration publique, pour l'exécution de l'article 15, § 5 de la loi du 15 juin 1872, modifiée par la loi du 8 février 1902, sur les titres au porteur.

ART. 1^{er}. — Le coût de la publication supplémentaire après l'expiration de la deuxième période de dix ans prévue à l'article 15, § 5 de la loi susvisée, pour les titres frappés de déchéance, est de 25 centimes par numéro de valeur et par an.

DÉCRET DU 8 MAI 1902

portant règlement d'administration publique, pour l'exécution de l'article 19 de la loi du 15 juin 1872, modifiée par la loi du 8 février 1902, sur les titres au porteur.

ART. 1^{er}. — L'avis notifié par le Syndicat des agents de change de Paris à l'établissement débiteur conformément au paragraphe 4 de

l'article 11 de la loi du 15 juin 1872, modifiée par celle du 8 février 1902, est extrait d'un registre à souche et contient les énonciations ci-après : 1° date de l'exploit d'opposition et indication des noms de l'huissier et de l'opposant; 2° date de l'échéance de la publication non renouvelée; 3° date de la radiation au *Bulletin*; 4° désignation, par nature et par numéro des titres radiés. — Ces énonciations figurent également sur la souche. — L'avis mentionne que, conformément au paragraphe 4 de l'article 11 précité, la notification à l'établissement débiteur lui tient lieu de mainlevée pour tous paiements de coupons, remboursement de capital, conversions, transferts, etc..., et lui donne pleine et entière décharge, à condition que les numéros signalés comme rayés du *Bulletin* concordent bien avec ceux inscrits sur les registres de la compagnie comme frappés d'opposition. — L'avis, daté du jour de sa délivrance et signé, est envoyé par lettre recommandée.

ART. 2. — Les livres tenus par les agents de change, conformément aux prescriptions de l'article 13 de la loi susvisée, sont cotés et paraphés par le président du tribunal de commerce ou par le juge qui le remplace; ils doivent contenir dans des colonnes distinctes :

Les noms des donneurs d'ordre vendeurs; la nature des titres vendus et leurs numéros, qui sont inscrits les uns à la suite des autres, sans aucun blanc ni interligne; la date de la livraison par le vendeur et celle de la vente. — Ils sont arrêtés chaque jour, de manière à ne laisser subsister aucun blanc ni interligne, par l'agent de change ou l'un de ses fondés de pouvoir, accrédité auprès de la Chambre syndicale des agents de change et agréé spécialement par elle à cet effet. — Ces livres seront soumis au contrôle permanent de la Chambre syndicale des agents de change.

BIBLIOGRAPHIE

Journal officiel du 13 août 1871. — Annexe n° 429. Exposé des motifs de la loi relative aux titres au porteur.

Journal officiel des 19 et 22 mai 1872. — Annexe n° 1124. Rapport de M. Grivart à l'Assemblée nationale.

Journal officiel du 16 juin 1872. — Discussion, adoption de la loi relative aux titres au porteur (15 juin 1872).

Journal officiel du 3 février 1901. — Sénat, annexe n° 421 (p. 846). Exposé des modifications à apporter à la loi du 15 juin 1872 sur les titres au porteur. Projet de loi.

Journal officiel du 30 juillet 1901. — Sénat, annexe n° 140 (p. 241). Rapport de M. le sénateur Grivart.

Journal officiel du 5 janvier 1902. — Chambre des députés, annexe 2794 (p. 178). Rapport de M. le député Cruppi.

L'Économiste français du 9 octobre 1897. — Article de M. Hubert Valleroux, La loi sur les titres perdus, ses abus.

L'Économiste français du 3 août 1901. — Article de M. Edouard Payen, La protection des propriétaires de titres au porteur.

Dalloz. — Jurisprudence générale (Répertoire alphabétique et Recueil périodique).

Sirey. — Recueil général des lois et arrêts.

WAHL. — *Traité théorique et pratique des titres au porteur*, Paris, 2 vol., 1891.

PLANIOL. — *Droit civil*, Paris, 1907.

LYON-CAEN ET RENAULT. — *Droit commercial*, Paris, 1906.

GUILLAUME. — *L'Épargne française et les valeurs mobilières étrangères*, Paris, 1907.

BEZARD-FALGAS. — *Le Contentieux des oppositions sur titres d'actions et d'obligation*, Paris, 1908.

Congrès international des valeurs mobilières de 1900, Paris, 1901 :
Rapports de MM. Poyet, Ruinat de Gournier, Simon et Lebel,
Jaham-Desrivaux, etc.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Pages.

Définition du titre au porteur.....	1
Avantages et inconvénients que présente le titre au porteur.....	2
Historique de son emploi.....	3
Problème économique qui se pose : qui, du propriétaire dépossédé, par suite de vol, perte, etc., ou du porteur de bonne foi, doit être protégé?.....	3
Exposé sommaire des mesures prises en France pour la protection des propriétaires de titres au porteur :	
Absence de législation spéciale avant 1872.....	7
Synthèse de la législation française sur les titres au porteur perdus ou volés.....	13

PREMIÈRE PARTIE

Analyse détaillée de la loi de protection des propriétaires de titres au
porteur (loi du 15 juin 1872 modifiée par la loi du 8 février 1902).

Art. 1^{er}.

A qui appartient le recours organisé par la loi.....	19
Causes de dépossession.....	20

Art. 2.

Opposition au syndicat des agents de change et à l'établissement débi- teur. — Cumul obligatoire de ces deux oppositions.....	22
Enonciations que doit renfermer l'exploit d'opposition.....	24

Art. 3.

	Pages.
Ordonnance du Président du tribunal civil. — Autorisation accordée à l'opposant. — Conditions requises.....	26
Extension de la règle :	
1 ^o Aux valeurs qui ne produisent pas d'intérêts ou ne donnent plus de dividendes.....	27
2 ^o A l'opposant habitant l'étranger.....	28
De la contradiction à l'opposition et de ses conséquences.....	28
Présentation de coupons postérieurement à l'ordonnance du président.....	34
Perte de titres amortis mais non remboursés	41
Perte de titres démunis de coupons.....	41

Art. 4.

Caution à fournir par l'opposant ou dépôt des intérêts ou dividendes à la Caisse des consignations.....	44
---	----

Art. 5.

Ordonnance du juge qui autorise l'opposant à toucher le capital. — Caution ou nantissement à fournir ou dépôt du capital à la Caisse des consignations.....	45
---	----

Art. 6.

Constitution du nantissement.....	47
-----------------------------------	----

Art. 7.

Recours contre l'ordonnance du juge.....	47
--	----

Art. 8.

Coupons détachés du titre. — Paiement à l'opposant sans autorisation du juge.....	48
---	----

Art. 9.

Libération de l'établissement débiteur à l'égard du tiers porteur.....	50
--	----

Art. 10.

Rapports entre le tiers porteur et l'opposant.....	51
Obligation pour les agents de change de retenir les titres frappés d'opposition s'ils arrivent entre leurs mains.....	51

Art. 11.

	Pages.
Opposition à négociation. — Forme. — Publicité.....	57
Radiation des oppositions.....	61

Art. 12.

Effets de l'opposition à négociation. — Négociation ou transmission postérieure à la publication de l'opposition.....	63
Droit, pour le tiers porteur, de contester l'opposition.....	66
Recours du tiers porteur contre son vendeur et contre l'agent de change intermédiaire de la négociation.....	68

Art. 13.

Obligation pour les agents de change : 1° d'inscrire sur leurs livres les numéros des titres négociés ; 2° de mentionner sur les bordereaux d'achat les numéros livrés.....	71
Cas où sera réputée accomplie la négociation qui rend sans effet toute publication postérieure de l'opposition.....	72

Art. 14.

Négociations ou transmissions antérieures à l'opposition.....	73
Inapplicabilité des art. 2279 et 2280 du Code civil au tiers porteur de mauvaise foi.....	75
Remarque : action récursoire du tiers possesseur contre son vendeur (art. 12 et 14).....	76

Art. 15.

Délivrance d'un duplicata du titre à l'opposant.....	77
Conditions requises pour obtenir un duplicata.....	78
Nature du duplicata.....	81
Titre dont la destruction est prouvée. — Délivrance d'un duplicata..	82
Remplacement des titres détériorés.....	85

Art. 16.

Titres auxquels s'applique la loi du 15 juin 1872.....	87
Inapplicabilité des dispositions de la loi de 1872 : 1° aux billets émis par la Banque de France ou par des établissements légalement autorisés ; 2° aux rentes et titres au porteur émis par l'État.....	88
Bons du Trésor au porteur perdus ou volés.....	91
Observations.....	92

Art. 17.

	Pages.
Mainlevée de l'opposition.....	95
Mainlevée volontaire.....	95
Mainlevée judiciaire. — Procédure spéciale organisée par la loi du 8 février 1902.....	96

Art. 18.

Décision du juge des référés. — Droit de statuer sur les dépens....	100
Signification et portée de l'ordonnance de mainlevée.....	102

Art. 19.

Prescription d'un décret relatif au dernier paragraphe de l'article 14 et à l'article 13.....	103
---	-----

DEUXIÈME PARTIE

Aperçu sur les législations étrangères.....	105
Droit international :	
Titres français négociés à l'étranger.....	109
Titres étrangers négociés en France.....	110
Titres étrangers négociés à l'étranger.....	115

TROISIÈME PARTIE

Conclusions.....	121
------------------	-----

APPENDICE :

I. — Formalités à remplir, pour la sauvegarde de leurs droits, par les propriétaires de titres au porteur qui en ont été dépossédés accidentellement :	
A. — Formation des oppositions.....	127
B. — Autorisation judiciaire de paiement.....	127
C. — Paiement des intérêts :	
§ 1 ^{er} . — Perte du titre muni de ses coupons.....	128
§ 2. — Perte des coupons seuls détachés du titre.....	129
§ 3. — Contradiction à l'opposition du bénéficiaire d'une ordonnance ou d'un jugement.....	130
D. — Paiement du capital.....	130
E. — Délivrance d'un duplicata du titre perdu.....	130
II. — Texte des articles 2279 et 2280 du Code civil.....	131

	Pages.
Décret du 10 avril 1873 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 11 et 13 de la loi du 15 juin 1872 relative aux titres au porteur.....	132
Décret du 8 mai 1902 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 15, § 5 de la loi du 15 juin 1872, modifiée par la loi du 8 février 1902, sur les titres au porteur.....	133
Décret du 8 mai 1902 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 19 de la loi du 15 juin 1872 modifiée par la loi du 8 février 1902 sur les titres au porteur.....	133
BIBLIOGRAPHIE.....	135

IMPRIMERIE
CONTANT LAGUERRE



BAR-LE-DUC